

SECRÉTARIAT À LA RÉGION MÉTROPOLITAINE
MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS
2013-2014

CAHIER 2

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

« VOLET MÉTROPOLE »

**Secrétariat
à la région
métropolitaine**

Québec 

Étude des crédits 2013-2014 (Métropole)

Cahier 2 : DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

SRM : Demandes de renseignements particuliers adressées au ministre responsable de la métropole

FICHES	
RP SRM1 -	Ventilation des montants accordés à Montréal en 2012-2013 en vertu du contrat de ville.
RP SRM2	Sommes versées à la Ville de Montréal et à l'agglomération de Montréal en vertu du Pacte fiscal en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013. Ventiler les sommes par mesure et prévisions pour 2013-2014.
RP SRM3	Montants versés à la Ville de Montréal, en raison de son statut de métropole ou en vertu de toute entente spécifique avec le gouvernement en 2011-2012.
RP SRM4 -	Sommes allouées en 2012-2013 pour le Fonds de développement de la métropole et prévisions pour 2013-2014. Liste des projets à l'étude.
RP SRM5.	Pour le programme Promotion et développement de la métropole, détailler les crédits prévus pour 2012-2013 par élément
RP SRM6	Ventilation des crédits accordés pour l'élément « Soutien au développement économique de Montréal » du programme Promotion et développement de la métropole pour 2011-2012 et 2012-2013.
RP SRM7	Ventilation des crédits accordés pour l'élément « Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval » du programme. Promotion et développement de la métropole pour 2011-2012 et 2012-2013.
RP SRM8	Détails des dépenses assumées par la Société Marie-Victorin en 2012-2013.
RP SRM9	Budget et effectifs par catégorie d'emploi et par direction du secteur. « Métropole » du MCE depuis le 19 septembre 2012.
RP SRM10	Pour 2012-2013, total des sommes octroyées aux CLD de Montréal et ventilation de l'utilisation de ces montants et prévisions pour 2012-2013.
RP SRM11	Un état de situation complet et prévisions pour les cinq prochaines années quant au transfert d'actifs entre la ville de Montréal et le gouvernement du Québec concernant le remboursement du déficit actuariel des employés de la Ville de Montréal.

FICHES

RP SRM12	Concernant le comité de pilotage Montréal = Familles, détailler la liste des rencontres tenues par le comité, les ordres du jour de ces rencontres, le budget alloué au comité pour effectuer ses travaux, ainsi qu'une copie des études, analyses, recherches et états de situation produits par le ministère ou tout autre organisme depuis le 4 septembre 2012 ayant été demandés par le comité.
RP SRM13	Concernant la Conférence régionale des élus de Montréal : a) ventilation budgétaire détaillée pour 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; b) budget alloué en 2012-2013; c) fournir la liste des membres de chacun des conseils d'administration (date de nomination, échéance du mandat).
RP SRM14	Subvention accordée en 2012-2013 dans le cadre de l'aide financière pour le financement des équipements à caractère métropolitain.
RP SRM15	Montants totaux accordés à Montréal International pour ses activités en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
RP SRM16	Dans le cadre du Comité d'intervention politique de la région de Montréal, indiquer le nombre de rencontres tenues, la liste des participants, l'ordre du jour et les procès-verbaux. Indiquer la date et le lieu.
RP SRM17	Liste des projets soumis et sommes demandées en 2012-2013 dans le cadre du troisième Plan d'action pour l'accessibilité aux rives et aux plans d'eau du Grand Montréal Bleu. Liste et description des projets acceptés et montants accordés.
RP SRM18	Liste des projets soumis et sommes demandées et confirmées dans le cadre du Quartier des Spectacles pour 2012-2013 et les années à venir.
RP SRM19	La ventilation complète des montants accordés par le gouvernement du Québec aux grands événements culturels et touristiques tenus à Montréal en 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014.
RP SRM20	Mandat, objectifs, ventilation du budget dépensé en 2012-2013, nombre de fonctionnaires affectés, procès-verbaux des rencontres et résultats atteints Comité interministériel pour la région métropolitaine
RP SRM21	Sur la direction de la métropole du MCE : • le budget de fonctionnement de cette direction en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; • le nombre d'employés; • les réalisations et les dossiers en cours; • la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et le nom des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats.

RP : Demandes de renseignements particuliers adressées au MAMROT (Volet métropole) qui sont en totalité ou en partie sous la responsabilité du ministre responsable de la métropole.

FICHES	
RP SRM MAMROT44	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
RP SRM MAMROT49	Liste des rencontres tenues par la CAR en 2012-2013. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2013-2014
RP SRM MAMROT53	Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par la ministre en 2012-2013. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui seront versées.
RP SRM MAMROT65.	<p>- Pour la Direction de la métropole du MAMROT :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le budget de fonctionnement de cette direction en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014;b) le nombre d'employés;c) les réalisations et les dossiers en cours; <p>la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et le nom des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats</p>

DR : Demandes de renseignements particuliers adressées au MAMROT (Volet Développement régional) qui sont en totalité ou en partie sous la responsabilité du ministre responsable de la métropole.

FICHES	
DR SRM 3	Pour chacune des conférences régionales des élus, fournir : <ul style="list-style-type: none">a) le budget total alloué pour 2012-2013;b) la ventilation budgétaire détaillée 2012-2013;c) les prévisions budgétaires pour 2013-2014;d) la liste des membres de chacun des conseils d'administration par régione) (titre, date de nomination, échéance du mandat, milieu de provenance tel l'économie, l'éducation, la culture ou la science);f) nombre de femmes et de jeunes présents dans chacun des conseils d'administration; liste des présidents de CRÉ qui sont rémunérés et montant de la rémunération.
DR SRM 7	Pour chaque conférence régionale des élus, indiquer le nombre d'ententes spécifiques qui ont fait l'objet d'une convention en 2012-2013. Pour chaque entente spécifique, indiquer l'objet, la durée, les ressources financières affectées et les engagements de chacune des parties.
DR SRM 8	Concernant les centres locaux de développement, indiquer les sommes versées aux MRC par le ministère pour les CLD en 2012-2013. Ventiler les montants par MRC. Prévisions pour 2013-2014.
DR SRM 12	Copie de l'ensemble des ententes spécifiques où le MAMROT est signataire pour 2012-2013, préciser pour chaque entente : <ul style="list-style-type: none">a) les montants engagés; le nom des partenaires signataires.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 1

Ventilation des montants accordés à Montréal en 2012-2013 en vertu du contrat de ville.

Aucun montant n'a été versé par le Secrétariat à la région métropolitaine en 2012-2013 en vertu du contrat de ville de Montréal. Celui-ci, d'une durée de cinq ans, a pris fin le **31 mars 2008**.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 2	Sommes versées à la Ville de Montréal et à l'agglomération de Montréal en vertu du Pacte fiscal en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.
-------------	---

Nom du programme	Montant versé 2008-2009 (en milliers \$)		Montant versé 2009-2010 (en milliers \$)		Montant versé 2010-2011 (en milliers \$)		Montant versé 2011-2012 (en milliers \$)		Montant versé 2012-2013 (en milliers \$)		Montant prévu 2013-2014 (en milliers \$)	
	Centrale	Agglo.	Centrale	Agglo.	Centrale	Agglo.	Centrale	Agglo.	Centrale	Agglo.	Centrale	Agglo.
Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics ¹	20 314,8	29 113,1	45 807,1	489,9 ²	46 382,1	60,9 ²	46 485,0	0,0 ²	46 657,8	0,0 ²	46 881,3	0,0 ²
Aide particulière - Péréquation et neutralité de péréquation	64,1	0,0	32,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	20 378,9	29 113,1	45 839,1	489,9	46 382,1	60,9	46 485,0	0,0	46 657,8	0,0	46 881,3	0,0

¹ Le montant versé comprend également la neutralité financière - Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics.

² Les dépenses de l'agglomération de Montréal sont dorénavant financées au moyen d'une quote-part payée par les municipalités liées. Ce sont ces dernières qui reçoivent les montants de cette mesure financière. Toutefois, en 2009-2010 et 2010-2011, le montant versé considère les ajustements appliqués aux années de taxation 2007 et 2008.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 3

Montants versés à la Ville de Montréal, en raison de son statut de métropole ou en vertu de toute entente spécifique avec le gouvernement en 2012-2013.

MONTANTS VERSÉS À LA VILLE DE MONTRÉAL EN 2012-2013 :

- **En raison de son statut de métropole**

- 25 M\$, afin de contribuer à la livraison de services spécifiques qui découlent de son rôle de métropole, tel que prévu à l'Entente pour une reconnaissance du statut particulier de Montréal, signée en juin 2008.

- **En vertu d'une entente spécifique**

- Des crédits de 35,0 M\$ étaient prévus au budget 2012-2013 pour le soutien au développement économique de la Ville de Montréal (Imaginer•Réaliser Montréal 2025), tel qu'annoncé dans la Stratégie de développement de toutes les régions du Discours sur le budget 2007-2008 et dans le Discours sur le budget 2010-2011. La somme ajustée en fonction des mesures mises en place pour respecter l'enveloppe de dépenses 2012-2013 sera versée d'ici le 31 mars 2013.

- 21,7 M\$ pour compenser le déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal, selon l'échéancier prévu au service de la dette.

- 15,6 M\$ seront versés d'ici le 31 mars 2013 pour le soutien au développement local et à l'entrepreneuriat (financement des centres locaux de développement (CLD) de l'île de Montréal).

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Question # 4

Sommes allouées en 2012-2013 pour le Fonds de développement de la métropole et prévisions pour 2013-2014. Liste des projets à l'étude.

Les normes du Fonds de développement de la métropole ont été remplacées par celles du Fonds d'initiatives et de rayonnement de la métropole à compter du 1^{er} avril 2011.

- Sommes allouées pour 2012-2013 : 16 952 800 \$, dont 8 312 592 \$ attribués au 30 novembre 2012 (Annexe 1)
- Prévisions pour 2013-2014 : 17 000 000 \$

Liste des projets à l'étude (Annexe 2)

Organisme	Projets	Montant du versement
Médiathèque du design inc.	Réaliser le volet Expo internationale au Salon international du design de Montréal (SIDIM)	72 000 \$
Montréal en histoire	Aide financière additionnelle pour réaliser la phase 1 du projet Montréal en histoire	15 000 \$
Écotech Québec	Soutenir les activités de la grappe et la réalisation du plan d'action 2012	80 000 \$
Festival de musique de chambre de Montréal	Réaliser l'édition 2012 du Festival de musique de chambre de Montréal	47 000 \$
Théâtre Mainline	Réaliser l'édition 2012 du Festival St-Ambroise FRINGE Montréal	14 000 \$
Diverscité Montréal 94 inc.	Réaliser l'édition 2012 du Festival Divers/Cité	94 500 \$
Comité de la Fête nationale de la St-Jean inc.	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2012 de la Fête nationale du Québec à Montréal	50 000 \$
Concours musical international de Mtl	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec du Concours musical international de Montréal - Édition Chant 2012	94 500 \$
Production Nuits d'Afrique inc.	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival international Nuits d'Afrique	42 000 \$
Centre de récupération et de recyclage du textile inc. (CERTEX)	Pour l'achat d'un véhicule	15 000 \$
Technoparc Montréal	Assurer la participation du Regroupement Montréal à l'édition 2012 du marché international des professionnels de l'immobilier (MIPIM)	21 000 \$
Francofolies de Montréal	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec des Francofolies de Montréal pour l'édition 2012	275 000 \$
Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise	Réaliser la première conférence Trad Montréal en 2012	9 000 \$
Fondation Metropolis Bleu	Réaliser l'édition 2012 du Festival international de Montréal Metropolis Bleu	8 000 \$
Festival TransAmériques	Réaliser l'édition 2012 du Festival TransAmériques	78 500 \$
Montréal électronique groove MEG	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival MEG Montréal	31 500 \$
Rencontres internationales du documentaire de Montréal (RIDM)	Réaliser la mise en marché hors Québec des Rencontres internationales du documentaire de Montréal pour les éditions 2009-2010 et 2011	8 000 \$
F.I.P. Le Festival international de percussions	Réaliser l'édition 2012 du Festival international de percussions de Longueuil	18 900 \$
Conférence internationale des arts de la scène de Montréal	Participer à cinq marchés internationaux en 2011-2012 et réaliser un showcase de promotion d'artistes dans le cadre du marché APAP à New-York	10 000 \$
Festival du nouveau cinéma de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2011 du Festival du nouveau cinéma	22 500 \$
Mission Design	Réaliser les activités du Plan d'action 2011-2014	210 000 \$
Corporation du Mondial choral	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Mondial Loto-Québec de Laval	126 000 \$
Festival Fantasia	Mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival international de films Fantasia	31 500 \$
Orchestre symphonique de Montréal	Réaliser la Journée follement classique de l'OSM	122 500 \$
Ville de Longueuil	Réaliser le projet de Revitalisation urbaine intégrée sur la territoire de l'agglomération de Longueuil (phase 2)	200 000 \$
Festival canadien des Films du Monde	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival des films du	105 000 \$
Festi Blues	Réaliser les activités de mise en marché de l'édition 2012 du FestiBlues international de Montréal	22 500 \$
Corporation du Cinéma Beaubien	Remplacer les fauteuils des salles 1, 2 et 3 du Cinéma Beaubien	73 500 \$
Festival Montréal en Lumière	Réaliser la mise en marché hors Québec des éditions 2010-2011 et 2012 du Festival Montréal	95 000 \$
Festival Montréal en lumière inc.	Consolider trois nouvelles attractions de calibre international liées à l'édition 2012 de Montréal en lumière	30 000 \$
Ikebana Productions	Réaliser la phase 2 de l'intégration d'un module de don à la plateforme de diffusion IKWeb.tv	25 000 \$

Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole
UTILISATION DES SOMMES AU 30-11-12
2012-2013

Question 4
Annexe 1

Organisme	Projets	Montant du versement
Terres en vues, société pour la diffusion de la culture autochtone	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival Présence autochtone	31 500 \$
Groupe communautaire l'Itinéraire	Réaliser le projet Alternative à la mendicité pour les jeunes de la rue de Montréal	55 885 \$
Festival mode et design de Montréal	Augmenter la notoriété aux plans national et international de l'édition 2012 du Festival mode et design de Montréal	95 000 \$
Coopérative de développement régional de Montréal-Laval	Réaliser le projet Coopératives et mutuelles : développer Montréal	22 500 \$
Semaine de la mode	Rehausser le calibre international des éditions 2012 de la Semaine de mode , dont un montant de 15 000 \$ pour la réalisation du plan stratégique 2012-2015	30 000 \$
Métiers et Traditions	Réaliser le développement de l'École des Métiers et Traditions	24 500 \$
Colonie de vacances des Grèves	Réaliser le projet Des ailes pour les prochaines années	41 000 \$
conférence régionale des élus de Laval (CRÉ de Laval)	Entente spécifique en économie sociale dans la région de Laval 2008-2013	40 000 \$
Grappe industrielle de l'aluminium du Québec	Réaliser la phase de démarrage de la grappe	40 000 \$
Coopérative de développement régional de Montréal-Laval	Réaliser le projet Coopérative et mutuelles : développer Montréal, années 2 et 3	60 000 \$
Grand Prix cycliste ProTour	Réaliser l'édition 2012 du Grand Prix Cycliste World Tour à Montréal	175 000 \$
Festival du nouveau cinéma de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival du nouveau cinéma de Montréal	47 250 \$
Festival de la santé	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Marathon Oasis de Montréal	56 700 \$
Festival international de musique POP Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival international de musique POP de Montréal	25 000 \$
FDEM2-projets d'économie sociale	Développer des services spécialisés s'adressant aux entreprises d'économie sociale du territoire métropolitain	30 000 \$
FDEM2-projets d'économie sociale	Aide additionnelle pour maintenir l'offre de services spécialisés s'adressant aux entreprises d'économie sociale de Montréal et de Longueuil en 2011-2012	10 000 \$
Nature-Action Québec	Réaliser le projet de protection et de mise en valeur du corridor forestier du Mont-Saint-Bruno	13 000 \$
C2.MTL	Réaliser les activités de son plan d'action 2011-2012	100 000 \$
Vélo Québec Événements	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 de la Féria du vélo de Montréal	87 500 \$
Radio communautaire francophone de Montréal inc.	Créer la Maison mondiale de la radiophonie communautaire	84 000 \$
Festival Heavy MTL	Réaliser l'édition 2012 du Festival Heavy MTL	66 000 \$
Secrétariat de la grappe des sciences de la vie du Montréal métropolitain	Soutenir les activités de Montréal InVivo du 1er janvier au 31 décembre 2012, prévues au Plan d'affaires 2012-2014 de la Grappe.	80 000 \$
Cité des Arts du Cirque (TOHU)	Réaliser l'édition 2012 du Festival Montréal complètement cirque	381 500 \$
Institut international d'études administratives de Montréal inc.	Conférence de Montréal - promotion hors Québec des éditions 2010 à 2014	16 666 \$
Bureau du cinéma et de la télévision du Québec	Soutenir les activités de la grappe du cinéma du 1er janvier au 31 décembre 2012, prévues au Plan d'affaires 2012-2014	80 000 \$
Société du quartier de la santé de Montréal	Réaliser le projet Dépenses courantes et projets prioritaires du Quartier de la santé de Montréal (QSM)	100 000 \$
Terres en vues, société pour la diffusion de la culture autochtone	Réaliser la mise à jour et le développement d'une étude de faisabilité et de programmation pour la Place autochtone	15 750 \$
Le réseau culturel de la Ligne Bleue	Réaliser le projet La Ligne Bleue - Réseaux Culturels	35 000 \$
Institut international d'études administratives de Montréal inc.	Conférence de Montréal - promotion hors Québec des éditions 2010 à 2014	50 000 \$
Alchimies, Créations et Cultures	Réaliser les activités de rayonnement à l'étranger et de développement du public du Festival du Monde Arabe de Montréal (triennal)	70 000 \$

Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole
UTILISATION DES SOMMES AU 30-11-12
2012-2013

Question 4
Annexe 1

Organisme	Projets	Montant du versement
Grappe métropolitaine de la logistique et transport	Soutenir les activités de la grappe métropolitaine de la logistique et du transport pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2012	40 000 \$
Festival Zoofest	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival Zoofest	105 000 \$
M pour Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2011 du Festival M pour Montréal	10 000 \$
Comité du secteur aérospatial	Soutenir les activités de la grappe Aéro Montréal pour l'année 2012	80 000 \$
Festival international du Film sur l'art (FIFA)	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival international du film sur l'art	18 000 \$
Semaine de la mode	Rehausser le calibre international des éditions 2012 de la Semaine de mode , dont un montant de 15 000 \$ pour la réalisation du plan stratégique 2012-2015	80 000 \$
Éco-Nature	Réaliser l'embauche d'un agent de développement et de commercialisation	46 000 \$
CTS Campus des technologies de la santé	Campus des technologies de la santé	20 000 \$
Société irlandaises unies de Montréal	Réaliser l'édition 2012 du Défilé de la Saint-Patrick	7 500 \$
Insertech Angus	Réaliser le projet DEDUIre: Bien plus que l'informatique	36 000 \$
Diverscité Montréal 94 inc.	Réaliser l'édition 2012 du Festival Divers/Cité	40 500 \$
TechnoMontréal	Soutenir les activités de la grappe des technologies de l'information et de la communication (TIC) du 1er janvier au 31 décembre 2012, prévues au Plan d'affaires 2012-2015	80 000 \$
Vues d'Afrique	Réaliser l'édition 2012 du Festival international de cinéma Vues d'Afrique	12 000 \$
Montréal électronique groove MEG	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival MEG Montréal	13 500 \$
Production Nuits d'Afrique inc.	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival international Nuits d'Afrique	18 000 \$
TOTAL PARTIEL		4 617 651 \$
Service de dette		
Maison St-Gabriel (4,11% sur 5 ans)		170 259,75 \$
Quartier international 1er au 4e emprunts (sur 20 ans)		1 744 225,61 \$
Quartier international de Montréal - 5e emprunt (5,657 % sur 10 ans)		401 000,00 \$
Le Mainbourg (6,8% sur 10 ans) 1er emprunt		107 631,89 \$
Le Mainbourg (6,5% sur 10 ans) 2e emprunt		67 065,70 \$
Biblio.William-Hingston (5,0% sur 10 ans)		145 024,00 \$
Caty/Bruneau (5,657 % sur 10 ans)		492 198,71 \$
Dév. cult- Biblio. Côte-des-Neiges (5,5% sur 10 ans)		168 592,98 \$
V.Montréal (Biblio H-Maisonneuve) (6,5% sur 10 ans)		35 198,12 \$
V.Longueuil - Projet structurants (6,5% sur 10 ans)		363 744,00 \$
Total partiel - service de dette		3 694 941 \$
TOTAL		8 312 592 \$

Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole
Projets à l'étude
Étude des crédits 2013-2014

Question 4
Annexe 2

PROMOTEUR/PROJETS	MONTANT DEMANDÉS
Fédération de soccer du Québec (FIRM) / Coupes du Monde de soccer féminin FIFA 2014 et 2015 (2 750 000 \$ au gouvernement du Québec)	800 000 \$
Table des groupes de femmes de Montréal / L'itinéraire des femmes : Une réalité urbaine méconnue-Agir	101 717 \$
Parole d'exclues / Projet «Mobilisation citoyenne contre l'exclusion sociale et la pauvreté par le logement communautaire» sur 5 ans (237 564 \$ / an)	1 187 820 \$
Centre de l'entrepreneurship technologique de l'ETS (Centech) / Capital Accélération Montréal - Programme d'investissements entrepreneurs de la métropole	150 000 \$
Vision Diversité / Projet «La Diversité comme choix collectif» sur 2 ans, 84 000 \$ / an	168 000 \$
Conseil régional de l'environnement de Montréal / Protection et mise en valeur des ruisseaux urbains de l'Île de Montréal	216 520 \$
Piknic Électronik / Festival Igloofest - 7e édition	65 000 \$
Semaine de la mode de la Métropole / 24e et 25e éditions de la Semaine de mode de la Montréal	250 000 \$
Fondation Québec Cinéma / 31e édition des Rendez-vous du cinéma québécois - Marché et présence internationale	75 000 \$
Technoparc Montréal / Regroupement Montréal - Participation au MIPIM 2013	50 000 \$
Association canadienne pour la santé mentale-filiale de Montréal / Développer un projet «Créer des nouvelles solidarités»	198 886 \$
Sociétés irlandaises unies de Montréal / Défilé de la Saint-Patrick 2013	30 000 \$
Art Souterrain / Festival Art Souterrain 2013	100 000 \$
Festival de musique de chambre de Montréal / Festival de musique de chambre de Montréal 2013 - 18e édition	79 480 \$
Festival international du film sur l'art (FIFA) / 31e Festival international du Film sur l'Art (FIFA), édition 2013	140 000 \$
Institut de politiques alternatives de Montréal (IPAM) / Agora métropolitain - 2013	50 000 \$
Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) / Projets novateurs de démonstration dans sept aires TOD	350 000 \$
Mobiligo / Phase 2 - Développement des affaires de Netlift	69 831 \$
en date du 30 novembre 2012	

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #5

Pour le programme Promotion et développement de la métropole, détailler les crédits prévus pour 2013-2014 par élément.

Les crédits du programme « Promotion et développement de la métropole » du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire ont été transférés au ministère du Conseil exécutif. Le programme « Promotion et développement de la région métropolitaine » ne comprend qu'un seul élément, soit le « Secrétariat à la région métropolitaine ».

Programme 7 : Promotion et développement de la région métropolitaine Élément 1 : Secrétariat à la région métropolitaine	Crédits 2013-2014 (en milliers de \$)
Activités	
Fonds d'initiative et de rayonnement de la Métropole	17 000,0
Soutien au développement économique de la Ville de Montréal	24 000,0
Équipements scientifiques – Société de gestion Marie-Victorin	11 538,6
Déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	22 103,6
Grand Montréal bleu	302,6
Soutien à la Ville de Montréal pour son rôle de métropole	17 200,0
Mise en œuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal	5 700,0
Financement des centres locaux de développement (CLD)	18 151,6
Rémunération	2 171,9
Fonctionnement	374,9
Total Programme 7	118 543,2

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Question #6

Ventilation des crédits accordés pour l'élément « Soutien au développement économique de Montréal » du programme Promotion et développement de la région métropolitaine pour 2012-2013 et 2013-2014.

Les crédits du programme « Promotion et développement de la métropole » du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire ont été transférés au ministère du Conseil exécutif.

Le programme « Promotion et développement de la région métropolitaine » ne contient qu'un seul élément intitulé « Secrétariat à la région métropolitaine ». Cet élément se compose de huit activités. Parmi celles-ci se retrouve l'activité « Soutien au développement économique de Montréal » pour laquelle les crédits accordés sont les suivants :

2012-2013 : 35 000 000 \$¹

2013-2014 : 24 000 000 \$

¹ La somme ajustée en fonction des mesures mises en place pour respecter l'enveloppe de dépenses 2012-2013 sera versée d'ici le 31 mars 2013.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #7

Ventilation des crédits accordés pour l'élément « Activités régionales de l'Île de Montréal et de Laval » du programme Promotion et développement de la métropole pour 2012-2013 et 2013-2014.

Les crédits du programme « Promotion et développement de la métropole » du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire ont été transférés au ministère du Conseil exécutif. Le programme « Promotion et développement de la région métropolitaine » ne comprend qu'un seul élément, soit le « Secrétariat à la région métropolitaine », lequel se compose de huit activités dont l'activité « Activités régionales de l'Île de Montréal et Laval ».

Programme 7 : Promotion et développement de la région métropolitaine	Versements prévus	Versements prévus
Élément 1 : Secrétariat à la région métropolitaine	2012-2013	2013-2014
Nom de l'activité : Activités régionales de l'Île de Montréal et de Laval (Financement des CLD)		
Entente de gestion avec le conseil d'agglomération de Montréal	12 676 450 \$	12 676 450 \$
Ajout à l'entente de gestion avec le conseil d'agglomération de Montréal (reconduction de la bonification du financement des CLD)	2 904 476 \$	2 485 432 \$
Contributions financières conditionnelles		414 239 \$ 416 771 \$
Entente de gestion avec la MRC de Laval	1 710 989 \$	1 710 989 \$
Ajout à l'entente de gestion avec la MRC de Laval (reconduction de la bonification du financement des CLD)	392 028 \$	335 468 \$
Contributions financières conditionnelles		55 911 \$ 56 253 \$
TOTAL DES VERSEMENTS PRÉVUS	17 683 943 \$	18 151 513 \$
CRÉDITS ACCORDÉS	17 684 000 \$	18 151 600 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #8

Détails des dépenses assumées par la Société Marie-Victorin en 2012-2013.

Les dépenses de fonctionnement de la Société, prévues en 2012, sont de 12 660 \$, entièrement financées par la Ville de Montréal.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #9	Budget et effectifs par catégorie d'emploi et par direction du secteur « Métropole » du MCE depuis le 19 septembre 2012
------------	---

Budget par supercatégorie	Budget 2012-2013
Rémunération	2 171 900
Fonctionnement	374 900
Transfert	128 487 400
	131 034 200

	Cadres	Professionnels	Fonctionnaires	30 novembre 2012
Secrétariat à la région métropolitaine*				
Bureau du secrétaire général associé	0	2	4	6
Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales	1	5	2	8
Direction du développement régional et métropolitain	1	10	4	15
Total	2	17	10	29

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #10

Pour 2012-2013, total des sommes octroyées aux CLD de Montréal et ventilation de l'utilisation de ces montants et prévisions pour 2012-2013.

En 2012-2013, le Secrétariat à la région métropolitaine versera les montants suivants :

- au Conseil d'agglomération de Montréal, pour les CLD de Montréal : 15 580 926 \$

En 2013-2014, le Secrétariat prévoit verser :

- au Conseil d'agglomération de Montréal, pour les CLD de Montréal : 15 992 892 \$

En vertu de l'entente 2012-2015 à conclure, c'est en juin de chaque année que le Conseil d'agglomération de Montréal doit rendre compte au Secrétariat des activités des CLD sous sa responsabilité. Le Secrétariat ne connaîtra donc pas le total des sommes distribuées aux CLD en 2012-2013, ni leur ventilation, avant juin 2013.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #11

Un état de situation complet et prévisions pour les cinq prochaines années quant au transfert d'actifs entre la ville de Montréal et le gouvernement du Québec concernant le remboursement du déficit actuariel des employés de la Ville de Montréal.

La Ville de Montréal a emprunté en 2004 une somme de 240 000 000 \$ qu'elle a déposée dans une réserve financière créée pour le financement de régimes de retraite de l'ex-ville de Montréal. Le service de dette relié à cet emprunt d'une durée de vingt ans est assumé par le gouvernement du Québec.

Les versements prévus par le gouvernement du Québec en 2012-2013 sont de 21 691 034 \$.

Les versements prévus pour les cinq prochaines années sont les suivants :

2013-2014 :	22 103 556 \$
2014-2015 :	22 707 710 \$
2015-2016 :	22 920 345 \$
2016-2017 :	23 153 795 \$
2017-2018 :	23 400 609 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers du premier groupe d'opposition

Demande 12

Concernant le comité de pilotage Montréal = Familles, détailler la liste des rencontres tenues par le comité, les ordres du jour de ces rencontres, le budget alloué au comité pour effectuer ses travaux, ainsi qu'une copie des études, analyses, recherches et états de situation produits par le ministère ou tout autre organisme depuis le 4 septembre 2012 ayant été demandés par le comité.

À ce jour, deux rencontres du comité de pilotage Montréal = Familles ont eu lieu, le 16 novembre et le 12 décembre 2012. Un montant de 511 \$ a été dépensé pour ces rencontres.

Voir les ordres du jour et les copies des documents produits pour le comité en annexe.

Concernant le comité de pilotage Montréal = Familles, détailler la liste des rencontres tenues par le comité, les ordres du jour de ces rencontres, le budget alloué au comité pour effectuer ses travaux, ainsi qu'une copie des études, analyses, recherches et états de situation produits par le ministère ou tout autre organisme depuis le 4 septembre 2012 ayant été demandés par le comité.



**Comité de pilotage
Montréal = familles**

**Réunion du 16 novembre 2012, 9 h à 11 h
au Carrefour communautaire de Rosemont L'Entre-Gens
sis au 5675, rue Lafond, à Montréal**

Ordre du jour

1. Mot de bienvenue du ministre (15 minutes)
2. Tour de table (40 minutes)
3. Pause (10 minutes)
4. Présentation de données statistiques (30 minutes)
5. Prochains travaux (20 minutes)
6. Varia
7. Date de la prochaine rencontre (5 minutes)

**Comité de pilotage
Montréal = familles**

**Réunion du 12 décembre 2012, 13 h 30 à 16 h 30
Aux bureaux du Secrétariat à la région métropolitaine,
sis au 800, rue du Square-Victoria, bureau 2.17, salle 2-16 à Montréal**

Ordre du jour

1. Mot de bienvenue du Secrétaire général associé à la région métropolitaine, M. André Lavallée, et reprise des travaux sous la présidence de M^{me} Édith Cyr, présidente du Comité de pilotage Montréal=Familles
2. Approbation du compte-rendu de la dernière rencontre et de l'ordre du jour
3. Présentation de données complémentaires par le Secrétariat (15 minutes)
 - Mouvements migratoires de Montréal
 - Coût de l'habitation à Montréal
4. Présentation par M^{me} Danielle Cécile, directrice, Direction de l'habitation, Ville de Montréal (60 minutes)
5. Pause (10 minutes)
6. Présentation par M^{me} Johanne Goulet, directrice générale, Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) (15 minutes)
7. Discussion sur des mesures d'intervention possibles sous les quatre thèmes suivants : (60 minutes)
 - Coût/financement
 - Typologies résidentielles
 - Services aux citoyens
 - Environnement urbain
8. Mode de collaboration pour la poursuite des travaux par l'identification de personnes ressources pour l'équipe du Secrétariat (15 minutes)
9. Varia
10. Date de la prochaine rencontre (5 minutes)

**HABITATION : MESURES DE VALORISATION DE L’ÎLE DE MONTRÉAL COMME
LIEU D’HABITATION POUR LES FAMILLES**

PRINCIPALES DONNÉES STATISTIQUES

1 : Portrait des ménages dans les régions administratives de la métropole

Ménages avec enfants 2006
Région métropolitaine de Montréal

	Propriétaires	Locataires	Ensemble
Montréal	45,8 %	27,7 %	34,6 %
Territoire ancienne ville			33,2 %
Territoire autres villes			46,9 %
Longueuil	48,5 %	29,5 %	41,3 %
Laval	52,9 %	28,0 %	45,2 %
Couronnes	53,7 %	31,6 %	48,6 %
Ensemble du Québec	46,5 %	26,9 %	38,7 %

- Les municipalités des couronnes accueillent davantage de familles que les trois grandes villes de la région.
- Laval et Longueuil accueillent davantage de familles que Montréal.
- Cette tendance se remarque tant chez les locataires que chez les propriétaires.
- Toutefois, les données de Montréal et de l’ensemble du Québec sont assez proches.
- Par rapport à 2001, la part des ménages avec enfant a légèrement diminué partout, sûrement l’effet de la hausse de la proportion de ménages formés de personnes seules.
- Nous ne connaissons pas la situation pour 2011, les données n’étant pas encore disponibles.

Source : Société d’habitation du Québec, compilation spéciale des recensements

2 : Soldes migratoires

- Depuis 2005-2006, l’Île de Montréal perd plus de 20 000 personnes par an au profit des autres régions du Québec.
- Les transferts se font essentiellement vers les autres régions de la CMM, avec des valeurs à peu près constantes d’une année à l’autre.
- Dans l’ordre, ces personnes migrent vers la Montérégie (8 100), Laval (7 100), Lanaudière (4 700) et les Laurentides (2 200) (moyennes arrondies).
- Les transferts sont négatifs dans toutes les tranches d’âge, sauf les 15-24 (étudiants)
- Chez les 0-14 ans, le transfert négatif varie de 5 652 à 7 001 depuis 2005-2006. Les individus de cette tranche d’âge font nécessairement partie d’une famille avec enfant, contrairement aux personnes des autres tranches d’âge.
- Toutefois, cette tendance est à la baisse.

Source : Institut de la statistique du Québec, données de la RAMQ

Secrétariat à la région métropolitaine
Date : 2012-11-14

Comité de pilotage

Montréal = familles

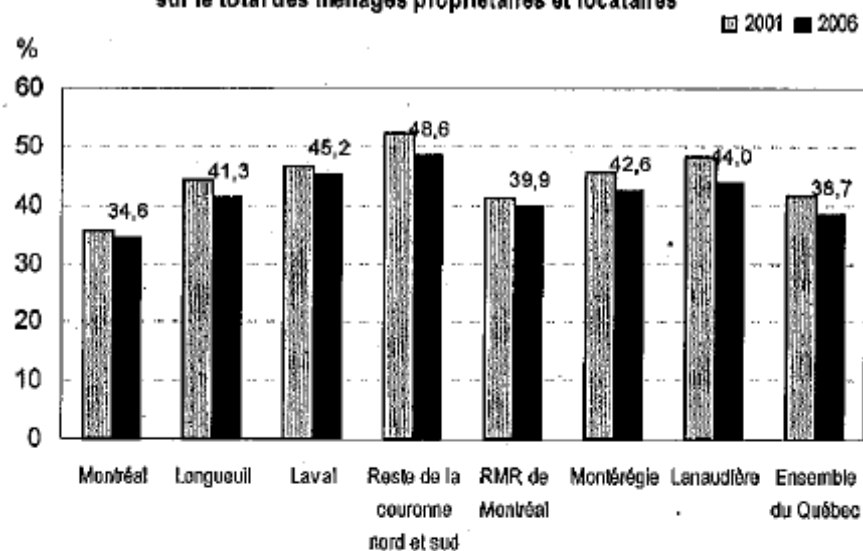
Principales données statistiques

16 novembre 2012

I – Les familles dans la région métropolitaine

I - Les familles dans la région métropolitaine

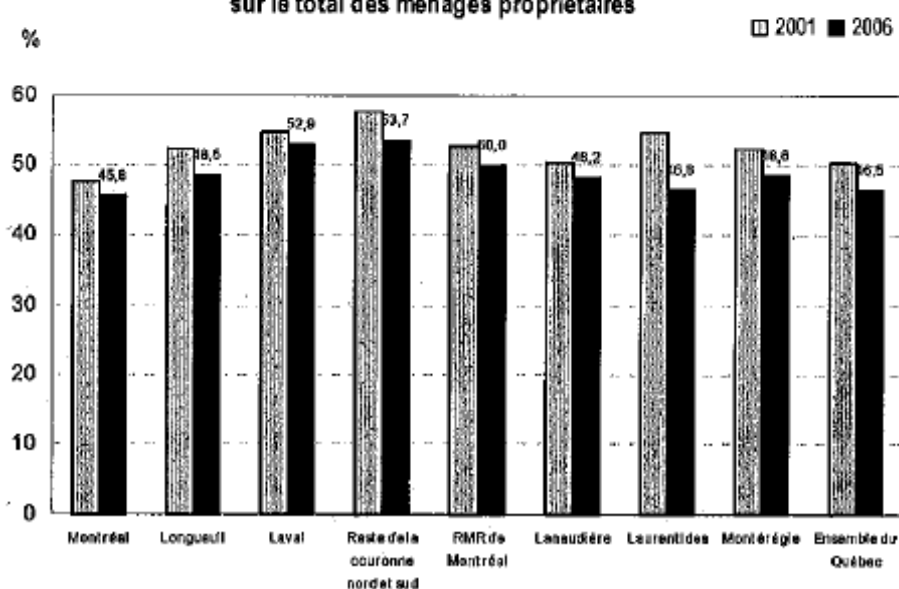
Proportion de familles avec enfants
sur le total des ménages propriétaires et locataires



Source : Société d'habitation du Québec, compilation DDRM

I - Les familles dans la région métropolitaine

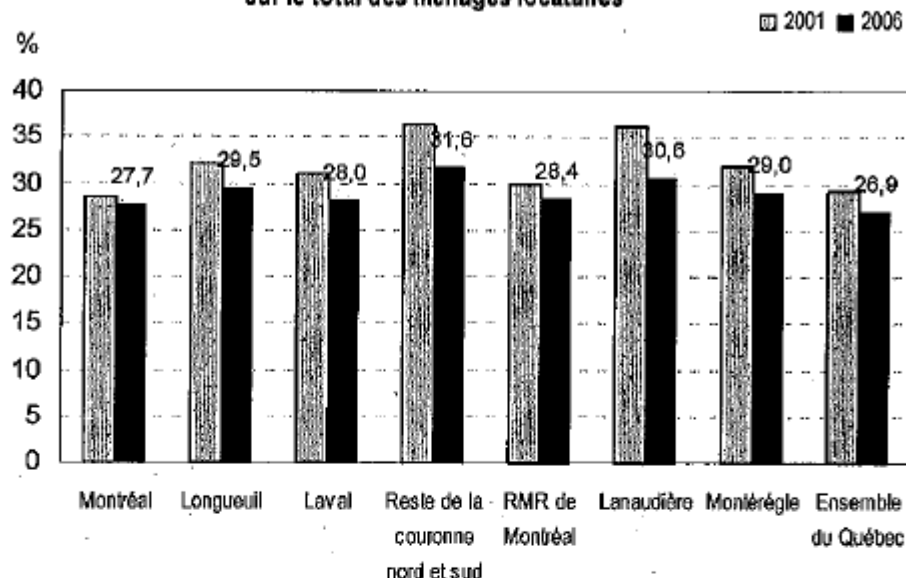
Proportion de familles avec enfants
sur le total des ménages propriétaires



Source : Société d'habitation du Québec, compilation DDRM

I - Les familles dans la région métropolitaine

Proportion de familles avec enfants
sur le total des ménages locataires



Source : Société d'habitation du Québec, compilation DDRM

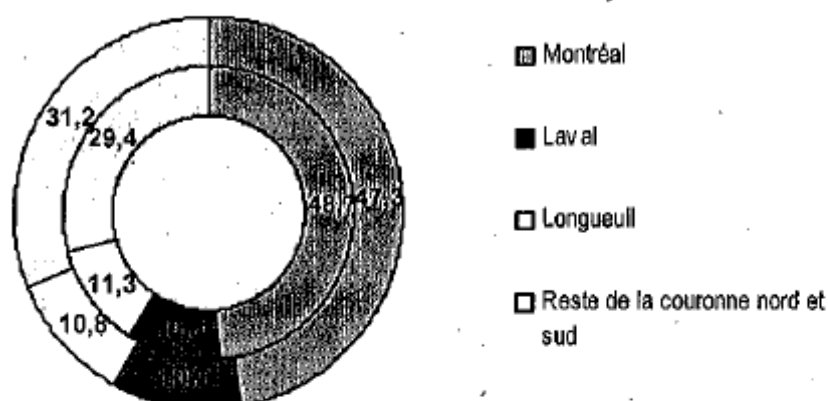
I - Les familles dans la région métropolitaine

Ménages avec enfants 2006 - Région métropolitaine de Montréal

	Propriétaires	Locataires	Ensemble
Montréal	45,8 %	27,7 %	34,6 %
Territoire ancienne ville			33,2 %
Territoire autres villes			48,9 %
Longueuil	48,5 %	29,5 %	41,3 %
Laval	52,9 %	28,0 %	45,2 %
Couronnes	53,7 %	31,6 %	48,6 %
Ensemble du Québec	46,5 %	26,9 %	38,7 %

I - Les familles dans la région métropolitaine

Proportion de familles avec enfants
sur leur total dans la RMR de Montréal



Source : Société d'habitation du Québec, compilation DDRM

II – Soldes migratoires Montréal et régions du Québec

II – Soldes migratoires Montréal et régions du Québec

Solde migratoire Montréal et régions du Québec tous âges

Région	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bas-St-Laurent	7	20	-7	-60	-47	-73
Saguenay-L.-St-J.	192	117	117	103	24	-14
Capitale-Nationale	452	388	158	125	-80	-209
Mauricie	-22	-169	-22	25	-53	-171
Estrie	109	84	73	78	-172	-77
Outaouais	-222	-152	-444	-414	-467	-429
Abitibi-T.	80	55	81	12	19	-50
Côte-Nord	62	24	47	-22	-12	-61
Nord-du-Québec	36	31	0	-34	21	-21
Gaspésie-Ile-d.-M.	-123	-112	-130	-17	-219	-127
Chaudière-App.	183	104	83	73	4	-164
Laval	-7 816	-7 511	-6 642	-6 773	-7 491	-6 198
Lanaudière	-5 035	-5 405	-4 571	-3 754	-4 080	-4 224
Laurentides	-2 448	-2 787	-2 249	-2 011	-2 134	-1 658
Montréal	-8 297	-8 485	-7 681	-6 727	-6 784	-6 395
Centre-d.-Q.	73	-19	-78	-45	-188	-144

II – Soldes migratoires Montréal et régions du Québec

Solde migratoire par groupe d'âges

Région	0-14	15-24	25-34	35-44	45-54	55-64
Bas-St-Laurent	1	69	-44	-71	-28	
Saguenay-L.-St-J.	-21	110	-61	-45	3	
Capitale-Nationale	-112	210	-167	-69	-48	
Mauricie	-45	105	-59	-138	-35	
Estrie	-35	234	-27	-183	-57	
Outaouais	-118	145	-384	-66	-26	
Abitibi-T.	-22	72	-83	-24	7	
Côte-Nord	-18	20	-80	-2	-1	
Nord-du-Québec	2	10	-28	-6	1	
Gaspésie-Ile-d.-M.	-16	33	-54	-86	-24	
Chaudière-App.	-42	104	-120	-64	-43	
Laval	-1 629	-275	-3 084	-895	-315	
Lanaudière	-1 199	249	-2 024	-930	-320	
Laurentides	-403	497	-1 043	-717	-192	
Montréal	-1 999	987	-5 052	-1 854	-647	
Centre-d.-Q.	4	109	-69	-130	-60	
Total groupe d'âge	-5 662	2 658	-12 347	-6 088	-1 775	

II – Soldes migratoires Montréal et régions du Québec

- Par groupe d'âge, Montréal perd plus dans les rangs des 0-14 ans et dans les rangs des 25-44 ans pour l'année 2010-2011.
- Les 0-14 ans sont des enfants qui suivent leurs familles.
- Les 25-44 ans sont des jeunes adultes en âge de fonder une famille.
- Montréal fait des pertes aussi dans les groupes des 45-64 ans et parmi les 65 ans et plus.

II – Soldes migratoires Montréal et régions du Québec

Tableau: solde migratoire des 0-14 ans

Région	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Bas-ST-Laurent	-37	-5	-12	-38	-10	1
Saguenay-L-St-J	-42	-19	-32	-22	-9	-21
Capitale-Nationale	-57	-65	-106	-80	-86	-112
Mauricie	-29	-72	-49	-48	-16	-45
Estrie	-35	-87	-17	-48	-69	-35
Outaouais	-92	-82	-133	-152	-166	-118
Abitibi-T	-14	-10	-1	-22	-22	-22
Côte-Nord	-15	-3	-7	-14	-1	-15
Nord-du-Québec	26	19	5	3	16	2
Gaspésie-Ile-d-I-M	-23	-19	-26	15	-33	-16
Chaudière-App.	-40	-31	-25	-40	-29	-42
Laval	-2 261	-2 058	-1 886	-1 893	-1 952	-1 629
Lanaudière	-1 466	-1 446	-1 327	-1 036	-955	-1 199
Laurentides	-529	-619	-502	-493	-432	-403
Montréal	-2 367	-2 284	-2 320	-1 961	-2 170	-1 999
Centre-d-Q	-30	-55	-23	-32	-51	4
Total	-7 061	-6 816	-6 460	-5 873	-5 995	-5 552
% du total	30,8	28,6	30,1	30,2	25,4	25,6

Merci!

*Secrétariat
à la région métropolitaine*

Québec 

Coût de l'habitation dans la RMR de Montréal

10-12-2012

Prix moyen de l'habitation selon le type de propriété

Prix Moyen (\$)	Unifamiliales	Copropriétés	Plex (2 à 5 logements)
Île de Montréal	492 500	320 600	474 600
Laval	322 800	222 500	417 100
Rive- Nord	257 400	179 800	356 800
Vaudreuil- Soulanges	285 600	189 300	*288 200
Rive- Sud	305 700	204 700	348 600
**Longueuil	298 100	199 600	345 400
**RMR de Montréal	333 252	272 871	446 765

Sources : SHCL, Conférence sur les perspectives du marché de l'habitation, Novembre 2012.
Il s'agit des prix moyens au 3^e trimestre 2012.

*Il s'agit du prix moyen pour les 12 derniers mois.

**Ces données proviennent du « Baromètre MLS du marché résidentiel ».

- Le prix moyen des unifamiliales sur l'île est près de deux fois plus élevé que sur la Rive-Nord.
- Le marché de copropriétés demeure plus dispendieux sur l'Île de Montréal que partout ailleurs.

Prix médian des logements selon le type de propriété

Prix médian En \$	Unifamiliales	Copropriétés	Plex (2 à 5 logements)
Île de Montréal	385 000	275 000	449 250
Laval	286 000	215 000	402 000
Rive- Nord	235 000	174 000	363 000
Vaudreuil- Soulanges	260 000	176 900	*277 000
Rive- Sud	265 000	190 000	341 500
**Longueuil	260 000	189 750	339 000
**RMR de Montréal	277 750	230 000	425 000

Sources : SHCL. Conférence sur les perspectives du marché de l'habitation, Novembre 2012.

Il s'agit des prix médians au 3^e trimestre 2012.

*Il s'agit du prix médians pour les 12 derniers mois.

**Ces données proviennent du « Baromètre MLS du marché résidentiel ».

- Les prix médians demeurent plus élevés sur l'Île de Montréal que partout ailleurs et quel que soit le type de propriété.
- Les prix médians sur l'Île sont supérieurs à la moyenne de la RMR.

Loyer moyen des appartements d'initiative privée selon la zone et le nombre de chambres

Zone	Studios	1 chambre	2 chambres	3 chambres et plus	Tous les logements
Île de Montréal	555	652	737	909	708
Laval	482	593	684	789	675
Rive Nord	454	550	667	775	660
Rive Sud	481	594	674	755	664
RMR de Montréal	549	641	719	865	698
Variation oct.10- oct.11 dans la RMR de Montréal	3,1%	2,7%	2,5%	4,1%	2,6%

Source : Rapport sur le marché locatif- RMR de Montréal- SHCL automne 2011

- L'Île de Montréal offre les logements locatifs les plus chers par rapport aux zones adjacentes et aux couronnes.

FIN

Préparé par : Ramata Sanogo

Mouvements migratoires de et vers Montréal

10-12-2012

1

Entrants, sortants, solde migratoire de Montréal par rapport aux autres régions du Québec 2010-2011

Par groupe d'âge

Année 2010-2011	Entrants	Sortants	Solde
0-14 ans	3 785	9 437	-5 652
15-24 ans	10 708	8 052	2 656
25-44 ans	15 979	28 326	-12 347
45-64 ans	6 753	11 842	-5 089
65 ans et plus	2 358	4 133	-1 775
Total tous les âges	39 583	61 790	-22 207

2

- Montréal perd dans tous les groupes d'âge sauf parmi les 15-24 ans.
- Les plus grosses pertes sont enregistrées parmi les 25-44 ans qui sont les jeunes adultes en âge de fonder une famille et aussi parmi les 45-64 ans.
- Les pertes sont très importantes aussi chez les 0-14 ans, des enfants qui suivent leurs familles.

3

Mouvement avec chacune des régions 2010-2011

	2010-2011	Entrants	Sortants	Solde
	tous âges	à Mtl	de Mtl	Mtl
13	Laval	6 719	12 917	-6 198
14	Lanaudière	5 443	9 667	-4 224
15	Laurentides	4 935	6 793	-1 858
16	Montréal	14 022	22 417	-8 395
	Autres régions	8 464	9 996	-1 532
	Total	39 583	61 790	-22 207
	2010-2011	Entrants	Sortants	Solde
	0-14 ans	à Mtl	de Mtl	Mtl
13	Laval	860	2 489	-1 629
14	Lanaudière	571	1 770	-1 199
15	Laurentides	426	829	-403
16	Montréal	1318	3 317	-1 999
	Autres régions	610	1 032	-422
	Total	3 785	9 437	-5 652

4

- La grande majorité des pertes de Montréal se fait au profit des régions adjacentes : Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie.
- Ces 4 régions représentent 93,1 % des pertes migratoires totales de Montréal (20 675 personnes).
- Les sorties de Montréal vers ces régions constituent 83,8 % de l'ensemble des sorties (51 794 personnes).
- Les entrées à Montréal en provenance de ces régions représentent 78,6 % de l'ensemble des entrées (31 119 personnes).

5

Mouvement de et vers Montréal 2010-11 des 0-14 ans

2010-2011		Entrées	Sorties	Solde
0-14 ans		A Mt	de Mt	Mt
13	Laval	860	2489	-1629
14	Lanaudière	571	1770	-1199
15	Laurentides	426	829	-403
16	Montérégie	1318	3317	-1999
	Autres régions	610	1032	-422
	Total	3785	9437	-5652

6

Mouvements avec les régions adjacentes de Montréal 2010-2011.

- Parmi les régions adjacentes, la Montérégie est la gagnante de 37,8 % du solde migratoire négatif de Montréal, soit plus du tiers (8 395 personnes).
- Elle est suivie par Laval qui accapare 27,9 % de ce solde (6 198 personnes).
- Lanaudière obtient 19 % du solde, soit 4 224 personnes.
- Les Laurentides reçoivent 22,1 % du solde, soit 1 858 personnes.

7

FIN

Préparé par : Ramata Sanogo

8

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #13

Concernant la Conférence régionale des élus de Montréal : a) ventilation budgétaire détaillée pour 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; b) budget alloué en 2012-2013; c) fournir la liste des membres de chacun des conseils d'administration (date de nomination, échéance du mandat).

MONTRÉAL

A. Ventilation budgétaire détaillée 2012-2013 (selon les prévisions) :

Budget de fonctionnement :	1 450 000 \$
Budget pour les projets et ententes spécifiques :	4 448 565 \$

Prévisions budgétaires 2013-2014 :

Les sommes prévues au Fonds de développement régional (FDR) pour chacune des CRÉ ne sont pas disponibles à ce jour.

B. Budget total alloué pour 2012-2013 : (selon les prévisions)

Octroyé par le biais du Fonds de développement régional (FDR) :	5 898 565 \$
---	--------------

C. Liste des membres du conseil d'administration en 2012-2013 (voir annexe 1) :

Les élus municipaux sont membres du C.A. tant qu'ils conservent leur statut d' élu municipal. Les représentants socioéconomiques sont élus pour 2 ans.

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2012-2013 (30 NOVEMBRE 2012)
Les dates de nomination et d'échéance de mandat ne sont pas disponibles

COMITÉ DE DIRECTION	
Manon Barbe <i>Présidente</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement de LaSalle Organisme: Ville de Montréal
Richard Deschamps <i>1er Vice-président</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement LaSalle Organisme: Ville de Montréal
Gaétan Châteauneuf <i>2e Vice-président</i>	Secteur: Socioéconomique Fonction: Président Organisme: Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Ginette Marotte <i>Trésorière</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Verdun Organisme: Ville de Montréal
Steve Foster <i>Secrétaire</i>	Secteur: Social – gais, lesbiennes et transgenre Fonction: Président-directeur général Organisme: Conseil québécois LGBT
ÉLUES ET ÉLUS MUNICIPAUX	
Michael Applebaum	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal
Élaine Ayotte	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie Organisme: Ville de Montréal
Manon Barbe <i>Présidente</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement de LaSalle Organisme: Ville de Montréal
Daniel Bélanger	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement du Sud-Ouest Organisme: Ville de Montréal
Richard Bélanger	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de L'île-Bizard/Ste-Geneviève Organisme: Ville de Montréal
Frantz Benjamin	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Villeroy-Parc-Extension Organisme: Ville de Montréal
Richard Bergeron	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement Le-Plateau-Mont-Royal Organisme: Ville de Montréal
Michel Bissonnet	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Saint-Léonard Organisme: Ville de Montréal
Laurent Blanchard	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve Organisme: Ville de Montréal
Caroline Bourgeois	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles Organisme: Ville de Montréal
Étienne Brunet	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville Organisme: Ville de Montréal
Jocelyn Ann Campbell	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville Organisme: Ville de Montréal

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Harout Chitilian	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville Organisme: Ville de Montréal
Marie Cinq-Mars	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement d'Outremont Organisme: Ville de Montréal
Suzan Clarke	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal
Robert Coutu	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire de la ville Organisme: Ville de Montréal-Est
Jane Cowell-Poitras	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Lachine Organisme: Ville de Montréal
François Croteau	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie Organisme: Ville de Montréal
Claude Dauphin	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Lachine Organisme: Ville de Montréal
Suzanne Décarie	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles Organisme: Ville de Montréal
Gilles Deguire	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Montréal-Nord Organisme: Ville de Montréal
Francis Deroo	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue
Mary Deros	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc Extension Organisme: Ville de Montréal
Richard Deschamps <i>1er Vice-président</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de LaSalle Organisme: Ville de Montréal
Alan DeSousa	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Saint-Laurent Organisme: Ville de Montréal
Benoît Dorais	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement du Sud-Ouest Organisme: Ville de Montréal
Christian G. Dubois	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Pierrefonds-Roxboro Organisme: Ville de Montréal
Érika Duchesne	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie Organisme: Ville de Montréal
Josée Duplessis	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement Le-Plateau-Mont-Royal Organisme: Ville de Montréal
Alvaro Farinacci	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de LaSalle Organisme: Ville de Montréal
Luc Ferrandez	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement Le-Plateau-Mont-Royal Organisme: Ville de Montréal
Sammy Forcillo	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de ville l'arrondissement de Ville-Marie Organisme: Ville de Montréal
Helen Fotopulos	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Véronique Fournier	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement du Sud-Ouest Organisme: Ville de Montréal
Marc-André Gadoury	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie Organisme: Ville de Montréal
Pierre Gagnier	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement d'Achimsic-Cartierville Organisme: Ville de Montréal
Jean-Marc Gibeau	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement Montréal-Nord Organisme: Ville de Montréal
Louise Harel	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve Organisme: Ville de Montréal
Andrée Hénault	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement d'Anjou Organisme: Ville de Montréal
Anthony Housefather	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville Côte Saint-Luc
Edward Janiszewski	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Dollard-des-Ormeaux
Elsie Lefebvre	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Villeray-Parc-Extension Organisme: Ville de Montréal
Cindy Leclerc	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles Organisme: Ville de Montréal
François Limoges	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie Organisme: Ville de Montréal
Pierre Mainville	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Ville-Marie Organisme: Ville de Montréal
Ginette Marotte <i>Trésorière</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Verdun Organisme: Ville de Montréal
Beny Masella	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Montréal-Ouest
George Mc Leish	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Senneville
Bill McMurchie	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Pointe-Claire
Peter McQueen	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal
John W. Meaney	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Kirkland
Réal Ménard	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve Organisme: Ville de Montréal

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Francesco Miele	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Saint-Laurent Organisme: Ville de Montréal
Luis Miranda	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement d'Anjou Organisme: Ville de Montréal
Alex Norris	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement Le-Plateau-Mont-Royal Organisme: Ville de Montréal
Lionel Perez	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal
Dominic Perri	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Saint-Léonard Organisme: Ville de Montréal
David Pollock	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Beaconsfield
Gaëtan Primeau	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve Organisme: Ville de Montréal
François Robillard	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Ville-Marie Organisme: Ville de Montréal
Marvin Rotrand	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal
Chantal Rouleau	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles Organisme: Ville de Montréal
Edgard Rouleau	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Cité de Dorval
Philippe Roy	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville Mont-Royal
Aref Salem	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Saint-Laurent Organisme: Ville de Montréal
Anie Samson	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement de Villeray-Parc-Extension Organisme: Ville de Montréal
William Steinberg	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville d'Hampstead
Alain Tassé	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Verdun Organisme: Ville de Montréal
Clementina Teti-Tomassi	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Montréal-Nord Organisme: Ville de Montréal
Lyn Thériault	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve Organisme: Ville de Montréal
Émilie Thuillier	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville Organisme: Ville de Montréal
Peter F. Trent	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Westmount

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Claude Trudel	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Verdun Organisme: Ville de Montréal
Maria Tutino	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse Organisme: Ville de Baie d'Urfé
Frank Venneri	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Villeroy-Saint-Michel-Parc-Extension Organisme: Ville de Montréal
Bertrand A. Ward	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Pierrefonds-Roxboro Organisme: Ville de Montréal
Monique Worth	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement de Pierrefonds-Roxboro Organisme: Ville de Montréal
Robert L. Zambito	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Saint-Léonard Organisme: Ville de Montréal
[vacant]	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction : Maire Organisme: Ville de Montréal
REPRÉSENTANTES ET REPRÉSENTANTS SOCIOÉCONOMIQUES	
Rivka Augenfeld	Secteur: Relations interculturelles Fonction: Représentante Organisme: Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes TCRI
Sarita Benchimol	Secteur: Éducation Fonction: Commissaire Organisme: Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
Nicole Boily	Secteur: Éducation des adultes Fonction: Trésorière Organisme: Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA)
Robert Cazelaïs	Secteur: Social – Protection du consommateur Fonction: Directeur exécutif Organisme: Option consommateurs
Gaétan Châteauneuf <i>2^e Vice-président</i>	Secteur: Syndical - CSN Fonction: Président Organisme: Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Monique Courcelles	Secteur: Marché du travail Fonction: Conseillère pédagogique - CSDM Organisme: Conseil régional des partenaires du marché du travail
Édith Cyr	Secteur: Affaires - Économie sociale Fonction: Directrice générale Organisme: GRT - Bâtir son quartier
Gilles Dubois	Secteur: Environnement Fonction: Président Organisme: Conseil régional de l'environnement de Montréal
Michel Ducharme	Secteur: Syndical – CR - FTQ Fonction: Président Organisme: Conseil régional FTQ – Montréal métropolitain
Daniel Duranleau	Secteur: Éducation – secondaire – formation professionnelle Fonction: Président Organisme: Commision scolaire de Montréal (CSDM)
Jean-Paul Faniel	Secteur: Communautaire Fonction: Directeur Organisme: Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain
Isabelle Foisy	Secteur: Affaires Fonction: Directrice générale Organisme: Chambre de commerce de l'Est de Montréal
Steve Foster	Secteur: Gais et lesbiennes Fonction: Président-directeur général Organisme: Conseil québécois des gais et lesbiennes

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Marie-Félix Gascon	Secteur: Affaires Fonction: Directrice générale Organisme: Jeune chambre de commerce de Montréal
Victor C. Goldbloom	Secteur: Santé Fonction: Président du conseil d'administration de Montréal Organisme: Agence de la santé et des services sociaux
Marie Houzeau	Secteur: Social Fonction: Directrice général Organisme: Gris Montréal, groupe de recherche et d'intervention sociale
Diane Lamarche-Venne	Secteur: Éducation Fonction: Présidente Organisme: Tables des présidences des commissions scolaires de Montréal
Charles Lapointe	Secteur: Affaires Fonction: Président - Directeur général Organisme: Tourisme Montréal
André Leclerc	Secteur: Arts et culture Fonction: Président Organisme: Gagné Leclerc Groupe conseil
Hélène Lépine	Secteur: Femme Fonction: Présidente-directrice générale Organisme: Y des femmes de Montréal
Francine Néméh	Secteur: Social - Coopérative d'habitation Fonction: Directrice générale Organisme: Fédération des coopératives d'habitoain intermunicipale du Montréal
Jérôme Normand	Secteur: Jeunesse - environnement Fonction: Directeur général Organisme: Environnement jeunessel
Denise Pelletier	Secteur: Éducation - économie du savoir Fonction: Directrice générale (par intérim) Organisme: Association francophone pour le savoir-ACFAS
Manon Perron	Secteur: Syndical - CSN Fonction: Trésorière du conseil central Organisme: Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Gilles Petitclerc	Secteur: Éducation – lutte au décrochage scolaire Fonction: Président Organisme: Réseau réussite Montréal
Saul Polo	Secteur: Relations interculturelles Fonction: Membre fondateur Organisme: Chambre de commerce latino-américaine du Québec
Nicolas Roy	Secteur: Affaires Fonction: Directeur général - commissaire industriel Organisme: CLD West Island
Danielle Sauvage	Secteur: Arts Fonction: Directrice générale et secrétaire du conseil Organisme: Conseil des arts de Montréal
Josée Scott	Secteur: Loisir et sport Fonction: Directrice générale Organisme: Sport et Loisir de l'île de Montréal
Denis Sirois	Secteur: Affaires - entrepreneuriat Fonction: Directeur général Organisme: CDEC Centre-Nord
Jacques St-Laurent	Secteur: Affaires internationales Fonction: Président-directeur général Organisme: Montréal International
Jean-François Sylvestre	Secteur: Syndicats Fonction: Vice-président régional Organisme: Syndicat de la fonction publique du Québec
Roch Tremblay	Secteur: Éducation – collégial Fonction: Directeur général Organisme: Regroupement des collèges du Montréal métropolitain

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Serge Tremblay	Secteur: Formation – comité sectoriel main d’œuvre aérospatial Fonction: Directeur général Organisme: Comité sectoriel de main-d’œuvre en aérospatiale (CAMAQ)
Francine Unterberg	Secteur: Aînés Fonction: Présidente Organisme: Table de concertation des aînés de l’île de Montréal
Rika Valmera Michauc	Secteur: Jeunesse Fonction: Vice-présidente Organisme: Forum jeunesse de l’île de Montréal
Francine Verrier	Secteur: Éducation - universitaire Fonction: Directrice des relations avec la collectivité Organisme: Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec
Rémy Villeneuve	Secteur: Formation – comité sectoriel main d’oeuvre Fonction: Directeur adjoint et responsable de la formation Organisme : Comité sectoriel de main-d’œuvre et technologies de l’information
Vacant	Secteur : clientèle handicapée Fonction: Organisme
DÉPUTATION QUÉBÉCOISE DE L’ÎLE DE MONTRÉAL	
Pierre Arcand	Secteur: Députation québécoise de l’île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Mont-Royal
Lawrence S. Bergmann	Secteur: Députation québécoise de l’île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. d'Arcy - McGee
Raymond Bachand	Secteur: Députation québécoise de l’île de Montréal Fonction: Député Organisme : Circ. d’Outremont
Marguerite Blais	Secteur: Députation québécoise de l’île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Saint-Henri / Sainte-Anne
Daniel Breton	Secteur: Députation québécoise de l’île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. Sainte-Marie-Saint-Jacques
Jacques Chagnon	Secteur: Députation québécoise de l’île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Westmount / St-Louis
Françoise David	Secteur: Députation québécoise de l’île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Gouin
Diane De Courcy	Secteur: Députation québécoise de l’île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Crémazie
Rita De Santis	Secteur: Députation québécoise de l’île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. Bourassa-Sauvé
Emmanuel Dubourg	Secteur: Députation québécoise de l’île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Viau
Jean-Marc Fournier	Secteur: Députation québécoise de l’île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Saint-Laurent
Henri-François Gauthrin	Secteur: Députation québécoise de l’île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Verdun
Yolande James	Secteur: Députation québécoise de l’île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Nelligan
Geoffrey Kelley	Secteur: Députation québécoise de l’île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Jacques-Cartier
Amir Khadir	Secteur: Députation québécoise de l’île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Mercier

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Maka Kotto	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Bourget
Nicole Léger	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Pointe-aux-Trembles
Jean-François Lisée	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. De Rosemont
Pierre Marsan	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Robert-Baldwin
François Ouimet	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Marquette
Robert Poeti	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Marguerite-Bourgeoys
Carole Poirier	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Hochelaga - Maisonneuve
Filomena Rotiroti	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Jeanne Mance - Viger
Gerry Sklavounos	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Laurier-Dorion
Christine St-Pierre	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de l'Acadie
Marc Tanguay	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de LaFontaine
Lise Thériault	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. d'Anjou
Kathleen Weil	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Notre-Dame-de-Grâce

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #14

Subvention accordée en 2012-2013 dans le cadre de l'aide financière pour le financement des équipements à caractère métropolitain.

Aide financière pour le financement des équipements à caractère métropolitain :

2012-2013 : 13,3 M\$ pour les équipements scientifiques

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Question #15

Montants totaux accordés à Montréal International pour ses activités en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

En 2011-2012, une somme totale de 3 282 000 \$ sur trois ans a été accordée à Montréal International pour la réalisation des activités de promotion internationale, de prospection d'investissements étrangers, d'attraction et de rétention d'organisations internationales et de travailleurs qualifiés étrangers pour les années 2011 à 2013, dans le cadre du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole.

- Montants totaux à verser en 2012-2013 : 1 094 000 \$
- Prévisions 2013-2014 : 218 800 \$ (solde de la subvention triennale de 3 282 000 \$) ainsi qu'un montant indéterminé pour l'instant lié au renouvellement de l'entente.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #16

Dans le cadre du Comité d'intervention politique de la région de Montréal, indiquer le nombre de rencontres tenues, la liste des participants, l'ordre du jour et les procès-verbaux. Indiquer la date et le lieu.

Ces travaux sont notamment traités au Comité des priorités. L'ordre du jour et les procès verbaux des comités ministériels sont confidentiels.

Étude des crédits 2013-2014 **Demande de renseignements particuliers**

Demande #17	Liste des projets soumis et sommes demandées en 2012-2013 dans le cadre du Troisième Plan d'action pour l'accessibilité aux rives et aux plans d'eau du Grand Montréal Bleu. Liste et description des projets acceptés et montants accordés.
-------------	--

Les projets ci-dessous ont été approuvés par le comité exécutif de la CMM en mai 2008. Quatre projets sont toujours en cours de réalisation.

FONDS BLEU - TROISIÈME PLAN D'ACTION – LISTE DES 16 PROJETS¹

Couronne Nord (3 projets réalisés)

Municipalité	Projet	Coût total	CMM	MAMROT
Saint-Eustache	Aménagement d'une partie du parc linéaire de la rivière des Mille Îles et du Chêne	463 000 \$	80 866 \$	80 866 \$
Repentigny	Halte cyclable	236 180 \$	75 948 \$	75 948 \$
L'Assomption	Aménagement d'un sentier écologique	337 543 \$	93 186 \$	93 186 \$
Sous-Total		1 036 723 \$	250 000 \$	250 000 \$

Couronne Sud (2 projets réalisés, 1 projet en cours*)

Municipalité	Projet	Coût total	CMM	MAMROT
Otterburn Park	Réhabilitation du parc de la Pointe-Valaine*	323 000 \$	100 000 \$	100 000 \$
Pincourt	Réaménagement du parc Bellevue et de la Baie Daoust	499 851 \$	100 000 \$	100 000 \$
La Prairie	Mise en valeur de la Rivière Saint-Jacques (secteur La Prairie)	300 000 \$	50 000 \$	50 000 \$
Sous-Total		1 122 851 \$	250 000 \$	250 000 \$

1- Le projet de l'Archipel du Mitan à Laval a été retiré ce qui fait que le nombre de projets dans ce plan d'action passe de 17 à 16 projets.

Ville de Laval (2 projets réalisés, 1 projet en cours*)

Projet	Coût total	CMM	MAMROT
Aménagement de la berge du Père-Dalmas – phase II*	414 043 \$	132 692 \$	132 692 \$
Restauration et aménagement de la plage des Îles	67 955 \$	21 500 \$	21 500 \$
Archipel du Mitan	Projet annulé		
Plage Barbe – phase II	298 894 \$	95 808 \$	95 808 \$
Sous-Total		780 892 \$	250 000 \$

Agglomération de Longueuil (1 projet réalisé, 2 projets en cours*)

Municipalité	Projet	Coût total	CMM	MAMROT
Boucherville	Mise en valeur du parc de la frangère de la Rivière aux Pins	250 000 \$	50 000 \$	50 000 \$
Brossard	Mise en valeur de la Rivière Saint-Jacques (secteur Brossard)*	300 000 \$	100 000 \$	100 000 \$
Longueuil	Mise en valeur du parc municipal de l'Île Charron*	479 000 \$	100 000 \$	100 000 \$
Sous-total		1 029 000 \$	250 000 \$	250 000 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #17

Liste des projets soumis et sommes demandées en 2012-2013 dans le cadre du Troisième Plan d'action pour l'accessibilité aux riverains et aux plans d'eau du Grand Montréal Bleu. Liste et description des projets acceptés et montants accordés.

Les projets ci-dessous ont été approuvés par le comité exécutif de la CMM en mai 2008. Quatre projets sont toujours en cours de réalisation.

FONDS BLEU - TROISIÈME PLAN D'ACTION – LISTE DES 16 PROJETS¹

Ville de Montréal (4 projets réalisés)

Arrondissement Projet	Coût total	CMM	MAMROT
Arr. Sud-Ouest Aménagement du parc de la Pointe-des-Seigneurs	588 319 \$	189 439 \$	189 439 \$
Montréal-ville centrale Contrôle d'érosion des berges au parc de la promenade Bellerive	488 619 \$	154 273 \$	154 273 \$
Arr. Ahuntsic-Cartierville Halte cycliste et consolidation d'espaces verts	85 248 \$	28 416 \$	28 416 \$
Arr. Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles Aménagement du parc Gouin	391 934 \$	127 872 \$	127 872 \$
Sous-Total	1 554 120 \$	500 000 \$	500 000 \$
Total 16 projets	5 523 586 \$	1 500 000 \$	1 500 000 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #18	Liste des projets soumis et sommes demandées et confirmées dans le cadre du Quartier des Spectacles pour 2012-2013 et les années à venir.
-------------	---

<p>Le Quartier des spectacles est composé de 80 lieux de diffusion culturelle, dont 30 salles de spectacles offrant près de 28 000 sièges, 450 entreprises culturelles et 45 000 emplois, dont 7 000 liés à la culture. De plus, une trentaine de festivals s'y déploient. Son développement a pour objectif de consolider et de dynamiser cet actif culturel important. Sur un territoire d'environ un kilomètre carré, il est borné par les rues Sherbrooke, Berri, City Councillors et par le boulevard René-Lévesque. Le territoire sur lequel les interventions sont réalisées, soit le secteur de la Place des Arts, représente environ un tiers du Quartier. En collaboration avec la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec, le Quartier des spectacles fait le pari que le soutien aux promoteurs dans l'organisation de leurs activités extérieures est l'une des clés du succès du rayonnement de Montréal comme métropole culturelle. Le 13 avril 2010, le Partenariat du Quartier des spectacles annonçait la création d'un Fonds de soutien qui permet aux organismes artistiques de toutes les disciplines de participer au développement culturel du Quartier des spectacles par l'organisation de manifestations extérieures gratuites. La Ville de Montréal finance plusieurs projets dans ce quartier à même l'enveloppe de l'entente avec le gouvernement du Québec visant à soutenir la stratégie <i>Imaginer • Réaliser Montréal 2025</i>.</p> <p>Outre la contribution du Ministère, il faut signaler que d'autres ministères et organismes gouvernementaux investissent dans le Quartier des spectacles, notamment le ministère de la Culture et des Communications et le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. D'ailleurs, des sommes ont été confirmées dans le cadre du volet Grands projets du Fonds Chantiers Canada-Québec. Le projet du Quartier des spectacles-secteur Place des Arts soumis par la Ville de Montréal est de 120 M\$ et est financé à parts égales par les gouvernements du Québec et du Canada et la Ville de Montréal.</p>			
Financement des projets du Quartier des spectacles par le ministère du Conseil exécutif (MCE) de 2008 à aujourd'hui			
Projet	Financement en vertu de l'entente pour soutenir la stratégie <i>Imaginer • Réaliser Montréal 2025</i> (montants engagés)	Financement dans le cadre du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (montants engagés)	Autres ministères impliqués dans le financement
2-22 rue Sainte-Catherine Est	5 000 000 \$		
Adresse symphonique		95 459 \$ (fibre optique) 80 000 \$ (Ouverture de la nouvelle salle)	MCC
Maison du développement durable	1 500 000 \$		MDDEFP
Maison du Festival Rio Tinto Alcan		750 000 \$	MCCC
SAT - Société des arts technologiques	567 400 \$	672 000 \$	MCCC. MFE
Plan Lumière Quartier des spectacles Phases 1 et 2	6 576 100 \$		
Partenariat Quartier des spectacles	17 050 000 \$		

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #18	Liste des projets soumis et sommes demandées et confirmées dans le cadre du Quartier des Spectacles pour 2012-2013 et les années à venir.
-------------	---

Financement des projets du Quartier des spectacles par le Ministère du Conseil exécutif (MCE) de 2008 à aujourd’hui - SUITE			
Projet	Financement en vertu de l’entente pour soutenir la stratégie <i>Imaginer</i> • <i>Réaliser Montréal 2025</i> (montants engagés)	Financement dans le cadre du Fonds d’initiative et de rayonnement de la métropole (montants engagés)	Autres ministères impliqués dans le financement
Vitrine culturelle	1 600 000 \$	1 100 000 \$	MCCC
Radio communautaire francophone de Montréal (CIBL)	260 000 \$	279 000 \$	MCCC
Soutien aux festivals et événement (Voir détails ci-bas)	9 450 000 \$	6 198 500 \$	MCCC, MFE
Grand projet - Quartier des spectacles-secteur Place des Arts (40 M\$ du MAMROT) - Phase 1 - Place des Festivals - Phase 2 - Promenade des Artistes et Le Parterre - Phase 3 - Rue Sainte-Catherine - Phase 4 - L’Esplanade Clark			MAMROT

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #18

Liste des projets soumis et sommes demandées et confirmées dans le cadre du Quartier des Spectacles pour 2012-2013 et les années à venir.

Détails - Soutien aux festivals et événements

La Ville de Montréal, par le biais de l'enveloppe de l'entente avec le gouvernement du Québec visant à soutenir la stratégie *Imaginer • Réaliser Montréal 2025*, a contribué à hauteur de 9,450 M de 2008 à aujourd'hui, au soutien financier des festivals suivants : Festival international de Jazz de Montréal, Festival Juste pour Rire, FrancoFolies de Montréal, Grand Charivari 2, Festival Montréal en lumière, Festival TransAmériques, Festival des Films du Monde. Le Ministère participe également au financement de ces festivals ainsi qu'à d'autres événements qui concourent à l'animation du Quartier des spectacles :

Contribution du MCE à certains festivals dans le cadre du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM) :

Festival international de Jazz de Montréal	1 200 000 \$	Période 2011-2013
Festival Juste pour Rire	1 600 000 \$	Période 2011-2013
FrancoFolies de Montréal	1 335 000 \$	Période 2009-2011
Festival Montréal en lumière	1 425 000 \$	Période 2010-2012
Festival international du film sur l'art	60 000 \$	Période 2011-2012
La virée classique de l'OSM	175 000 \$	Période 2012-2013
Festival Présence autochtone	45 000 \$	Période 2012-2013
Festival Nuits d'Afrique	60 000 \$	Période 2012-2013
Festival Zoofest	150 000 \$	Période 2012-2013
Festival des Films du monde	148 500 \$	Période 2012-2013

Total **6 198 500 \$**

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #19

La ventilation complète des montants accordés par le gouvernement du Québec aux grands événements culturels et touristiques tenus à Montréal en 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014.

En 2012-2013, le Secrétariat à la région métropolitaine a soutenu 43 événements culturels et touristiques qui se sont tenus ou se tiendront à Montréal du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013* pour la somme de 5 844 000 \$, dans le cadre du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM) (annexe 1). Pour l'année 2013-2014, le Secrétariat entend consacrer un maximum de 35 % de l'enveloppe du Fonds aux événements.

* en date du 30 novembre 2012

FIRM
Montants accordés aux grands événements culturels et touristiques tenus à Montréal en
2012-2013

Question 19
Annexe 1

Organisme	Projet	Montant accordé
Alchimies, création et cultures	Mise en marché du Festival du Monde Arabe de Montréal	100 000 \$
C2.MTL	Mise en place de la conférence d'affaires internationales C2.MTL édition mai 2012	500 000 \$
Célébrations L.G.B.T.A. Montréal	Réalisation des Célébrations de la Fierté de Montréal	25 000 \$
Conférence régionale des élus de Montréal (triennal 2010-2012)	Réalisation du Festival Eureka édition 2012	15 000 \$
Festival international de Jazz de Montréal (triennal 2011-2013)	Mise en marché hors Québec et développement du Festival	400 000 \$
Festival juste pour rire (triennal 2011-2013)	Mise en marché hors Québec édition 2012 et les activités entourant le 30e anniversaire du Festival juste pour rire	600 000 \$
Fondation Métropolis Bleu	Réalisation du Festival littéraire international de Montréal Métropolis bleu - édition 2012	20 000 \$
Synchro Golf/circuit des champions (triennal dégressif 2010-2012)	Réalisation à Montréal du circuit des champions de la professionnel Golfer's Association (PGA)	100 000 \$
Festival de musique de chambre de Montréal	Réaliser l'édition 2012 du Festival de musique de chambre de Montréal	67 500 \$
Théâtre Mainline	Réaliser l'édition 2012 du Festival St-Ambroise FRINGE Montréal	20 000 \$

FIRM
Montants accordés aux grands événements culturels et touristiques tenus à Montréal en
2012-2013

Question 19
Annexe 1

Organisme	Projet	Montant accordé
Comité de la Fête nationale de la St-Jean inc.	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2012 de la Fête nationale du Québec à Montréal	72 000 \$
Concours musical international de Montréal	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec du Concours musical international de Montréal - Édition Chant 2012	135 000 \$
Francofolies de Montréal inc.	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec	391 500 \$
Divers/Cité Montréal 94 inc.	Réaliser l'édition 2012 du Festival Divers/Cité	135 000 \$
Productions Nuits d'Afrique inc.	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival international Nuits d'Afrique	60 000 \$
Festival TransAmériques	Réaliser l'édition 2012 du Festival TransAmériques	112 500 \$
Corporation du mondial choral	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Mondial Loto-Québec de Laval	180 000 \$
Vélo Québec Événements	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 de la Féria du vélo de Montréal	180 000 \$
F.I.P. Le Festival international de percussions	Réaliser l'édition 2012 du Festival international de percussions de Longueuil	27 000 \$
Orchestre symphonique de Montréal	Réaliser la Journée follement classique de l'OSM	175 000 \$
Montréal électronique groove MEG	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival MEG Montréal	45 000 \$

FIRM
Montants accordés aux grands événements culturels et touristiques tenus à Montréal en
2012-2013

Question 19
Annexe 1

Organisme	Projet	Montant accordé
Festival Fantasia	Mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival international de films Fantasia	45 000 \$
Cité des Arts du Cirque (TOHU)	Réaliser l'édition 2012 du Festival Montréal complètement cirque	545 000 \$
Festival musique et arts OSHEAGA	Réaliser l'édition 2012 du Festival musique et arts OSHEAGA	90 000 \$
Festival Zoofest	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival Zoofest	150 000 \$
Festival canadien des Films du Monde	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival des films du monde	148 500 \$
Festival mode et design de Montréal	Augmenter la notoriété aux plans national et international de l'édition 2012 du Festival mode et design de Montréal	135 000 \$
Terres en vues, société pour la diffusion de la culture autochtone	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival Présence autochtone	45 000 \$
FestiBlues	Réaliser les activités de mise en marché de l'édition 2012 du FestiBlues international de Montréal	31 500 \$
Festival Heavy MTL	Réaliser l'édition 2012 du Festival Heavy MTL	94 500 \$
Festival du nouveau cinéma de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival du nouveau cinéma de Montréal	67 500 \$
Festival international de musique POP Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival international de musique POP de Montréal	36 000 \$

FIRM
Montants accordés aux grands événements culturels et touristiques tenus à Montréal en
2012-2013

Question 19
Annexe 1

Organisme	Projet	Montant accordé
Grand prix cycliste ProTour	Réaliser l'édition 2012 du Grand Prix Cycliste World Tour à Montréal	250 000 \$
Festival de la santé	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Marathon Oasis de Montréal	81 000 \$
Festival Montréal en Lumière inc	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Festival Montréal en Lumière	427 500 \$
M pour Montréal	Réaliser l'édition 2012 du Festival M pour Montréal	27 000 \$
Tennis Canada	Réaliser l'édition 2012 de la Coupe Davis	50 000 \$
Rencontres internationales du documentaire de Montréal	Réaliser les activités de développement à l'international de l'édition 2012 des Rencontres internationales du documentaire de Montréal	40 000 \$
Conférence internationale des arts de la scène (CINARS)	Réaliser la Plateforme CINARS 2012	35 000 \$
Vues d'Afrique / Festival Vues d'Afrique	Mise en marché hors Québec de l'édition d'avril 2012	40 000 \$
Association pour la création e la recherche électro-acoustique du Québec / Festival Elektra	Mise en marché hors Québec de l'édition de mai 2012	35 000 \$
Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise	Réaliser la première conférence Trad Montréal en 2012	30 000 \$
MUTEK	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival MUTEK	80 000 \$

FIRM
Montants accordés aux grands événements culturels et touristiques tenus à Montréal en
2012-2013

Question 19
Annexe 1

Organisme	Projet	Montant accordé
TOTAL PARTIEL Note : (montant en date du 30 novembre 2012)		5 844 000 \$

MINISTRE RESPONSABLE DE LA MÉTROPOLE

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Demande #20

Mandat, objectifs, ventilation du budget dépensé en 2012-2013, nombre de fonctionnaires affectés, procès-verbaux des rencontres et résultats atteints Comité interministériel pour la région métropolitaine.

Le comité interministériel pour l'aménagement et le développement (CIAD) de la région métropolitaine de Montréal, formé des dirigeants des principaux ministères et organismes gouvernementaux concernés par le développement territorial, n'a pas été formellement mis en place. Toutefois, des rencontres bilatérales ont été tenues entre le Sous-ministériat à la métropole (aujourd'hui le Secrétariat à la région métropolitaine) et les dirigeants de ministères et d'organismes en vue de préparer la conduite des travaux de ce comité dont le mandat principal est d'améliorer la concertation et la cohérence de l'action gouvernementale sur le territoire métropolitain.

Ministères et organismes rencontrés :

MSSS, MTQ, MCCCCF, MDDEP, MELS, MRNF, MESS, MICC, MDEIE, SIQ

Fonctionnaires affectés : 4 Aucun autre budget particulier n'a été affecté à cette activité.

Comptes rendus et résultats atteints : Aucun compte rendu formel n'a été préparé relativement aux rencontres préparatoires et à la mise en place du comité. Les représentants des ministères et organismes gouvernementaux rencontrés se montrent favorables à la démarche entreprise. Ils conviennent de l'opportunité d'une coordination interministérielle accrue en amont de la réalisation de certains projets et d'une cohérence de l'action gouvernementale sur le territoire métropolitain.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #21	Sur la direction de la métropole du MCE : le budget de fonctionnement de cette direction en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; le nombre d'employés; les réalisations et les dossiers en cours; la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et les noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats.
-------------	--

Secrétariat à la région métropolitaine	2012-2013	Prévisions 2013-2014
Budget de fonctionnement	374 900 \$	374 900 \$
Nombre d'employés	29 (au 30 novembre 2012)	33

Secrétariat à la région métropolitaine	Synthèse des principales réalisations 2012-2013	Dossiers en cours
Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales (DMAAM)	<p>Informers et soutenir les 82 municipalités et les 14 MRC et agglomérations du territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) pour les questions d'aménagement et d'affaires municipales</p> <p>AMÉNAGEMENT</p> <p><u>Suivi de l'adoption et de la mise en œuvre du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de la CMM :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> inventaire des infrastructures et équipements gouvernementaux dans la région métropolitaine de Montréal (régions administratives de Montréal, Laval, parties des Laurentides, Lanaudière et Montérégie) analyse de l'adéquation entre l'offre actuelle et la demande prévisible en matière d'infrastructures et d'équipements gouvernementaux analyse de l'urbanisation au pourtour de la région métropolitaine rédaction des avis gouvernementaux sur la mise en concordance des schémas d'aménagement des MRC rédaction des avis sectoriels sur les modifications des SADR des MRC périmétropolitaines (Orientation 10) analyse contextuelle et évaluation du projet d'implantation d'un centre hospitalier et d'un pôle institutionnel dans la MRC Vaudreuil-Soulanges (rapport préliminaire) 	

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #21	Sur la direction de la métropole du MCE : le budget de fonctionnement de cette direction en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; le nombre d'employés; les réalisations et les dossiers en cours; la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et les noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats.
-------------	--

Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales (DMAAM) (Suite)	<ul style="list-style-type: none"> • accompagnement de MRC dans l'élaboration de leur plan de développement de la zone agricole (PDZA) <p>Rédaction des avis sectoriels et gouvernementaux quant à la conformité des schémas aux orientations gouvernementales (environ 40 avis /an)</p> <p>Participation à l'élaboration de plans de développement en zone agricole, à l'implantation d'un pôle logistique (transport intermodal) et à différents comités interministériels, y compris en transport</p> <p>AFFAIRES MUNICIPALES</p> <p>Traitement des demandes de renseignements portant sur la gestion municipale (environ 400 demandes par année)</p> <p>Traitement des plaintes portant sur de prétendues irrégularités aux lois municipales (environ 50 dossiers par année)</p> <p>Traitement de diverses demandes du milieu municipal, y compris des demandes de regroupement, d'annexion et de redressement (plus de 200 mandats)</p> <p>Collaboration dans le cadre de modifications législatives relatives au Bureau du taxi de Montréal</p> <p>Accompagnement d'administrations municipales en difficulté</p> <p>Suivi auprès des organismes municipaux concernant les déclarations d'intérêts pécuniaires, l'adoption des codes d'éthique et des politiques de gestion contractuelle.</p> <p>Rédaction de fiches d'information en lien avec l'actualité</p> <p>Participation aux deux ORSC de la région métropolitaine (Organisation régionale de sécurité civile)</p> <p>Participation à deux comités de suivi des projets du Consortium sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques (Ouranos)</p>	<p>AFFAIRES MUNICIPALES</p> <p>Quatre dossiers de redressement des limites territoriales en traitement (Montréal, Saint-Lambert, Saint-Bruno, Sainte-Thérèse)</p> <p>Six suivis de plaintes fondées</p> <p>Traitement de plaintes reçues au Bureau du commissaire aux plaintes concernant les municipalités du territoire métropolitain</p> <p>Trois dossiers d'annexion en traitement (Charlemagne, Repentigny, L'Assomption)</p> <p>Participation aux travaux du comité jeunesse</p> <p>Participation aux travaux d'élaboration du plan stratégique des ORSC de la région métropolitaine</p>
--	--	---

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #21	Sur la direction de la métropole du MCE : le budget de fonctionnement de cette direction en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; le nombre d'employés; les réalisations et les dossiers en cours; la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et les noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats.
-------------	--

Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales (DMAAM) (Suite)	ADMINISTRATION DES PROGRAMMES D'AIDE <p>Mise en place de l'aide financière (50 M\$) pour des mesures d'appui à la mise en œuvre du PMAD de la CMM dont la mise en place de la trame verte et bleue et le sentier pédestre et cyclable reliant OKA à Mont Saint-Hilaire (conclusions et suivi de 4 ententes)</p> <p>Traitement des demandes d'aide de soutien financier provenant des MRC dans le cadre du programme d'aide financière aux MRC</p> <p>Suivi des ententes de partenariat financier avec la CMM dans le cadre du Fonds bleu métropolitain</p> <p>Analyse et recommandation des projets déposés dans le cadre du Fonds municipal vert de la Fédération canadienne des municipalités</p>	ADMINISTRATION DES PROGRAMMES D'AIDE <p>Suivi des ententes de partenariat financier avec la CMM dans le cadre du Fonds bleu métropolitain (second et troisième plans d'actions)</p> <p>Analyse des demandes de financement des municipalités dans le cadre du Fonds municipal vert</p> <p>Analyse et suivi des demandes de financement des MRC</p>
Direction du développement régional et métropolitain (DDRM)	FONDS D'INITIATIVE ET DE RAYONNEMENT DE LA MÉTROPOLE (FIRM) <ul style="list-style-type: none"> - Budget de 16 952 400 \$ en 2012-2013 - 113 projets ont reçu de l'aide financière entre le 1^{er} avril et le 30 novembre 2012. - 19 demandes en cours analyse - Gestion de l'enveloppe de 700 000 \$ réservée à des projets d'entreprises d'économie sociale 	<p>Budget de 17 000 000 \$ en 2013-2014</p> <p>Au 30 novembre 2012, de ce budget, 9,1 M \$ engagés, dont 4,6 M \$ en service de dette</p> <p>Gestion d'une nouvelle enveloppe de 700 000 \$ en économie sociale</p> <p>Enveloppe pouvant aller jusqu'à 500 000 \$ réservée au FIRM pour des demandes admissibles dans le cadre du rapport du groupe de travail sur les ateliers d'artistes.</p>

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #21	Sur la direction de la métropole du MCE : le budget de fonctionnement de cette direction en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; le nombre d'employés; les réalisations et les dossiers en cours; la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et les noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats.
-------------	--

Direction du Développement régional et métropolitain (DDRM) (Suite)	<p>ENTENTES DE FINANCEMENT AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entente pour une reconnaissance du statut particulier de Montréal à titre de métropole (25 M\$ en 2012-2013) - Suivi du protocole d'entente sur l'aide financière de 140 millions de dollars accordée à la Ville de Montréal pour soutenir la réalisation de sa stratégie de développement <i>Imaginer•Réaliser Montréal 2025</i> (35 M\$ en 2012-2013) - Élaboration et signature du protocole d'entente sur l'aide financière de 175 M\$ pour soutenir la stratégie <i>Imaginer•Réaliser Montréal 2025</i> - Autres ententes : Société de gestion Marie-Victorin, Grand Montréal Bleu, déficit actuariel des régimes de retraite (33,9 M \$) <p>GESTION D'AUTRES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE ET D'ENTENTES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fonds de développement régional (FDR) pour les CRÉ de Montréal, de Laval et de Longueuil Gestion du programme d'infrastructure pour entreprises collectives - Ententes de gestion sur le développement local et le soutien à l'entrepreneuriat avec les Villes de Montréal de Laval (17,7 M\$ en 2012-2013) 	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi du protocole d'entente sur l'aide financière de 175 millions de dollars accordée à la Ville de Montréal pour soutenir la réalisation de sa stratégie de développement <i>Imaginer•Réaliser Montréal 2025</i> (24 M\$ en 2013-2014) - Autres ententes : Société de gestion Marie-Victorin, Grand Montréal Bleu, déficit actuariel des régimes de retraite (33,9 M\$ en 2013-2014) <ul style="list-style-type: none"> - Fonds de développement régional (FDR) pour les CRÉ de Montréal, de Laval et de Longueuil - Gestion du programme d'infrastructure pour entreprises collectives - Ententes de gestion sur le développement local et le soutien à l'entrepreneuriat avec les Villes de Montréal de Laval (18,2 M\$ en 2013-2014)
--	--	--

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #21	Sur la direction de la métropole du MCE : le budget de fonctionnement de cette direction en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; le nombre d'employés; les réalisations et les dossiers en cours; la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et les noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats.
-------------	--

Direction du Développement régional et métropolitain (DDRM) (Suite)	<p>PARTENARIAT ET CONCERTATION</p> <ul style="list-style-type: none"> - Animation des Conférences administratives (CAR) de Montréal et de Laval (8 rencontres tenues) et de leurs sous-comités de travail : - Soutien aux Conférences régionales des élus de Montréal, Laval et Longueuil <ul style="list-style-type: none"> - Suivi de douze ententes spécifiques - Versement de l'aide financière du Fonds de développement régional et reddition de comptes - Concertation et partenariat avec la Ville de Montréal : <ul style="list-style-type: none"> - Organisation de trois rencontres administratives avec la Ville de Montréal - Concertation interministérielle et avec la Ville de Montréal sur le 375^e anniversaire de la fondation de Montréal - Gestion des ententes avec la Ville de Montréal - Suivi des compétences de la Communauté métropolitaine de Montréal - Coordination interministérielle et avec les partenaires concernant certains projets financés dans le cadre du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole : Édifice du 2.22 Sainte-Catherine, Maison Notman, Mosaïcultures, îlot Saint-Pierre, Civicus, Valorisation Jeunesse, Congrès international des technologies de l'information 2012, etc. - Suivi et accompagnement des grappes industrielles métropolitaines (TechnoMontréal, Ecotech, Bureau du cinéma et de la télévision, AéroMontréal, Logistique et transport, Montréal InVivo) et de Montréal International, et de leurs projets 	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des interventions en matière de partenariat et de concertation en vue de contribuer à l'essor de la région métropolitaine de Montréal dans ses dimensions économique, sociale et culturelle, notamment avec les acteurs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Conférences administratives des régions de Montréal et de Laval - Conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil - Villes de Montréal, Laval et de Longueuil - Communauté métropolitaine de Montréal - Ministères et organismes gouvernementaux oeuvrant sur le territoire métropolitain de Montréal - Promoteurs dans le cadre du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole - Grappes industrielles métropolitaines
--	---	--

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #21	Sur la direction de la métropole du MCE : le budget de fonctionnement de cette direction en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; le nombre d'employés; les réalisations et les dossiers en cours; la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et les noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats.
-------------	--

Direction du Développement régional et métropolitain (DDRM) (Suite)	<ul style="list-style-type: none">- Participation à des comités interministériels nationaux et métropolitains : Table interministérielle en itinérance, Comité interministériel pour l'emploi de la métropole, groupe de veille d'Éducation Montréal, comité interministériel pour une action concertée en milieu défavorisé, et coordination de la Table métropolitaine des festivals et événements- Participation à plus de 50 comités interministériels et tables de partenaires régionaux de Montréal, Longueuil et Laval, par exemple : Alliances pour la solidarité, conseils régionaux des partenaires du marché du travail, comité directeur en itinérance de Montréal, Engagement Jeunesse, comités Femmes, etc.- Animation de la Table de travail sur l'entrée de ville du corridor A-20- Création et animation du comité de pilotage Montréal = familles- Participation au Groupe de travail sur les ateliers d'artistes	<ul style="list-style-type: none">- Mise en œuvre des engagements du Ministère dans le Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013- Animation du comité de pilotage Montréal = familles. Dépôt d'un rapport et suites à donner.
--	---	---

<p><u>Liste des contrats externes accordés par cette direction, sommes accordées et noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats</u></p> <p>Aucun</p>
--

Étude des crédits 2013-2014 **Demande de renseignements particuliers**

Demande # 44	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
--------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de bassin versant de Vaudreuil-Soulanges (COBAVER-VS)	3	Élaborer un plan directeur de l'eau.	MRC et municipalités, représentants socioéconomiques, MDDEFP, MTQ, MAPAQ, MAMROT/SRM	Aucun coût pour MAMROT/SRM	Le diagnostic a été déposé. Participation à une rencontre.
Comité de bassin versant des Milles-îles (COBAMIL)	3	Élaborer un plan directeur de l'eau	MRC et municipalités, représentants socioéconomiques, MDDEFP, MTQ, MAPAQ, MAMROT/SRM	50 \$	En cours d'élaboration. Participation à une rencontre du comité technique.
Comité de développement de l'Est de Montréal (CDEM)	3	Promouvoir, consolider et favoriser le développement économique et social de l'Est de Montréal par sa prise en charge collective.	Plus de 50 membres concernés par l'Est de Montréal : Élus municipaux, provinciaux et fédéraux, des représentants du milieu socio-économique et institutionnel. En plus, à titre d'observateurs : attachés politiques des élus, Ville de Montréal, MFE et SRM	Repas : 30 \$ Transport : 25 \$	Présentations d'initiatives et projets pouvant être intéressants pour le développement de l'Est de Montréal. Développement et précision d'un plan d'action du CDEM. Création de sous-comités sur chacun des enjeux pour mieux positionner les actions et visions du CDEM.

Type de comités :
1) Comités interministériels initiés par le Ministère
2) Autres comités interministériels
3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014 **Demande de renseignements particuliers**

Demande # 44	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
--------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de pilotage Montréal=Familles	1	Identifier des stratégies pour inciter les jeunes familles à rester à Montréal.	SRM, AGRTQ, SHQ, Mouvement Desjardins, Ville de Montréal, SHDM, CDEC, Universitaire expert, Carrefour communautaire de Rosement L'Entre-Gens, MICC, APCHQ, MFA, INRS-UCS	Location de salle : 293 \$ Repas : 218 \$	Deux rencontres depuis novembre 2012.
Comité de suivi de l'Action concertée « Le partage de l'espace-public »	3	Assurer le suivi de la recherche financée par le SRM et le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC) sur les enjeux du partage de l'espace public entre les personnes itinérantes et les autres acteurs.	MAMROT/SRM, MESS, FQRSC, MSSS, MSP, Ville de Montréal, Ville de Québec, chercheurs	Aucun coût pour le MAMROT/SRM	La prochaine rencontre aura lieu à l'hiver 2013 à la suite du dépôt du rapport final.
Comité de suivi de l'étude sur la mise en valeur des Montérégiennes	3	Faire un état de la connaissance scientifique des divers aspects des Montérégiennes et initier une compréhension commune de leurs enjeux et déterminer les moyens à privilégier pour assurer leur protection et leur mise en valeur.	CRÉ Montérégie Est, Estrie, Agglomération de Longueuil et de Montréal, CMM et MAMROT/SRM	75 \$	L'étude sera complétée en décembre 2012. Participation à trois rencontres.

Type de comités :
1) Comités interministériels initiés par le Ministère
2) Autres comités interministériels
3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014 **Demande de renseignements particuliers**

Demande # 44	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
--------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité directeur et technique sur l'enquête origine-destination (OD) 2008 et sur le projet-pilote portant sur l'enquête OD en continu	3	Déterminer les orientations et les objectifs relatifs à l'enquête. Assurer le suivi de la conduite de l'enquête. Valider les résultats.	AMT, MTQ, STM, RTL, STL, AQTIM, MAMROT/SRM	Aucun coût pour le MAMROT/SRM	Participation à deux rencontres du comité directeur et à six du comité technique.
Comité directeur pour l'implantation d'un pôle logistique dans la grande région de Montréal	3	Suivre le dossier d'implantation d'un pôle logistique dans la grande région de Montréal.	MDEIE, MTQ, MAMROT/SRM, Port de Montréal, Transports Canada, Créneau ACCORD Logistique	40 \$	Le rapport préliminaire sur l'analyse de sites a été déposé au comité en février 2011. Un rapport d'expert sur la faisabilité et la rentabilité d'un pôle logistique a été présenté au MDEIE, au MTQ et au MAMROT en février 2011. En attente de la décision gouvernementale. Participation à trois rencontres sur le dossier mais aucune du Comité directeur.
Comité interministériel pour l'emploi de la métropole	2	Le principal mandat de cette instance opérationnelle consistera à coordonner la mise en œuvre d'actions concertées dans le but de favoriser un impact plus grand des efforts gouvernementaux dans le domaine de la main-d'oeuvre et de l'emploi dans la métropole.	Emploi-Québec, MICC, MFE, MELS, Conseil emploi métropole, SRM	Aucun coût pour le SRM	Trois rencontres tenues du 1 ^{er} avril au 30 novembre 2012. Le comité contribue à l'opérationnalisation des orientations et des stratégies du Conseil emploi métropole, chargé de la mise en œuvre du Plan emploi métropole.
Comité interministériel pour une action concertée en milieu défavorisé	2	Assurer la concertation, la cohérence et le suivi de la mise en œuvre des actions réalisées dans le cadre des différents partenariats et des actions visant à intervenir en milieu défavorisé.	MESS, MAMROT, SRM, MFA, MCE, MELS, MICC	Repas : 140 \$ Transport : 151 \$ Hébergement : 190 \$	Le comité a permis un partage d'information sur les démarches en cours des ministères en ce qui concerne les milieux défavorisés. Proposition au comité directeur d'orientations communes pour guider les interventions en milieu défavorisé (Fonds et programmes en cours).

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014 **Demande de renseignements particuliers**

Demande # 44	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
--------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité ministériel de la région métropolitaine	1	Conseiller le gouvernement sur toute question ou mesure ayant un impact significatif sur la région métropolitaine. Assurer la cohérence des politiques et des activités gouvernementales relatives à cette région.	Les ministres du MRIFC et resp. de la région de Montréal, du MFA et resp. des régions de Laval et des Laurentides, du MFE et resp. de la région de Lanaudière, du MELS et resp. de la région de la Montérégie, du MDDEFP, du MESRST, du MTQ et du MAMROT/SRM, du MICC, du MSP, du MCC et le ministre délégué au Tourisme	644 \$	Deux rencontres ont été tenues, soit le 9 octobre et le 6 novembre 2012. Une 3 ^e rencontre a été tenue le 4 décembre 2012.
Éco territoire 21, Comité directeur	3	Orienter les travaux du comité technique.	MDDEFP, MAPAQ, MAMROT/SRM, Ville de Longueuil	Aucun coût pour le MAMROT/SRM	Le comité directeur est sous la responsabilité du MDDEFP. Participation à trois conférences téléphoniques et à une rencontre.
Éco territoire 21, Comité technique	3	Superviser le mandat confié à l'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement (IRDA) quant à la réalisation d'un guide de remise en culture de terres en friche dans le contexte d'interdiction du Règlement sur les exploitations agricoles.	MDDEFP, MAPAQ, MAMROT/SRM, Ville de Longueuil	75 \$	Le comité technique est sous la responsabilité du MAPAQ. Un plan de travail a été élaboré pour la mise en œuvre du projet-pilote. Participation à quatre conférences téléphoniques, une rencontre et une visite terrain.

Type de comités :
1) Comités interministériels initiés par le Ministère
2) Autres comités interministériels
3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014 **Demande de renseignements particuliers**

Demande # 44	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
--------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail sur les ateliers d'artiste (GTAA)	3	Étudier l'opportunité de soutenir financièrement l'aménagement d'ateliers d'artiste à Montréal et de faire des recommandations aux instances décisionnelles concernées.	MCC, MAMROT/SRM, Chantier de l'économie sociale, Ville de Montréal, Culture Montréal, Montréal Métropole culturelle, SHDM, CCMM, Patrimoine Canada, Ateliers créatifs	Aucun coût pour le SRM	Rencontres au deux semaines d'avril 2012 à octobre 2012. Rapport d'étude sur les ateliers d'artiste, Octobre 2012. 26 novembre 2012, annonce de la première ministre, M ^{me} Pauline Marois, d'une subvention de 5,65 M\$ visant à permettre à des artistes à demeurer dans leurs ateliers.
Organisation régionale de sécurité civile (ORSC-Montérégie et ORSC--Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière)	2	Planifier des mesures de sécurité civile à l'échelle régionale.	Représentants des ministères et organismes du gouvernement du Québec présents en région	150 \$	Participation à deux rencontres.
Plan de développement de la zone agricole (PDZA) à Laval, l'Assomption et Roussillon	3	Élaboration d'un PDZA.	MRC et CLD de Roussillon, MAPAQ, UPA, MAMROT/SRM	150 \$	En cours d'élaboration. Participation à trois rencontres.
Table de concertation du Mont-Royal	3	Établir des consensus sur l'accessibilité, la protection et la mise en valeur du territoire. Mettre en œuvre des actions visant une gestion et un développement harmonieux de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal. Conseiller et soutenir le Bureau du Mont-Royal et la Ville en ce qui concerne la mise en œuvre du Plan de mise en valeur du Mont-Royal.	Des représentants des milieux municipal, institutionnel et associatif, CMM, MCCCC, MAMROT/SRM, ministère de la Défense nationale du Canada	Aucun coût pour le MAMROT/SRM	Le MAMROT/SRM est invité à titre d'observateur. Aucune participation en 2012

Type de comités :
1) Comités interministériels initiés par le Ministère
2) Autres comités interministériels
3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014 **Demande de renseignements particuliers**

Demande # 44	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
--------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table de concertation permanente sur les arts numériques	3	La table de concertation permanente sur les arts numériques est un lieu d'échange d'information, de collaboration et de concertation entre des intervenants publics de divers niveaux, sur les organisations, les activités ainsi que sur la dynamique montréalaise des arts numériques. Les principaux objectifs de la Table sont de : <ul style="list-style-type: none"> • Contribuer au développement des arts numériques; • Favoriser le rayonnement international des artistes, des organisations et des œuvres; • Encourager l'harmonisation et l'optimisation des politiques publiques touchant les arts numériques. 	Ville de Montréal, MCC, CALQ, MERST, SRM, Patrimoine canadien, DEC, CRÉ, SODEC, Téléfilm Canada, Conseil des arts du Canada	Aucun coût pour le SRM	La production du document : Les arts numériques à Montréal, le capital de l'avenir. Depuis la Table a soutenu des activités tels que : <ul style="list-style-type: none"> • E-Merge l'exposition de C2 MTL; • Le projet de Centre international d'art numérique; • Participation active à la SODEC et au CALQ sur la stratégie numérique de ces institutions; • Autres initiatives dans le secteur.
Table de travail sur le parcours d'entrée de ville de l'A-20 de l'aéroport P.E.-Trudeau au centre-ville	3	Processus de planification concertée avec les différents acteurs impliqués dans la planification de ce territoire	MTQ, MAMROT/SRM, MTO, CMM, CPEUM, Ville de Montréal, Ville de Westmount, Cité de Dorval, Ville de Montréal-Ouest, CRÉ de Montréal, CN, CP, ADM, AMT, Parcs Canada, AECOM	Aucun coût pour le SRM	Document de synthèse des propositions du concours international d'idées Paysages en mouvement rédigé (CPEUM). Synthèse des consultations des membres de la table de travail sur propositions du concours. (CPEUM)
Table gouvernementale aux affaires territoriales	1	La Table gouvernementale aux affaires territoriales a pour mandat de favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement visés par la Loi sur le vérificateur général (chapitre V-5.01) et la cohérence de leurs actions, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires.	MAMROT, MELS, MAPAQ, CSPQ, MCC, MDDEFP, MESS, MSSS, MF, MICC, MRN, MSP, SAJ, SAA, SHQ, TQ, MTQ, MELS, MFE, IQ, SRCN, SRM, STQ, Services Québec, Sepaq, SCT, AMT, Hydro-Québec, Justice Québec	Repas : 123 \$ Transport : 151 \$ Hébergement : 108 \$	Les membres se sont réunis à deux reprises. Les travaux ont notamment porté sur la Stratégie et la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires ainsi que sur le projet de Loi-cadre sur la décentralisation.

Type de comités :
1) Comités interministériels initiés par le Ministère
2) Autres comités interministériels
3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014 **Demande de renseignements particuliers**

Demande # 44	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
--------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table interministérielle en itinérance	2	Assurer le suivi du plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013 et préparer la nouvelle politique en itinérance annoncée dans le discours de la première ministre à l'occasion de l'ouverture de la 40 ^e législature de l'assemblée nationale.	MSSS, MESS, MELS, MJQ, MSP, MAMROT, SHQ, SAA, SJ, MICC, SRM	Repas : 46 \$ Transport : 98 \$	Le plan d'action interministériel a commencé à se déployer en janvier 2010. Tenue d'une rencontre entre le 1 ^{er} avril et le 30 novembre 2012. Réalisation du bilan de la deuxième année d'implantation du plan d'action interministériel.
Table métropolitaine de concertation interministérielle sur les festivals et événements	2	Table de discussion visant à développer une vision métropolitaine du soutien aux festivals et événements.	SODEC, MELS, MCC, CALQ, Tourisme Québec, SRM,	Aucun coût pour le SRM	Une rencontre tenue le 18 octobre 2012. Discussion sur des dossiers communs afin d'orienter nos recommandations aux autorités.
Table Québec-Montréal métropolitain pour l'aménagement et le développement	1	Favoriser la concertation pour assurer l'efficience de l'action publique en vue du développement durable de la région métropolitaine de Montréal.	Ministre responsable de la région de Montréal, ministres responsables des autres régions composant la région métropolitaine, élus de la CMM en provenance des cinq secteurs, ministres sectoriels selon l'ordre du jour	137 \$	Tenue d'une rencontre portant sur la mise en œuvre de différents éléments du PMAD.
Table Québec-Régions	3	Conseiller le ministre sur toute question qu'il lui soumet. Échanger sur les mandats que le ministre peut confier aux CRÉ ainsi que sur les activités gouvernementales qui ont une incidence sur les régions.	Présidents et présidentes des CRÉ, ministre du MAMROT, M/O membres de la TGAT	Repas : 82 \$ Transport : 212 \$	La TQR s'est réunie à deux reprises et les travaux ont notamment permis d'échanger sur la Stratégie et la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires de même que sur le dossier de la décentralisation.

Type de comités :
1) Comités interministériels initiés par le Ministère
2) Autres comités interministériels
3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 49

Liste des rencontres tenues par la CAR en 2012-2013. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2013-2014.

Conférence administrative régionale (CAR)

Rencontres tenues : nombre, dates et lieux

01 - Bas-Saint-Laurent

02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean

03 - Capitale-Nationale

04 - Mauricie

05 - Estrie

06 - Montréal

2 rencontres tenues : 20 septembre 2012 et 22 novembre 2012. Le procès verbal du 22 novembre est non disponible

Autre rencontre à venir en 2012-2013 : 7 février 2013

Rencontres inscrites en 2013-2014 : 16 mai 2013, 19 septembre 2013, 21 novembre 2013 et 6 février 2014

07 - Outaouais

08 - Abitibi-Témiscamingue

09 - Côte-Nord

10 - Nord-du-Québec

11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

12 – Chaudière-Appalaches

13 - Laval

Une rencontre a eu lieu le 11 octobre 2012. 2 rencontres à venir : 6 décembre 2012 et 14 février 2013. Le calendrier des rencontres 2013-2014 sera présenté aux membres de la CAR en février 2013.

14 - Lanaudière

15 - Laurentides

16 - Montérégie

17 - Centre-du-Québec

Conférence administrative régionale de Laval

Jeudi, le 11 octobre 2012 à 9 h 30

Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey
Salle internationale

Ordre du jour

- | | | | |
|----|---|-------|---------|
| 1. | Mot de bienvenue et présentation des objectifs de la rencontre
<i>Par Mme Lucie Tremblay, directrice
Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales (DMAAM)</i> | | 9 h 30 |
| 2. | Adoption des faits saillants de la rencontre du 2 mars 2012 | | 9 h 40 |
| 3. | Présentation de M. André Lavallée, secrétaire général associé à la région métropolitaine | ① | 9 h 45 |
| 4. | Période d'échange avec M. André Lavallée | ☞ | 10 h 05 |
| | Pause | | 10 h 25 |
| 5. | Dossiers prioritaires – Tour de table | ⌚ | 10 h 40 |
| 6. | Présentation du ministère des Ressources naturelles
– Projet de partenariat entre le MRN et la CRÉ de Laval
– Stratégie 2012-2017 pour transformer l'industrie québécoise des produits forestiers | ① MRN | 11 h 20 |
| | Période d'échange et de questions | | |
| 7. | Fin de la rencontre | | 12 h 00 |

- | | |
|---|---------------------------------------|
| ⌚ | : tour de table |
| ① | : point d'information ou présentation |
| ☞ | : discussion |

Conférence administrative régionale de Laval

Faits saillants de la rencontre du jeudi 11 octobre 2012 à 9 h 30

Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey, salle internationale

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Odile Béland	Transports (MTQ)
	Brigitte Bérubé	Développement durable, Environnement, Faune et Parcs (MDDEFP)
	Annette Bonamy	Famille (MF)
	Catherine Bourgault	Conseil du statut de la femme (CSF)
	Manon Caron	Conférence régionale des élus (CRÉ) de Laval
	Francine Cloutier	Société d'habitation du Québec (SHQ)
	Julie Poirier	Ministère du Conseil exécutif (MCE)
	Lucie Tremblay	Ministère du Conseil exécutif (MCE)
MM.	J.-Pierre Arsenault	Emploi et Solidarité sociale (MESS – Emploi-Québec)
	Alain Carrier	Agence de santé et de services sociaux de Laval (ASSSL)
	André Lavallée	Secrétariat à la région métropolitaine (MCE)
	Gilbert Lepage	Culture et Communications (MCC)
	Louis Métivier	Sécurité publique (MSP)
	Daniel Parent	Éducation, Loisir et Sport (MELS)
	Pierre Pelletier	Ville de Laval
	François Perron	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Serge Thériault	Finances et Économie (MFE)
	Serge Vaugeois	Ressources naturelles (MRN)

SONT ABSENTS

MM.	Mario Allard	Revenu Québec (ARQ)
	Hubert de Nicolini	Ministère du Conseil exécutif (MCE)
	François Laverdure	Emploi et Solidarité sociale (MESS)
	Pierre Nadeau	Services Québec
	Serge Tétreault	Immigration et Communautés culturelles (MICC)

INVITÉE

M ^{me}	Marion Hervieu	Ministère du Conseil exécutif (MCE)
-----------------	----------------	-------------------------------------

1. Mot de bienvenue et présentation des objectifs de la rencontre

Mme Lucie Tremblay, directrice de la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales (DMAAM), souhaite la bienvenue aux membres de la CAR et souligne la présence de nouveaux membres, soit Mme Odile Béland (MTQ), MM. Daniel Parent (MELS), Louis Métivier (MSP), Pierre Pelletier (Ville de Laval) et André Lavallée, secrétaire général associé à la région métropolitaine (MCE).

Elle présente les objectifs de la rencontre et l'ordre du jour est adopté.

2. Adoption des faits saillants de la rencontre du 2 mars 2012

Les faits saillants sont adoptés avec changements.

3. Présentation de M. André Lavallée, secrétaire général associé à la région métropolitaine

D'entrée de jeu, M. Lavallée précise que la région métropolitaine correspond au territoire de la CMM. Bien qu'il puisse être associé à la région de Montréal, il tient compte de l'ensemble de la région métropolitaine. Il y a une volonté ministérielle de travailler à créer, développer et renforcer l'identité métropolitaine. L'importance du PMAD comme réel fondement de la CMM est mentionnée. M. Lavallée fait part de décisions gouvernementales :

- 1) La nomination de Jean-François Lisée à titre de ministre responsable de la région métropolitaine.
- 2) La création du Comité ministériel de la région métropolitaine composé de :
 - Jean-François Lisée, ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur et ministre responsable de la région de Montréal, président;
 - Nicole Léger, ministre de la Famille et ministre responsable de la région de Laval et de la région des Laurentides, vice-présidente;
 - Véronique Hivon, ministre déléguée à la Santé publique et à la Protection de la jeunesse et ministre responsable de la région de Lanaudière;

Conférence administrative régionale de Laval

- Marie Malavoy, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ministre responsable de la région de la Montérégie;
- Nicolas Marceau, ministre des Finances et de l'Économie;
- Pascal Bérubé, ministre délégué au Tourisme;
- Daniel Breton, ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs;
- Pierre Duchesne, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie;
- Sylvain Gaudreault, ministre des Transports et ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire;
- Diane De Courcy, ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles et ministre responsable de la Charte de la langue française;
- Stéphane Bergeron, ministre de la Sécurité publique et ministre responsable de la région de l'Outaouais;
- et Maka Kotto, ministre de la Culture et des Communications.

Le comité a pour mandat de conseiller le gouvernement sur toute question ou mesure ayant un impact significatif sur la région métropolitaine, d'assurer la cohérence des politiques et des activités gouvernementales relatives à cette région et d'assurer la coordination des actions gouvernementales entre les principaux intervenants sur le territoire de cette région.

La structure du Secrétariat à la région métropolitaine sera précisée par décret.

- 3) Un décret est à venir sur le rôle des CAR. Les ministres régionaux joueront un rôle important. Il y a une volonté de cohérence et de concertation dans la détermination des priorités, notamment en matière de transport.
- 4) Un autre volet important pour la région métropolitaine est le développement économique et la relance de l'emploi.
- 5) Enfin, comme mentionné précédemment, on vise la création d'une identité métropolitaine, une cohérence appuyée par la concertation.

4. Période d'échange avec M. André Lavallée

On mentionne l'importance du PMAD qui amène les gens à collaborer. La CMM permet de pérenniser certaines actions, d'assurer une stabilité et une meilleure efficacité. Importance également de la loi 34, Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires. M. Lavallée précise que des choix seront faits et qu'il y aura sans doute des déceptions, mais travailler ensemble amènera des choix réalistes.

Q : quels seront les liens entre le Comité ministériel de la région métropolitaine et les ministères non présents? R : il y a une volonté de favoriser les échanges.

Les régions de la CMM ne doivent plus se concurrencer entre elles; dorénavant les concurrents sont mondiaux.

Q : la création d'une identité métropolitaine se traduit comment? R : par des mesures concrètes. Par exemple, la piste cyclable Oka – Mont-St-Hilaire et le Forum sur le plan de développement de la zone agricole.

Le sentiment d'appartenance à la région métropolitaine, hors de l'île de Montréal, est plutôt faible. D'où l'importance de gestes concrets à poser. Cela demeure un défi!

Le palier régional a aussi un rôle à jouer et demeure important.

5. Dossiers prioritaires – Tour de table

Les ministères et les organismes informent les membres des **dossiers prioritaires** dans leur secteur concernant ou ayant une incidence sur la région de Laval :

- | | |
|----------------------|---|
| MFE | <ul style="list-style-type: none">▪ Plusieurs changements importants : Export Québec au MRIFCE, la recherche et l'innovation au MESRST.▪ Poursuite de la Stratégie entrepreneuriale; la table d'action en entrepreneuriat à Laval sera maintenue.▪ Le gouvernement a l'intention de mettre en place la Banque de développement du Québec et de fusionner les bureaux régionaux d'Investissement-Québec et du MFE. |
| MSP | <ul style="list-style-type: none">▪ Dossier de la sécurité civile. Prévention par l'aménagement du territoire. |
| Emploi-Québec | <ul style="list-style-type: none">▪ Enjeu majeur de l'intégration des immigrants sur le territoire de Laval. De 2006 à 2011, la population immigrante sur le territoire de Laval a augmenté de 40 %, comparativement à 8 % pour la population totale. La population immigrante compte pour 20 % à 25 % de la population lavalloise, et représente 40 % des utilisateurs des services d'Emploi-Québec. |

Conférence administrative régionale de Laval

ASSSL	<ul style="list-style-type: none">▪ Le mot d'ordre est la cohésion. L'ASSSL intervient comme réseau de la santé, et non comme un seul intervenant. Laval se trouve dans un contexte métropolitain quant à l'offre de services.▪ La nomination de Mme Hivon est importante considérant sa volonté d'élaborer une politique de santé publique.
MELS	<ul style="list-style-type: none">▪ Mise en place des deux ministères : MELS et MESRST. Importance d'assurer une continuité. Le rôle des directions régionales sera revu.▪ Les autres dossiers prioritaires concernent la mise en œuvre de la Loi visant à prévenir et à combattre l'intimidation et la violence à l'école, la persévérance scolaire et l'implantation de la maternelle 4 ans.
MCC	<ul style="list-style-type: none">▪ Parler davantage des régions périphériques par rapport à la région métropolitaine.▪ Agenda 21 : faire des choix quant aux équipements culturels.▪ À Laval, la priorité est accordée aux bibliothèques.▪ Le transport (l'accessibilité) aux équipements culturels est un autre enjeu.
MAPAQ	<ul style="list-style-type: none">▪ Plan de développement de la zone agricole auquel participent le MAMROT, le MDDEFP (4 directions régionales) et la Ville de Laval. Le plan contribue à la cohérence. Il est fait à l'échelle des MRC et dégagera des enjeux communs.
CRÉ	<ul style="list-style-type: none">▪ Bilan du plan stratégique et élaboration du nouveau plan à venir, en collaboration avec la CAR.▪ Alliance sur lutte à la pauvreté.▪ Mise en œuvre d'ententes spécifiques : saines habitudes de vie, égalité hommes-femmes, persévérance scolaire.▪ Amorçage de négociations pour le renouvellement de l'entente spécifique en culture, en immigration, et pour les aînés.▪ Importance de l'entente spécifique en matière de culture scientifique et technique.
Ville de Laval	<ul style="list-style-type: none">▪ Produire le schéma d'aménagement (conclure la démarche cette année).
MDDEFP	<ul style="list-style-type: none">▪ Ajout de la Faune au ministère.▪ Application réglementaire.▪ Concilier le développement du territoire et la protection des milieux naturels.▪ Travailler en concertation avec la Ville.
MTQ	<ul style="list-style-type: none">▪ Terminer les travaux en cours avant l'hiver.▪ Programmation 2013-2014 : préoccupation du transport collectif, importance de la concertation métropolitaine (Mobilité Montréal), regarder les nouvelles habitudes de déplacement (Laval vers Rive-Nord, par exemple), considérer l'environnement et la protection des territoires agricoles.▪ Des voies réservées pour le transport collectif sont prévues dans la planification des travaux.
MF	<ul style="list-style-type: none">▪ La priorité est mise sur les places en service de garde. 454 places à octroyer à Laval et davantage de places à venir. Cela contribue à la création d'emplois de qualité en économie sociale.▪ Le défi consiste en la disponibilité de terrains ou d'immeubles adéquats.
SHQ	<ul style="list-style-type: none">▪ Recherche de terrains.▪ La SHQ a participé à l'élaboration de la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.▪ À Laval, des projets d'habitation sont en développement.
CSF	<ul style="list-style-type: none">▪ À paraître, des avis sur la prostitution, les femmes dans la construction, les crimes d'honneur et le Plan Nord.▪ Réalisation d'une étude sur les femmes et l'itinérance. Il s'agit d'une réalité criante à Laval, souvent difficile à détecter, car phénomène invisible.
MRN	<ul style="list-style-type: none">▪ Voir point 6.

6. Présentation du ministère des Ressources naturelles

- Projet de partenariat entre le MRN et la CRÉ de Laval.

Les CRÉ urbaines ont demandé l'équivalent d'une commission régionale. À Laval, une entente de partenariat pourrait être signée, pour assurer une vision commune de la protection et de la mise en valeur des ressources naturelles. L'entente viserait des projets de formation, d'éducation et de sensibilisation grand public, par exemple les Clubs des 4-H.

Conférence administrative régionale de Laval

La CRÉ souhaite une Table sur la mise en valeur des forêts privées en milieu urbain. Le MAPAQ manifeste un intérêt pour y participer.

- Stratégie 2012-2017 pour transformer l'industrie québécoise des produits forestiers.

Le but de la nouvelle stratégie est d'aider l'industrie québécoise à se diversifier, à innover et à s'adapter à l'évolution des marchés.

La Stratégie se concentre autour de 3 objectifs :

1. se diversifier pour moins dépendre d'une économie cyclique dans le secteur de la fabrication des produits du bois;
2. développer de nouveaux produits et de nouveaux marchés dans le secteur des pâtes et papiers;
3. exploiter les occasions d'affaires liées à la valorisation énergétique de la biomasse forestière.

Les prochaines étapes : établir une grappe industrielle impliquant ingénieurs, architectes et autres intervenants concernés par l'utilisation du bois dans la construction non résidentielle et multifamiliale; mettre en œuvre les plans d'action qui seront en conformité avec les objectifs de la Stratégie; etc.

Le document de La Stratégie est disponible sur le site Internet du MRN.

7. Fin de la rencontre

La prochaine rencontre aura lieu le 6 décembre 2012.

Conférence administrative régionale de Laval

Jeudi, le 6 décembre 2012 à 9 h 30

Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey
Salle internationale

Projet d'ordre du jour

- | | | | |
|-------|---|----------------|---------|
| 1. | Mot de bienvenue et présentation des objectifs de la rencontre
<i>Par monsieur André Lavallée, secrétaire général associé
à la région métropolitaine</i> | | 9 h 30 |
| 2. | Adoption des faits saillants de la rencontre du 11 octobre 2012 | | 9 h 40 |
| 3. | Tour de table – Échange entre les membres | ⌚ | 9 h 45 |
| Pause | | | 10 h 15 |
| 4. | Présentation de la CRÉ de Laval
– La démarche de la réalisation du bilan du Plan stratégique 2008-2013 de
la région de Laval - <i>Agir pour une région écocitoyenne</i>
et de l'élaboration du nouveau Plan
Période de questions et d'échange | ⓘ CRÉ de Laval | 10 h 30 |
| 5. | Présentation du Conseil du statut de la femme
– L'itinérance chez les femmes
Période de questions et d'échange | ⓘ CSF | 11 h 00 |
| 6. | Fin de la rencontre | | 11 h 45 |

- | | |
|---|---------------------------------------|
| ⌚ | : tour de table |
| ⓘ | : point d'information ou présentation |
| 💬 | : discussion |

Le jeudi 20 septembre 2012, de 9 h à 12 h
Ministère des Transports du Québec
500, boulevard René-Lévesque Ouest, salle 3.010
Montréal

PROJET

Ordre du jour

1	Mot de bienvenue	9 h
2	Adoption de l'ordre du jour de la rencontre et des faits saillants de la rencontre du 9 février 2012	9 h 10
3	Consultation des membres de la CAR de Montréal sur le renforcement du rôle de la CAR <i>Madame Claire Deronzier, sous-ministre adjointe, Sous-ministériat à la métropole, MAMROT</i>	9 h 15
4	PAUSE	10 h 15
5	Atelier sur les célébrations du 375 ^e anniversaire de Montréal.	10 h 30
6	Tour de table	11 h 30
6	Fin de la rencontre	12 h00

**Faits saillants de la rencontre
du jeudi 20 septembre 2012**

Ministère des Transports du Québec
500, boulevard René-Lévesque Ouest, salle 3.010
Montréal

SONT PRÉSENTS

M. Hubert de Nicolini, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
M^{me} Lucie Tremblay, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
M^{me} Laurence Steck, Agence de la santé et des Services sociaux de Montréal (ASSSM)
M^{me} Hélène Binette, Culture, Communication et Condition féminine (MCCCF)
M^{me} Annie Drolet, Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
M. Dieudonné Ella-Oyono, Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
M^{me} Cécile Renaud, Emploi-Québec (MESS)
M^{me} Charlotte Poirier, Immigration et Communautés culturelles (MICC)
M. Michel Letendre, Ressources naturelles et Faune (MRNF)
M. Louis Métivier, Sécurité publique (MSP)
M^{me} Caroline Fontaine, Transport Québec (MTQ)
M^{me} Ophélie Sylvestre, Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)
M^{me} Astrid Coulombe, Service Québec
M^{me} Francine Cloutier, Société d'habitation du Québec (SHQ)
M^{me} Marie-Claire Dumas, Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal
M. Jacques Lauzon, Ville de Montréal
M^{me} Odile Simard, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)

SONT ABSENTS

M^{me} Claire Deronzier, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
M. Louis Côté, Agence de la santé et des Services sociaux de Montréal (ASSSM)
M^{me} Catherine Bourgault, Conseil du statut de la femme (CSF)
M. Bernard Houle, Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
M. François Perron, Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
M^{me} Hélène Proteau, Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
M. Daniel Gagné, Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
M. Francis Culée, Ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports, (MELS)
M^{me} Johanne Beaulieu, Emploi-Québec (MESS)
M. Pierre Gaucher, Famille et Aînés (MFA)
M. Roger Ménard, Relations internationales (MRI)
M. André B. Lemay, Ressources naturelles et Faune (MRNF)
M. Raymond Leduc, Revenu (MRQ)
M. Éric Doneys, Sécurité publique (MSP)
M. Maroun Shaneen, Transport Québec (MTQ)
M. Robert Allie, Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)
M^{me} Francine Lacroix, Ministère du Tourisme (MTO)

INVITÉS

M^{me} Nicole Boudreau, directrice du Bureau du 375^e anniversaire de Montréal
M^{me} Margaux St-Georges, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
M^{me} Jannick Lachapelle, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)

1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

M. Hubert de Nicolini, directeur, souhaite la bienvenue aux membres de la CAR. Il souligne l'arrivée des nouveaux membres de la CAR et les personnes qui y assistent comme remplaçants des membres réguliers.

2. Adoption de l'ordre du jour de la rencontre et des faits saillants de la rencontre du 24 novembre 2011.

L'ordre du jour est adopté sans modification. Les membres de la CAR transmettent leurs commentaires au MAMROT sur les faits saillants de la réunion tenue le 9 février 2012.

3. Points d'information

M. de Nicolini informe que dans le but de tenir des réunions de CAR « carboneutres », les participants de la CAR seront appelés à remplir un sondage sur le moyen de transport et la distance parcourue pour assister à la CAR, et ce, afin de déterminer la quantité de GES engendrée par les déplacements des participants.

4. Consultation des membres de la CAR de Montréal sur le renforcement du rôle de la CAR (selon le déroulement des discussions)

M. de Nicolini présente la structure du tableau confectionné pour faciliter les échanges sur le nouveau rôle de la CAR souhaité à la suite de l'adoption de la *Loi pour assurer la vitalité et l'occupation des territoires* et la stratégie qui l'accompagne.

Les membres de la CAR sont invités à exprimer leurs commentaires et suggestions quant au nouveau rôle des CAR qui deviendront davantage des lieux de concertation et de transversalité des stratégies et qui dépasseront l'échange d'information.

MCCCF

Un forum de discussion pourrait être organiser sur le Web afin de faciliter les échanges en continu entre les réunions formelles de la CAR.

MAMROT

M. de Nicolini et M^{me} Lucie Tremblay expliquent plus en détail la structure du tableau sur le rôle des CAR et informent les participants de la CAR de la nécessité, comme suite à l'adoption de la nouvelle loi, d'adopter un nouveau décret pour décrire et encadrer les CAR. Ils précisent aussi que des liens seront aussi à construire entre les CAR et la Table Québec-Montréal métropolitain pour l'aménagement et le développement (TQMMAD) et le Comité interministériel en aménagement et développement (CIAD).

La TQMMAD est composée du Ministre du MAMROT qui la préside, des ministres responsables des régions administratives comprises en tout ou en partie dans la région métropolitaine de Montréal, des maires de Montréal, Laval, Longueuil, et de deux maires membres du comité exécutif de la CMM. La TQMMAD sera soutenue par le CIAD. La CAR est appelée à jouer un rôle plus important dans l'application de la loi et de la stratégie. Le soutien aux travaux du CIAD est un exemple de ce nouveau rôle confié aux CAR.

Les CAR seront aussi interpellées par la mise en œuvre du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), dont l'aménagement d'un sentier cyclable et pédestre dans la région du Grand Montréal dans le cadre du projet de la Trame verte et bleue.

Les CAR devront vivent à l'extérieur de leurs quatre rencontres statutaires par la contribution de chaque membre à des projets communs.

OPHQ

La CAR devra fonctionner différemment et être plus proactive. Un de ses défis est de contrer l'effet des silos et de miser davantage sur l'intersectorialité. Il faudra miser sur des instances de concertation et des organisations plus simples. Pour ce faire, plusieurs exemples actuels de concertation pourront servir de modèles.

SERVICE QUÉBEC

Les CAR sur la couronne nord sont davantage axées sur les projets en concertation plus directe entre les ministères. L'impact est positif pour l'économie régionale.

MICC

À Montréal, le transfert d'information sur les activités gouvernementales est très important. Il faut travailler à partir d'un projet spécifique. Mais Montréal compte beaucoup d'instances et est plus complexe que dans les régions périphériques.

CRE

Le Plan quinquennal de développement (PQD) 2012-2015 a été réalisé avec la collaboration des ministères et organismes et des différents partenaires. La CAR pourrait être une occasion de parler des partenariats de la région et de les consolider.

MAMROT

Comment rendre nos rencontres plus actives avec la CRÉ, son PQD et la stratégie pour assurer la vitalité et l'occupation des territoires (OVT)?

MICC

Les partenariats s'adaptent selon la nature des problématiques. Les autres peuvent avoir un rôle d'information qui est aussi important de préserver.

MCCF

Il est important de conserver un rôle d'information mais plus dynamique. Un site en circuit fermé sur le Web pourrait permettre des échanges en continu. Cet outil peut jouer aussi le rôle de veille.

OPHQ

La diffusion d'information est importante mais préalable à l'action.

SERVICE QUÉBEC

Comment se compare-t-on avec d'autres métropoles concernant le mandat de veille?

MAMROT

Il y a certainement des études réalisées à ce sujet au Sous-ministériat aux politiques à Québec.

Trouvez-vous pertinent la création d'un Comité ministériel de la métropole et la nomination d'un ministre responsable de Montréal et de la métropole, et de ministres responsables des autres régions formant en tout ou en partie la métropole?

SERVICE QUÉBEC

La formation d'une CAR métropolitaine signifie un renforcement de la métropole.

VILLE DE MONTRÉAL

La réponse de M^{me} Marois à la lettre transmise par l'Union des municipalités du Québec parle d'une plus grande décentralisation voulue dans la *Loi pour assurer la vitalité et l'occupation des territoires* et de nouvelles sources de revenus qui débordent la taxe foncière. On parle aussi de subsidiarité et d'une plus grande cohésion du gouvernement dans la région de métropolitaine et une meilleure synergie.

Le développement de nouvelles structures pour y arriver n'est peut être pas la solution.

Montréal a élaboré une stratégie de développement de la richesse à l'échelle métropolitaine qui demande un travail d'équipe avec les autres régions de la métropole.

MAMROT

La CAR se compose d'autres comités thématiques : CAR OPTI, CAR Graffiti, CAR Grands projets, CAR RUI. Comment faire le suivi de ces comités à la CAR de Montréal?

SERVICE QUÉBEC

La CAR OPTI devrait nous rencontrer. À la CAR des Laurentides, on étudie des demandes de financement à partir d'un fonds de développement.

MDEIE

La Formation de la Table des partenaires OPTI remonte à 1987, bien avant la création de la CAR de Montréal. À cette Table, nous n'étudions pas le financement des projets comme dans les Laurentides par exemple. Ces rencontres visent plutôt un échange d'informations en matière de développement économique et la mise sur pied de projets ou activités en partenariat (les journées des relayeurs par exemple).

CRÉ

D'accord, mais il ne faut pas oublier que Montréal compte 1,8 million d'habitants et chaque partie de son territoire présente une réalité spécifique. Les réalités sont différentes et les façons de faire doivent être différentes. La concertation scolaire à Montréal et dans la région de Lanaudière est différente.

MAMROT

Si on résume :

- les participants adhèrent au principe de renforcement du rôle de la CAR;
- il faut penser à d'autres moyens de communication que les quatre rencontres par années;
- chacun doit prendre des initiatives de communication;
- les autres groupes de travail devraient faire état de leurs travaux;
- les liens métropolitains sont à explorer mais en conservant la spécificité régionale.

Le rôle du ministre responsable de la région de Montréal et de la métropole est à définir. Dans son nouveau rôle, la CAR devra fournir un bilan du développement régional, ce qui implique qu'il existe un plan de développement régional.

MICC

Il faut comprendre que Montréal est reconnue comme métropole mais centrée sur chaque région.

MAMROT

Le PMAD implique une perméabilité des planifications entre voisins et une complémentarité métropolitaine. L'orientation 10 du Cadre d'aménagement du gouvernement pour la métropole demande une complémentarité des planifications des régions périphériques avec la métropole et une gestion responsable de l'urbanisation. Ces régions doivent travailler à l'intérieur de leurs périmètres urbains actuels. Certains y voient un empêchement à leur développement. Ce développement doit être différent.

CRE

Le mot clé est « complémentarité ». Il faut se connaître. Les enjeux de pauvreté sont très forts à Montréal, plus qu'ailleurs. La CRÉ collabore avec la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Toutefois, la CRÉ n'a plus accès au financement du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM) du MAMROT. Il existe de moins en moins de fonds régionaux.

D'accord pour la complémentarité mais avec le financement adéquat de la région.

MAMROT

La question du financement régional sera abordée dans un avenir rapproché.

MICC

En immigration, la métropole compte pour 60 % de l'immigration, mais le porte-parole de cette réalité demeure essentiellement la Ville de Montréal.

MAMROT

Une réflexion est à élaborer sur l'identité métropolitaine, mais en conservant l'identité régionale.

VILLE DE MONTRÉAL

Il est important d'avoir un discours cohérent des cinq directions régionales. On doit privilégier une approche misant sur la convergence qui permet une géométrie variable mais pas sur tout.

SERVICE QUÉBEC

Il faut un cadre métropolitain sinon Montréal deviendra un lieu pour les très riches ou les très pauvres. Il faut travailler sur le sud du Québec et sur le nord.

MAMROT

Il existe une table métropolitaine qui permet la gestion cohérente des entraves résultant des travaux routiers dans la métropole. Il s'agit d'un enjeu économique pour la métropole. Cette table rassemble des élus, des directeurs, des techniciens qui organisent l'accès de l'île de Montréal pendant les nombreux chantiers routiers à l'œuvre en même temps.

MRNF

La CAR a un rôle d'information intéressant qui permet une plus grande cohérence gouvernementale et une optimisation du financement dans chaque ministère et organisme. La CAR est déjà une instance porteuse à ce point de vue. Il faut maintenant passer à l'action et réaliser des projets gouvernementaux avec nos partenaires sans intervenir dans les missions des autres instances. Il faut prioriser des actions.

MAMROT

La prochaine étape de la réflexion du rôle de la CAR serait de proposer des initiatives à prendre.

5. Présentation de M^{me} Nicole Boudreau, directrice du Bureau du 375^e anniversaire de Montréal

Madame Boudreau présente un petit résumé des étapes de la vaste consultation citoyenne qui a permis de dégager le type de célébration désiré par les Montréalais. Cette consultation a dégagé quatre grandes tendances :

1. L'eau, le fleuve et ses berges (récupérer)
2. La diversité montréalaise (quartiers)
3. L'histoire (redonner des brides de notre histoire locale)
4. La qualité de vie (pas que des festivals mais des effets durables sur notre environnement)

Le comité exécutif de la Ville de Montréal a adopté le 21 septembre les orientations des célébrations du 375^e anniversaire de Montréal. Ces orientations ont été définies par le Bureau du 375^e, à la suite de consultations publiques tenues en 2011. Elles encadreront et baliseront le travail de la Société des célébrations du 375^e anniversaire de Montréal, organisme sans but lucratif, qui assurera la maîtrise d'œuvre des célébrations de 2017, leur mise en marché et leur financement.

Une orientation majeure s'est dégagée des consultations : célébrer l'identité montréalaise. Ce thème sera présenté à travers quatre déclinaisons : son histoire et son patrimoine, ses espaces, ses gens, sa présence et son rayonnement.

http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/BUR_375E/MEDIA/DOCUMENTS/ORIENTATIONS_ORGANISATIONS_2012-09-18.PDF

La Ville de Montréal soutient la mise en place d'un organisme à but non lucratif (OBNL) qui aura le mandat de développer les célébrations du 375^e anniversaire de Montréal, en 2017. Deux personnalités bien connues y prendront part, soit M. Jacques Parisien, vice-président exécutif et chef de l'exploitation chez Astral Media inc., et M. Gilbert Rozon, président-fondateur de Juste pour rire.

Le financement de l'OBNL proviendra de la Ville, des gouvernements du Québec et du Canada, et du secteur privé. Pour éviter toute perte de temps, la Ville décaissera pour la première et la deuxième année pour préparer la programmation qui servira de base pour la demande de financement qui sera présentée aux gouvernements fédéral et provincial.

M^{me} Boudreau répond à quelques questions des membres de la CAR qui permet de préciser certains points, entre autres, sur la consultation publique. D'autres membres suggèrent quelques idées, comme la mise en valeur des gares ferroviaires, témoins importants de l'histoire de Montréal (CRE). M^{me} Boudreau informe la CAR sur un projet exceptionnel de projection de Victor Pilon et Michel Lemieux qui permettra de se promener de site en site et de glorifier le patrimoine industriel.

On souligne aussi l'importance de parler de la présence des autochtones avant l'arrivée des européens (MRNF). M^{me} Boudreau cite alors une étude commandée par le Bureau à l'historien Dany Fougère, pour qualifier les périodes historiques des nations autochtones et les situer dans la contemporanéité. L'édification d'un lieu est prévue pour signifier la présence autochtone à Montréal.

Les célébrations doivent être plus que festives, elles doivent être structurantes. Elles doivent aussi être écoresponsables.

Exemples de quelques projets :

- Parc Jean-Drapeau (35 M\$) : promenade riveraine de 3 km et réaménagement de la Place des Nations
- Espace pour la vie (45 M\$)
- Mise en valeur de l'Oratoire Saint-Joseph
- Agrandissement du musée des Beaux-Arts

6. Tour de table

MRNF

- Entente avec la CRÉ de Montréal sur un projet de sensibilisation des populations urbaines à la biodiversité urbaine et aux activités liées aux ressources forestières comme les usines de transformation du bois sur le territoire de la CMM.
- Optimiser la Trame verte et bleue et le 50 M\$ qui y sera dévolu.
- Problématique particulière de la population autochtone qui veut participer pour l'exploitation forestière à une cogestion du territoire. Besoin de la collaboration des autres ministères, entre autres, pour la problématique sociale de cette population.

SERVICE QUÉBEC

- Nouvelle présidente au conseil d'administration. Il s'agit de Monique L. Bégin.
- Stratégie de mode de prestation de service.

MDEIE

- Le ministère sera impliqué dans la gestion des ententes avec les CLD/CDEC de Montréal
- Trois intervenants de Montréal ont été reconnu par le ministère comme organisme de promotion des exportations (ORPEX). Ce statut leur permettra de bénéficier d'une aide financière non remboursable pouvant atteindre 1 M\$ sur 3 ans (avril 2012 à mars 2015)
- Les membres de la Table d'action en entrepreneuriat de Montréal se réuniront une première fois dans quelques semaines.

MDDEP

- Depuis la formation du nouveau conseil des ministres, la faune ne fait plus partie du ministère.
- Le MDDEP se réjouit du financement de la trame verte et bleue.
- Une somme de 2,6 M\$ est allouée pour le Programme d'initiatives locales en environnement (PILE). Ce programme compte trois volets : volet biodiversité, volet changements climatiques et volet matières résiduelles.
- Mise en place du marché du carbone 2012-2013.

MCCCF

- Entente Ville-MCCCF finalisée et elle sera signée bientôt. Elle prévoit 120 M\$ sur 3 ans.
- Mi-parcours de Montréal-Métropole culturelle. Le rendez-vous de mi-parcours est prévu le 26 novembre 2012 à la TOHUE.
- La nouvelle loi élargit la notion de patrimoine au patrimoine vivant et culturel.

ASSSM

- Mme Danielle McCann a été nommée au poste de présidente-directrice générale de l'Agence de la santé et des services sociaux (ASSS) de Montréal en remplacement de David Levine.
- Cueillette de données entreprise à Montréal pour le plan de main d'œuvre.

MAMROT

- Signature de l'entente Ville-MAMROT de 175M\$ sur 5 ans.
- Relance d'une table sur les festivals et événements à la mi-octobre.
- Suivi de la mise en œuvre du PMAD avec la CMM.
- Investissements de 20 M\$ dans l'aménagement d'un sentier cyclable et pédestre dans la région du Grand Montréal. Certains ministères seront appelés à collaborer dans l'élaboration du tracé.
- Consultations des ministères et organismes à venir concernant le parc plage et le corridor forestier.

MSP

- Préoccupation plus globale pour le territoire de la CMM en lien avec les enjeux de préventions en aménagement du territoire.

OPHQ

- Journée des municipalités - un réseau accessible à Montréal, invite les municipalités non assujetties à la loi à faire des liens sur les thèmes de la famille, des transports et de l'aménagement du territoire.
- Rencontre des coordonnateurs des services aux personnes handicapées des ministères et organismes.
- Entente spécifique à la fin décembre avec la CRÉ de Montréal.

SHQ

- Entretiens sur l'habitat du 10 septembre 2012 qui ont eu pour thème *Les coopératives d'habitation au Québec, d'hier à demain*. Les prochains auront lieu en mars 2013 et auront pour thème le marché locatif privé.
- Étude réalisée par EACOM sur les impacts économiques et sociaux de l'activité de la SHQ.
- Étude sur les caractéristiques des clientèles d'Accès Logis à Montréal et Québec.

CRE

- Élaboration du premier Plan de développement d'un système alimentaire durable et équitable de la collectivité montréalaise (SAM) d'une durée de deux ans.
- Mise sur pied d'un organisme montréalais d'attraction d'événements sportifs de haut niveau et de services aux athlètes de la relève : Excellence sportive de l'île de Montréal. La création de cet organisme permettra à Montréal de consolider son leadership en sport de haut niveau et d'affirmer son positionnement international.
- Plan d'affaires de la Cité des métiers. Ce projet vise à créer un lieu ouvert au grand public et voué à la valorisation, à la promotion et à l'exploration des métiers et professions, ainsi qu'à l'accompagnement des clientèles vers les formations professionnelles et techniques (FPT) qui y sont reliées.

- La CRÉ a procédé à une nouvelle façon de nommer les membres socio-économiques. Elle prévoit 15 sièges électifs. La première assemblée des membres se tiendra le 1^{er} novembre prochain.
- Journées du développement régionales du 1^{er} octobre au 1^{er} novembre 2012.

VILLE DE MONTRÉAL

- Entente de financement du transport collectif métropolitain soumise au gouvernement qui inclut la gouvernance du transport collectif.
- En attente de la Politique de mobilité durable du gouvernement du Québec.
- En attente pour le programme Climatsol pour l'est de Montréal.
- Le maire de Montréal doit s'adresser à la première ministre Pauline Marois au sujet de la stratégie de distribution de la richesse de la Ville de Montréal et sur la liste des dossiers importants.
- La Ville souhaiterait un arrimage avec le fédéral dans le dossier du pont Champlain, particulièrement pour le transport collectif.
- Tenue des Jeux mondiaux des policiers et des pompiers à Montréal en 2017. La tenue des jeux coïncidera avec le 375^e de la Ville de Montréal. Cet événement aura des retombées économiques importantes. Plusieurs ministères et organismes participeront au financement, 5 M\$ proviendrait du fédéral. Le montage financier final reste à faire.

7. Fin de la rencontre

La rencontre est levée à midi. Le prochain rendez-vous aura lieu le 22 novembre 2012.

PROJET

LISTE DES PRÉSENCES

Membres gouvernementaux

Pourcentage de femmes parmi les membres (11/24) = 46%

M/O	Nom	Réponse		Remplacement
		Oui	Non	
MAMROT - SMM	M ^{me} Claire Deronzier		X	
MAMROT - DDRM	Hubert de Nicolini	X		
MAMROT - DMAAM	M ^{me} Lucie Tremblay	X		
ASSSM	(M. Louis Côté)	X		M ^{me} Laurence Steck
CSF	M ^{me} Catherine Bourgault		X	
MAPAQ MAPAQ	M. Bernard Houle (intérim)		X	
	M. François Perron		X	
MCCCCF	M ^{me} Hélène Binette	X		Annie Drolet
MDDEP	M ^{me} Hélène Proteau		X	
MDEIE	(M. Daniel Gagné)	X		M. Dieudonné Ella-Oyono
MELS	M. Francis Culée		X	
MESS	M ^{me} Johanne Beaulieu	X		M ^{me} Céline Renaud
MFA	M. Pierre Gaucher		X	
MICC	M ^{me} Charlotte Poirier	X		
MRI	M. Roger Ménard		X	
MRNF	M. André B. Lemay	X		Michel Letendre
MRQ	M. Raymond Leduc		X	
MSP	M. Éric Doneys	X		M. Louis Métivier
MTQ	M. Maroun Shaneen	X		Caroline Fontaine
OPHQ	(M. Robert Allie)	X		Ophélie Sylvestre
SERVICES QUÉBEC	M ^{me} Astrid Coulombe	X		
SHQ	M ^{me} Francine Cloutier	X		
MTO	M ^{me} Francine Lacroix		X	

Membres non gouvernementaux

CRÉ de Montréal	M ^{me} Marie-Claire Dumas	X		
-----------------	------------------------------------	---	--	--

Nombre total de membres ayant confirmé leur présence :

Taux de participation des membres :

Participation masculine : /

Participation féminine : /

Invités

VILLE de Montréal		X		Jacques Lauzon
NICOLE BOUDREAU	Directrice du Bureau du 375 ^e anniversaire de Montréal	X		
MARGAUX SAINT-ONGE	MAMROT	X		
JANNICK LACHAPELLE	MAMROT	X		

Organisation des rencontres

MAMROT-DDRM secrétaire de la CAR	M ^{me} Odile Simard	X		
-------------------------------------	------------------------------	---	--	--

Nombre total de participants : 19

Le jeudi 22 novembre 2012, de 9 h à 12 h

Ministère des Transports du Québec
500, boulevard René-Lévesque Ouest, salle 3.010
Montréal

PROJET

Ordre du jour

1	Mot de bienvenue	9 h
2	Adoption de l'ordre du jour de la rencontre et des faits saillants de la rencontre du 20 septembre 2012	9 h 05
3	Nouvelles du Secrétariat à la région métropolitaine : <ul style="list-style-type: none">Informations sur les décisions gouvernementales récentes;suivi du dossier concernant le rôle des CAR;autres sujets	9 h 10
4	Présentation du <i>Plan de développement de la Ville de Montréal</i> <i>Sylvia-Anne Duplantie et Sylvain Ducas, Bureau du Plan de la Ville de Montréal</i>	9 h 30
5	Pause	10 h 45
6	Tour de table	11 h 00
6	Fin de la rencontre	12 h00

Le jeudi 22 novembre 2012 à 9 h

LISTE DES PRÉSENCES

Membres gouvernementaux

Pourcentage de femmes parmi les membres (11/24) = 46 %

M/O	Nom	Réponse		Remplacement
		Oui	Non	
MCE - SGRM	M. André Lavallée	X		
MCE - DDRM	M. Hubert de Nicolini	X		
MCE - DMAAM	M ^{me} Lucie Tremblay	X		
ASSSM	M. Louis Côté	X		
CSF	M ^{me} Catherine Bourgault		X	
MAPAQ MAPAQ	M. Bernard Houle		X	
	M. François Perron		X	
MCC	M ^{me} Hélène Binette		X	Sylvain Provost
MDDEFP	M ^{me} Hélène Proteau		X	
MFE	M. Daniel Gagné	X		
MELS	M. Francis Culée	X		
MESS	M ^{me} Johanne Beaulieu	X		
MF	M. Pierre Gaucher		X	
MICC	M ^{me} Martine Faille		X	
	M ^{me} Magida El Mrabet	X		
MRIFCE	M. Claude Trudelle	X		Par conférence téléphonique
MRN	M. André B. Lemay		X	Pierre Bilodeau
MRQ	M. Raymond Leduc		X	
MSP	M. Louis Métivier		X	
MTQ	M. Maroun Shaneen		X	Alain Lefrançois

M/O	Nom	Réponse		Remplacement
		Oui	Non	
MCE - SGRM	M. André Lavallée	X		
MCE - DDRM	M. Hubert de Nicolini	X		
OPHQ	M ^{me} Claudine Delvoye	X		
SERVICES QUÉBEC	M ^{me} Astrid Coulombe	X		
SHQ	M ^{me} Francine Cloutier	X		
MTO	M ^{me} Francine Lacroix	X		

Membres non gouvernementaux

CRÉ de Montréal	M ^{me} Marie-Claire Dumas		X	Danielle Ripeau
Ville de Montréal	M. Jacques Lauzon	X		
Ville de Montréal	M. Normand Lapointe		X	

Nombre total de membres ayant confirmé leur présence :

Taux de participation des membres :

Participation masculine : /

Participation féminine : /

Invités

Ville de Montréal Bureau du plan de la Ville	M ^{me} Sylvia-Anne Duplantie	X		
	M. Sylvain Ducas	X		
MCE	M ^{me} Odile Simard	X		

Organisation des rencontres

MCE-DDRM secrétaire de la CAR	M ^{me} Sylvie Laniel	X		
----------------------------------	-------------------------------	---	--	--

Nombre total de participants : 22

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 49	Liste des rencontres tenues par la CAR en 2012-2013. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2013-2014.
--------------	--

Conférence administrative régionale (CAR)	Rencontres tenues : nombre, dates et lieux
06 - Montréal	2 rencontres : 20 septembre 2012 et 22 novembre 2012, toutes à Montréal. Le procès-verbal du 22 novembre est non disponible.
13 - Laval	2 rencontres : 11 octobre 2012 et 6 décembre 2012, toutes à Laval. Le procès-verbal et la liste des présences du 6 décembre sont non disponibles.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 53

Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par le ministre en 2012-2013. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui seront versées.

Aucune nomination.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #65	Pour la Direction de la métropole du MAMROT : le budget de fonctionnement de cette direction en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; le nombre d'employés; les réalisations et les dossiers en cours; la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et les noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats.
-------------	--

Secrétariat à la région métropolitaine	2012-2013	Prévisions 2013-2014
Budget de fonctionnement	374 900 \$	374 900 \$
Nombre d'employés	29 (au 30 novembre 2012)	33

Secrétariat à la région métropolitaine	Synthèse des principales réalisations 2012-2013	Dossiers en cours
Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales (DMAAM)	<p>Informers et soutenir les 82 municipalités et les 14 MRC et agglomérations du territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) pour les questions d'aménagement et d'affaires municipales</p> <p>AMÉNAGEMENT</p> <p><u>Suivi de l'adoption et de la mise en œuvre du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de la CMM :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • inventaire des infrastructures et équipements gouvernementaux dans la région métropolitaine de Montréal (régions administratives de Montréal, Laval, parties des Laurentides, Lanaudière et Montérégie) • analyse de l'adéquation entre l'offre actuelle et la demande prévisible en matière d'infrastructures et d'équipements gouvernementaux • analyse de l'urbanisation au pourtour de la région métropolitaine • rédaction des avis gouvernementaux sur la mise en concordance des schémas d'aménagement des MRC • rédaction des avis sectoriels sur les modifications des SADR des MRC périmétropolitaines (Orientation 10) • analyse contextuelle et évaluation du projet d'implantation d'un centre hospitalier et d'un pôle institutionnel dans la MRC Vaudreuil-Soulanges (rapport préliminaire) 	

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #65	Pour la Direction de la métropole du MAMROT : le budget de fonctionnement de cette direction en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; le nombre d'employés; les réalisations et les dossiers en cours; la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et les noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats.
-------------	--

Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales (DMAAM) (Suite)	<ul style="list-style-type: none">• accompagnement de MRC dans l'élaboration de leur plan de développement de la zone agricole (PDZA) <p>Rédaction des avis sectoriels et gouvernementaux quant à la conformité des schémas aux orientations gouvernementales (environ 40 avis /an)</p> <p>Participation à l'élaboration de plans de développement en zone agricole, à l'implantation d'un pôle logistique (transport intermodal) et à différents comités interministériels, y compris en transport</p> <p>AFFAIRES MUNICIPALES</p> <p>Traitement des demandes de renseignements portant sur la gestion municipale (environ 400 demandes par année)</p> <p>Traitement des plaintes portant sur de prétendues irrégularités aux lois municipales (environ 50 dossiers par année)</p> <p>Traitement de diverses demandes du milieu municipal, y compris des demandes de regroupement, d'annexion et de redressement (plus de 200 mandats)</p> <p>Collaboration dans le cadre de modifications législatives relatives au Bureau du taxi de Montréal</p> <p>Accompagnement d'administrations municipales en difficulté</p> <p>Suivi auprès des organismes municipaux concernant les déclarations d'intérêts pécuniaires, l'adoption des codes d'éthique et des politiques de gestion contractuelle.</p> <p>Rédaction de fiches d'information en lien avec l'actualité</p> <p>Participation aux deux ORSC de la région métropolitaine (Organisation régionale de sécurité civile)</p> <p>Participation à deux comités de suivi des projets du Consortium sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques (Ouranos)</p>	<p>AFFAIRES MUNICIPALES</p> <p>Quatre dossiers de redressement des limites territoriales en traitement (Montréal, Saint-Lambert, Saint-Bruno, Sainte-Thérèse)</p> <p>Six suivis de plaintes fondées</p> <p>Traitement de plaintes reçues au Bureau du commissaire aux plaintes concernant les municipalités du territoire métropolitain</p> <p>Trois dossiers d'annexion en traitement (Charlemagne, Repentigny, L'Assomption)</p> <p>Participation aux travaux du comité jeunesse</p> <p>Participation aux travaux d'élaboration du plan stratégique des ORSC de la région métropolitaine</p>
--	--	---

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #65	Pour la Direction de la métropole du MAMROT : le budget de fonctionnement de cette direction en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; le nombre d'employés; les réalisations et les dossiers en cours; la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et les noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats.
-------------	--

Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales (DMAAM) (Suite)	ADMINISTRATION DES PROGRAMMES D'AIDE <p>Mise en place de l'aide financière (50 M\$) pour des mesures d'appui à la mise en œuvre du PMAD de la CMM dont la mise en place de la trame verte et bleue et le sentier pédestre et cyclable reliant OKA à Mont Saint-Hilaire (conclusions et suivi de 4 ententes)</p> <p>Traitement des demandes d'aide de soutien financier provenant des MRC dans le cadre du programme d'aide financière aux MRC</p> <p>Suivi des ententes de partenariat financier avec la CMM dans le cadre du Fonds bleu métropolitain</p> <p>Analyse et recommandation des projets déposés dans le cadre du Fonds municipal vert de la Fédération canadienne des municipalités</p>	ADMINISTRATION DES PROGRAMMES D'AIDE <p>Suivi des ententes de partenariat financier avec la CMM dans le cadre du Fonds bleu métropolitain (second et troisième plans d'actions)</p> <p>Analyse des demandes de financement des municipalités dans le cadre du Fonds municipal vert</p> <p>Analyse et suivi des demandes de financement des MRC</p>
Direction du développement régional et métropolitain (DDRM)	FONDS D'INITIATIVE ET DE RAYONNEMENT DE LA MÉTROPOLE (FIRM) <ul style="list-style-type: none"> - Budget de 16 952 400 \$ en 2012-2013 - 113 projets ont reçu de l'aide financière entre le 1^{er} avril et le 30 novembre 2012. - 19 demandes en cours analyse - Gestion de l'enveloppe de 700 000 \$ réservée à des projets d'entreprises d'économie sociale 	<p>Budget de 17 000 000 \$ en 2013-2014</p> <p>De ce budget, 9,1 M \$ engagés, dont 4,6 M \$ en service de dette</p> <p>Gestion d'une nouvelle enveloppe de 700 000 \$ en économie sociale</p> <p>Enveloppe pouvant aller jusqu'à 500 000 \$ réservée au FIRM pour des demandes admissibles dans le cadre du rapport du groupe de travail sur les ateliers d'artistes.</p>

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #65	Pour la Direction de la métropole du MAMROT : le budget de fonctionnement de cette direction en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; le nombre d'employés; les réalisations et les dossiers en cours; la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et les noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats.
-------------	--

Direction du Développement régional et métropolitain (DDRM) (Suite)	<p>ENTENTES DE FINANCEMENT AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entente pour une reconnaissance du statut particulier de Montréal à titre de métropole (25 M\$ en 2012-2013) - Suivi du protocole d'entente sur l'aide financière de 140 millions de dollars accordée à la Ville de Montréal pour soutenir la réalisation de sa stratégie de développement <i>Imaginer•Réaliser Montréal 2025</i> (35 M\$ en 2012-2013) - Élaboration et signature du protocole d'entente sur l'aide financière de 175 M\$ pour soutenir la stratégie <i>Imaginer•Réaliser Montréal 2025</i> - Autres ententes : Société de gestion Marie-Victorin, Grand Montréal Bleu, déficit actuariel des régimes de retraite (33,9 M \$) <p>GESTION D'AUTRES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE ET D'ENTENTES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fonds de développement régional (FDR) pour les CRÉ de Montréal, de Laval et de Longueuil Gestion du programme d'infrastructure pour entreprises collectives - Ententes de gestion sur le développement local et le soutien à l'entrepreneuriat avec les Villes de Montréal de Laval (17,7 M\$ en 2012-2013) 	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi du protocole d'entente sur l'aide financière de 175 millions de dollars accordée à la Ville de Montréal pour soutenir la réalisation de sa stratégie de développement <i>Imaginer•Réaliser Montréal 2025</i> (24 M\$ en 2013-2014) - Autres ententes : Société de gestion Marie-Victorin, Grand Montréal Bleu, déficit actuariel des régimes de retraite (33,9 M\$ en 2013-2014) <ul style="list-style-type: none"> - Fonds de développement régional (FDR) pour les CRÉ de Montréal, de Laval et de Longueuil - Gestion du programme d'infrastructure pour entreprises collectives - Ententes de gestion sur le développement local et le soutien à l'entrepreneuriat avec les Villes de Montréal de Laval (18,2 M\$ en 2013-2014)
--	--	--

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #65	Pour la Direction de la métropole du MAMROT : le budget de fonctionnement de cette direction en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; le nombre d'employés; les réalisations et les dossiers en cours; la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et les noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats.
-------------	--

Direction du Développement régional et métropolitain (DDRM) (Suite)	<p>PARTENARIAT ET CONCERTATION</p> <ul style="list-style-type: none"> - Animation des Conférences administratives (CAR) de Montréal et de Laval (8 rencontres tenues) et de leurs sous-comités de travail : - Soutien aux Conférences régionales des élus de Montréal, Laval et Longueuil <ul style="list-style-type: none"> - Suivi de douze ententes spécifiques - Versement de l'aide financière du Fonds de développement régional et reddition de comptes - Concertation et partenariat avec la Ville de Montréal : <ul style="list-style-type: none"> - Organisation de trois rencontres administratives avec la Ville de Montréal - Concertation interministérielle et avec la Ville de Montréal sur le 375^e anniversaire de la fondation de Montréal - Gestion des ententes avec la Ville de Montréal - Suivi des compétences de la Communauté métropolitaine de Montréal - Coordination interministérielle et avec les partenaires concernant certains projets financés dans le cadre du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole : Édifice du 2.22 Sainte-Catherine, Maison Notman, Mosaïcultures, îlot Saint-Pierre, Civicus, Valorisation Jeunesse, Congrès international des technologies de l'information 2012, etc. - Suivi et accompagnement des grappes industrielles métropolitaines (TechnoMontréal, Ecotech, Bureau du cinéma et de la télévision, AéroMontréal, Logistique et transport, Montréal InVivo) et de Montréal International, et de leurs projets 	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des interventions en matière de partenariat et de concertation en vue de contribuer à l'essor de la région métropolitaine de Montréal dans ses dimensions économique, sociale et culturelle, notamment avec les acteurs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Conférences administratives des régions de Montréal et de Laval - Conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil - Villes de Montréal, Laval et de Longueuil - Communauté métropolitaine de Montréal - Ministères et organismes gouvernementaux oeuvrant sur le territoire métropolitain de Montréal - Promoteurs dans le cadre du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole - Grappes industrielles métropolitaines
--	---	--

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #65	Pour la Direction de la métropole du MAMROT : le budget de fonctionnement de cette direction en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; le nombre d'employés; les réalisations et les dossiers en cours; la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et les noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats.
-------------	--

Direction du Développement régional et métropolitain (DDRM) (Suite)	<ul style="list-style-type: none">- Participation à des comités interministériels nationaux et métropolitains : Table interministérielle en itinérance, Comité interministériel pour l'emploi de la métropole, groupe de veille d'Éducation Montréal, comité interministériel pour une action concertée en milieu défavorisé, et coordination de la Table métropolitaine des festivals et événements- Participation à plus de 50 comités interministériels et tables de partenaires régionaux de Montréal, Longueuil et Laval, par exemple : Alliances pour la solidarité, conseils régionaux des partenaires du marché du travail, comité directeur en itinérance de Montréal, Engagement Jeunesse, comités Femmes, etc.- Animation de la Table de travail sur l'entrée de ville du corridor A-20- Création et animation du comité de pilotage Montréal = familles- Participation au Groupe de travail sur les ateliers d'artistes	<ul style="list-style-type: none">- Mise en œuvre des engagements du Ministère dans le Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013- Animation du comité de pilotage Montréal = familles. Dépôt d'un rapport et suites à donner.
--	---	---

<p><u>Liste des contrats externes accordés par cette direction, sommes accordées et noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats</u></p> <p>Aucun</p>
--

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #3
Section DR

Pour chacune des Conférences régionales des élus (CRÉ), fournir : a) le budget total alloué pour 2012-2013; b) la ventilation budgétaire détaillée 2012-2013; c) les prévisions budgétaires pour 2013-2014; d) la liste des membres de chacun des conseils d'administration par région (titre, date de nomination, échéance du mandat, milieu de provenance tel l'économie, l'éducation, la culture ou la science); e) nombre de femmes et de jeunes présents dans chacun des conseils d'administration; f) liste des présidents de CRÉ qui sont rémunérés et montant de la rémunération.

L'information demandée relève du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 7 Section DR	Pour chaque conférence régionale des élus, indiquer le nombre d'ententes spécifiques qui ont fait l'objet d'une convention en 2012-2013. Pour chaque entente spécifique, indiquer l'objet, la durée, les ressources financières affectées et les engagements de chacune des parties.
---------------------------	--

Conférence régionale des élus	Nombre d'ententes spécifiques signées par toutes les parties en 2012- 2013 (en date du 30 novembre 2012)	Précisions
06 - Montréal	1	Voir annexe A (p. 1 à 5)
13 - Laval	1	Voir annexe A (p. 5 à 9)
16 - Longueuil	1	Voir annexe A (p. 9 à 10)

ANNEXE A

ENTENTES SIGNÉES 2012-2013 AU 30 NOVEMBRE 2012

06-MONTRÉAL

1) Entente spécifique portant sur la persévérance scolaire et la valorisation de l'éducation dans la région de Montréal, 2010-2013

2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet la mise en commun de ressources financières destinées à la réalisation d'actions concertées visant le développement de projets et activités, dans la région de Montréal, en persévérance scolaire et valorisation de l'éducation dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux **PARTIES** concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les **PARTIES** conviennent, dans le respect de leur mandat respectif et dans l'optique de contribuer à long terme au plein développement social, économique et culturel de la région de Montréal et de ses habitants, de travailler en étroite collaboration à l'atteinte de deux grands objectifs :

- favoriser la persévérance scolaire et la réussite éducative des jeunes Montréalaises et Montréalais;
- promouvoir le développement d'une culture régionale de valorisation de l'éducation.

3.1 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

LES **PARTIES** CONVIENNENT DE POURSUIVRE, PAR LEUR ACTION, LES VISÉES SUIVANTES :

- 3.1.1 réduire l'incidence du phénomène de décrochage scolaire qui touche, dans la région de Montréal, plus d'un garçon sur trois et une fille sur quatre;
- 3.1.2 augmenter de manière durable le nombre de jeunes Montréalaises et Montréalais qui obtiennent un premier diplôme ou une première qualification;
- 3.1.3 positionner publiquement l'éducation comme un enjeu majeur du développement de la région de Montréal et de sa population;
- 3.1.4 renforcer la concertation, le partenariat et la solidarité intra et interordres dans une visée de continuum de formation et de réussite éducative globale;
- 3.1.5 renforcer la cohérence et la complémentarité de toutes les interventions menées en faveur de la réussite et la de la persévérance scolaires dans une perspective de gestion par résultats;
- 3.1.6 renforcer la concertation, le partenariat et la solidarité entre les partenaires signataires de la présente entente afin de favoriser l'émergence d'initiatives intersectorielles favorisant la persévérance scolaire des jeunes Montréalais;
- 3.1.7 mettre en valeur la diversité, la qualité et l'innovation dont la région de Montréal fait preuve en matière d'éducation et de soutien à l'apprentissage;
- 3.1.8 dégager les tendances et enjeux éducationnels auxquels la région de Montréal aura à faire face dans l'avenir;
- 3.1.9 renforcer le sentiment de responsabilité collective à l'égard de la réussite éducative de tous et toutes, et ce, à l'ensemble des niveaux et filières de formation.

6. ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIES

6.1 Les **PARTIES** s'engagent à mettre en place un comité de gestion de l'entente et à y désigner un représentant, à respecter le rôle et à collaborer aux travaux du comité. La composition et le rôle de ce comité sont détaillés à l'article 10.

6.2 Les **PARTIES** conviennent de désigner la **CRÉ** comme coordonnateur du comité de gestion et lui confier le suivi administratif et financier des sommes qui lui seront versées à ce titre dans le cadre de la présente entente.

- 6.3 Chacune des **PARTIES** s'engage à contribuer à la mobilisation régionale en lien avec les objectifs de la présente entente.

7. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

7.1 Engagements du MELS

7.1.1 S'assurer, dans une perspective d'optimisation des ressources et en concertation avec les autres partenaires signataires de l'entente, de la complémentarité et de la cohérence des actions qui seront financées dans le cadre de la présente entente avec les projets qui seront financés dans le cadre de l'entente de 1 500 000 \$, sur trois ans, signée entre le **MELS** et le **RRM** et portant sur le financement de projets communautaires ciblant les jeunes à risque au secondaire dans les quartiers les plus défavorisés de Montréal.

7.1.2 Poursuivre la mise en œuvre des voies de réussite décrites dans la stratégie d'action ministérielle « *L'école j'y tiens* » et qui visent à atteindre l'objectif de 80 % de taux de diplomation ou de qualification chez les élèves de moins de 20 ans.

7.1.3 Désigner un représentant au comité de gestion de l'entente.

7.2 Engagements du MAMROT

7.2.1 Assurer la collaboration des partenaires gouvernementaux dans la réalisation de l'entente.

7.2.2 Informer la Conférence administrative régionale (CAR) de Montréal des travaux en lien avec la mise en œuvre de l'entente.

7.2.3 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.3 Engagements du MICC

7.3.1 Déployer le programme Valorisation jeunesse.

7.3.2 Collaborer avec le **MELS** pour tenir à jour un portrait de la persévérance scolaire chez la population immigrante à Montréal.

7.3.3 Acquérir une meilleure connaissance de la particularité de la situation et des difficultés rencontrées par les personnes immigrantes dans la persévérance scolaire à Montréal.

7.3.4 Affecter, pour la réalisation de l'article 4.2, un montant annuel de 40 000 \$, pour la deuxième et la troisième année de l'entente, soit 2011-2012 et 2012-2013.

7.3.5 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.4 Engagements du MFA

7.4.1 Contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en mettant à la disposition de la **CRÉ** une somme de 48 000 \$ afin de soutenir la réalisation de projets concertés en prévention du décrochage auprès des enfants 0-5 ans dans les secteurs ciblés du plan d'action de **RRM**. Les projets soutenus devront s'adresser aux familles d'enfants 0-5 ans et les activités devront s'inscrire dans la mission du **MFA**. Les projets devront avoir comme objectif de mieux préparer les enfants à l'entrée à l'école. La Direction régionale de Montréal devra être associée aux choix des projets financés.

7.4.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.5 Engagements d'Emploi-Québec

7.5.1 Verser, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires, de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, par l'intermédiaire du Conseil régional des partenaires du marché du travail de Montréal (CRPMT), afin de soutenir financièrement la mise en œuvre de projets pour un montant total de 100 000 \$ pour l'année 2011-2012, et ce, tel qu'indiqué au tableau des contributions financières et selon les modalités définies à l'article 9. Toutefois, un montant non déterminé pourra être déposé pour l'année 2012-2013 sous réserve de la disponibilité de crédits.

7.5.2 Ce support financier est conditionnel à la réalisation d'activités dans le cadre des mesures d'**Emploi-Québec** financées par le Fonds de développement du marché du travail (FDMT), telles et selon les normes de gestion de ce fonds.

- 7.5.3 Participer aux activités de développement par l'entremise de son expertise en matière d'information sur le marché du travail à la mise en place d'une *Cité des métiers* inspirée du modèle français.
- 7.5.4 Faire état du suivi de l'entente auprès du CRPMT.
- 7.5.5 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.6 Engagements de la **CRÉ**

- 7.6.1 Affecter, à même le Fonds de développement régional (FDR), un montant de 70 000 \$ pour la première année de l'entente, soit 2010-2011 : 60 000 \$ versés au **RRM** pour la réalisation de son plan d'action et 10 000 \$ consacrés à la réalisation d'études dans le cadre du projet de *Cité des métiers*.
- 7.6.2 Affecter, sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.
- 7.6.3 Assurer la coordination du comité de gestion, en assumant les tâches décrites à l'article 6.2, ainsi que la mise en œuvre de l'entente.
- 7.6.4 Agir comme fiduciaire de l'entente et voir, par conséquent, à la saine gestion administrative et budgétaire des fonds dévolus par les partenaires financiers de la présente entente ainsi qu'aux projets inhérents.

La **CRÉ**, avec la collaboration du **FJÎM**, gestionnaire du Fonds régional d'investissement jeunesse pour la région de Montréal, s'engage à :

- 7.6.5 affecter, à même le Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), un montant de 300 000 \$ pour le financement de projets s'adressant aux jeunes de 12 à 30 ans selon le principe du Par et Pour les jeunes avec une attention particulière au niveau du raccrochage scolaire, de la reconnaissance de l'engagement des jeunes et de la conciliation études, travail, vie;
- 7.6.6 assurer la participation d'un représentant du **FJÎM** au comité de gestion de l'entente.

7.7 Engagements de la **CSDM**

- 7.7.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.
- 7.7.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.8 Engagements de la **CSEM**

- 7.8.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.
- 7.8.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.9 Engagements de la **CSLBP**

- 7.9.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.
- 7.9.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.10 Engagements de la **CSMB**

- 7.10.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première

année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.

7.10.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.11 Engagements de la **CSPI**

7.11.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.

7.11.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.12 Engagements de l'**ASSSM**

7.12.1 Verser au **RRM** une contribution financière de 10 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 10 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013, afin de soutenir la création d'un mécanisme de documentation et d'évaluation régional capable de rendre compte de l'évolution de la réalité des enjeux proprement montréalais en matière de persévérance scolaire.

7.12.2 Contribuer, sous réserve des disponibilités financières, à la mise en œuvre de la présente entente en mettant à la disposition de la **CRÉ** une somme de 50 000 \$ pour l'année 2010-2011, une somme de 100 000 \$ pour l'année 2011-2012 et une somme de 100 000 \$ pour l'année 2012-2013, afin de soutenir la mise en place d'une *Cité des métiers* inspirée du modèle français et vouée à la promotion et à l'exploration des métiers et professions ainsi qu'à l'accompagnement des clientèles vers les formations professionnelles et techniques y étant reliées.

7.12.3 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.13 Engagements de la **VILLE**

7.13.1 Sous réserve de la disponibilité des crédits, verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant annuel de 15 000 \$ pour les périodes 2011-2012 et 2012-2013. Un montant de 15 000 \$ pour la période 2010-2011 a déjà été versé.

7.13.1 Sous réserve de la disponibilité des crédits, verser au **RRM** pour la réalisation du projet « *Espace Ados* », un montant annuel de 50 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013. Un montant de 50 000 \$ pour la période 2010-2011 a déjà été versé.

7.13.2 Sous réserve de la disponibilité des crédits, investir, en collaboration et en complémentarité des actions menées par le **RRM**, dans la maintenance et la médiation d'un portail web jeunesse des bibliothèques publiques de la **VILLE** qui permettra, entre autres, la promotion de la lecture et de diverses activités culturelles, de soutenir les jeunes dans leurs devoirs ainsi que d'outiller les parents et intervenants à l'éveil à la lecture et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 162 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013. Un montant de 162 000 \$ pour la période 2010-2011 a déjà été investi.

7.13.3 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.14 Engagements de **R²**

7.14.1 Contribuer, en respect de l'entente de partenariat entre le gouvernement du Québec et la Fondation Lucie et André Chagnon, à la mise en œuvre d'un plan stratégique régional/local concerté par le **RRM** en mettant à sa disposition une enveloppe annuelle cible de 1 500 000 \$ jusqu'à concurrence d'une contribution maximale, au terme de la présente entente, de 4 500 000 \$. L'enveloppe cible sera attribuée partiellement ou totalement à la suite de l'acceptation par le conseil d'administration de **R²** de demandes annuelles de soutien et sous réserve du respect des critères d'attribution énoncés dans la plateforme de financement de **R²**.

7.14.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.15 Engagements de **RRM**

7.15.1 Assurer la réalisation et l'atteinte des objectifs de l'entente.

7.15.2 Administrer les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes, et normes applicables.

7.15.3 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

9. **TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

	2010-2011	2011-2012	2012-2013	TOTAUX
MELS*	500 000 \$	500 000 \$	500 000 \$	1 500 000 \$
MICC	0 \$	40 000 \$	40 000 \$	80 000 \$
MFA	48 000 \$	0 \$	0 \$	48 000 \$
Emploi-Québec	0 \$	100 000 \$	À confirmer \$	100 000 \$
CRÉ				
- FDR	70 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	270 000 \$
- FRIJ	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSDM	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSEM	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSLBP	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSMB	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSPI	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
ASSSM	60 000 \$	110 000 \$	110 000 \$	280 000 \$
VILLE	227 000 \$	227 000 \$	227 000 \$	681 000 \$
R ²	1 500 000 \$	1 500 000 \$	1 500 000 \$	4 500 000 \$
TOTAUX	3 005 000 \$	3 177 000 \$	3 077 000 \$	9 259 000 \$

* LA SOMME DE 1 500 000 \$ CORRESPOND À LA SOMME DÉJÀ ENGAGÉE PAR LE **MELS** DANS LE CADRE D'UNE ENTENTE CONCLUE ANTÉRIEUREMENT AVEC **RRM**.

12. **DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2013. Elle restera néanmoins en vigueur jusqu'à la date où les obligations des **PARTIES** seront complétées à l'égard des actions retenues et n'est pas sujette à reconduction tacite.

13- LAVAL

1) ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS LA RÉGION DE LAVAL 2011-2015

1. **OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à promouvoir la mise en œuvre régionale du plan d'action gouvernemental en matière d'égalité entre les femmes et les hommes sur le territoire de Laval. Les **PARTIES** conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

2. **OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Les objectifs poursuivis par cette entente sont de :

- promouvoir des modèles et des comportements égalitaires;
- favoriser l'égalité économique entre les femmes et les hommes;
- favoriser une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles ou scolaires;
- promouvoir des approches en santé adaptées aux spécificités des femmes;

- agir pour le respect de l'intégrité des femmes et leur sécurité dans tous les milieux de vie;
- favoriser une plus grande participation des femmes aux instances décisionnelles;
- favoriser le déploiement régional de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les **PARTIES** s'engagent à :

- participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- prendre part aux activités du comité de gestion et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;
- déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente et à tout autre comité ad hoc le cas échéant.

4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

1. *Engagements du MCCCCF*

4.1 Le **MCCCCF** s'engage à :

Dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat *Égalité entre les femmes et les hommes* et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 129 000 \$ répartie sur quatre années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la **CRÉ** de la façon suivante :

- un montant de 26 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- un montant de 29 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 37 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- un montant de 37 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MCCCCF** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les trois années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports bilan requis de chacune des années financières.

2. *Engagements de la CRÉ*

4.2 La **CRÉ** s'engage à :

- contribuer à la mise en œuvre de l'entente en y affectant un montant total de 99 000 \$ pour une période de 4 ans provenant du Fonds de développement régional (FDR), conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément aux règles et aux normes applicables à ce fonds.
- prendre connaissance des recommandations du comité de gestion et décider, en conformité avec ses règles de gestion, quels sont les projets qui pourront bénéficier de l'aide financière provenant du FDR;
- administrer les sommes qui lui sont versées par les autres parties en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi;
- assumer la coordination du comité de gestion;
- tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de gestion;

- déposer chaque année aux membres du comité de gestion, un bilan des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- à partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de gestion, produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente;
- s'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus, exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- percevoir des organismes bénéficiaires tous montants utilisés à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

La **CRÉ**, avec la collaboration du **FORUM**, gestionnaire du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), s'engage à :

- contribuer à la mise en œuvre de l'entente en y affectant un montant total de 30 000 \$ pour une période de 4 ans provenant du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément aux règles et aux normes applicables à ce fonds.
- assurer la participation d'un représentant du **FORUM** au comité de gestion de l'Entente.

Engagement de la VILLE

4.3 La **VILLE** s'engage à :

- verser à la **CRÉ** un montant de 28 000 \$ réparti à raison de 7 000 \$ par année de l'Entente;

Engagements d'EMPLOI QUÉBEC

4.4 **EMPLOI QUÉBEC** s'engage à :

Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques, normes de gestion et modalités d'application :

Contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 60 000\$ répartie sur trois années financières gouvernementales et ce, de la façon suivante :

- un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Verser sa contribution conditionnellement à la réalisation d'activités ou de projets susceptibles de contribuer aux objectifs et au plan de travail annuel, et ce, dans le cadre des mesures d'« EMPLOI-QUÉBEC » financées par le Fonds de développement du marché du travail (FDMT) et selon les normes de gestion de ce fonds.

Engagements du MFA

4.5 Le **MFA** s'engage à :

Contribuer à la mise en œuvre de l'entente en y affectant un montant total de 28 000 \$ pour une période de 4 ans conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément à l'orientation visant une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles ou scolaires, somme qui sera versée à la **CRÉ** de la façon suivante :

- un montant de 7 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- un montant de 7 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;

- un montant de 7 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- un montant de 7 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MFA** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les trois années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports bilan requis de chacune des années financières.

Engagements du MELS

4.6 Le MELS s'engage à :

- 4.6.1 Sous réserve des crédits disponibles et de l'approbation, par le Conseil du trésor, des règles budgétaires annuelles pour le financement des commissions scolaires et des cégeps, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en réservant une somme maximale de 30 000 \$, pour la durée de la présente entente, pour le financement de projets présentés par les commissions scolaires et les cégeps. Cette somme sera répartie de la façon suivante :
 - un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
 - un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
 - un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.
- 4.6.2 Verser sa contribution aux établissements scolaires conditionnellement à la réalisation d'activités ou de projets susceptibles de contribuer aux objectifs visés et ce, dans le cadre des mesures financées par le MELS.

Engagement du CLD

4.7 Le CLD s'engage à :

- verser à la **CRÉ** un montant de 28 000 \$ réparti à raison de 7 000 \$ par année de l'Entente.

Engagement de l'AGENCE

4.8 L'AGENCE s'engage à :

- verser à la **CRÉ** un montant de 28 000 \$ réparti à raison de 7 000 \$ par année de l'Entente;

Engagements du MAMROT

4.9 Le MAMROT s'engage à :

- favoriser la collaboration et la concertation des parties pour la mise en œuvre de l'entente;
- assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- être dépositaire de l'entente spécifique.

Engagement de la TCLCF

4.10 La TCLCF s'engage à :

- contribuer à la mise en œuvre de l'Entente en offrant son expertise en matière de condition féminine à Laval;

6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

Les parties conviennent du plan de financement suivant :

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total
MCCCF	\$ 26 000	\$ 29 000	\$ 37 000	\$ 37 000	\$ 129 000
CRÉ					
- FDR	\$ 24 750	\$ 24 750	\$ 24 750	\$ 24 750	\$ 99 000
- FRIJ	\$ 7 500	\$ 7 500	\$ 7 500	\$ 7 500	\$ 30 000
CLD	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 28 000
AGENCE	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 28 000
MFA	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 28 000
MELS		\$ 10 000	\$ 10 000	\$ 10 000	\$ 30 000
EMPLOI QUÉBEC		\$ 20 000	\$ 20 000	\$ 20 000	\$ 60 000
VILLE	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 28 000
Total	\$ 86 250	\$ 119 250	\$ 127 250	\$ 127 250	\$ 460 000

8. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les PARTIES et prend fin le 31 mars 2015 ou, à l'exception des sommes d'argent provenant du FDMT, à la date où son objet et les obligations qui y sont prévus auront été réalisés.

À l'expiration de la présente entente la **CRÉ** doit rembourser tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

16 – AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL

1) ENTENTE MODIFIANT L'ENTENTE SPÉCIFIQUE EN IMMIGRATION DU 10 OCTOBRE 2008 POUR LE TERRITOIRE DE LA CRÉ DE LONGUEUIL

1. OBJET DE LA PRÉSENTE ENTENTE

La présente entente a pour objet de prolonger l'entente spécifique intervenue entre les **SIGNATAIRES** le 10 octobre 2008, d'y apporter les modifications requises afin de tenir compte de la période de réalisation des activités, des modalités de versement prévues à la clause 13 pour permettre à la **CRÉ** de poursuivre la mise en œuvre de son plan d'action et de respecter ses engagements.

2. MODIFICATIONS À L'ENTENTE SPÉCIFIQUE DU 10 OCTOBRE 2008

- 2.1 La clause 3.2.9 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :
« déposer aux signataires, en fin d'année financière, un rapport annuel pour chacune des trois premières années de la présente entente, portant sur la réalisation des activités prévues au plan de travail annuel et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente; »
- 2.2 La clause 4.1 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :
« mettre à la disposition de la CRÉ une enveloppe maximale de quatre cent cinquante mille dollars (450 000 \$) sur quatre ans selon les modalités prévues à la clause 13 de la présente entente; »
- 2.3 La clause 4.2.5 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :
« un versement de 75 000 \$ dans les trente jours suivant l'acceptation par le **MICC** du rapport annuel de la deuxième année et de la mise à jour du plan de travail prévus aux clauses 3.2.9 et 3.2.3 de la présente entente; »
- 2.4 Insérer, entre les clauses 4.2.5 et 4.2.6 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008, le titre suivant :
Pour la quatrième année de la présente entente :
- 2.5 La clause 4.2.6 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :
« un premier versement de 80 % de la contribution annuelle prévue à la quatrième année sera effectué dans les trente jours suivant l'acceptation par le **MICC** du rapport annuel de la troisième année et de la mise à jour du plan de travail prévus aux clauses 3.2.9 et 3.2.3 de la présente entente; »

- 2.6 La clause 4.2.7 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :
« un deuxième versement de 20 % de la contribution annuelle prévue à la quatrième année sera effectué au plus tard le 30 juin 2012 conditionnellement à l'acceptation par le **MICC** du rapport final prévu à la clause 3.2.10 de la présente entente; »
- 2.7 La clause 9.1 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est modifiée par le remplacement au premier alinéa des mots « répartis à parts égales sur trois ans » par les mots « répartis sur quatre ans »;
- 2.8 La clause 13 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :

Partenaires	Année 1 2008-2009	Année 2 2009-2010	Année 3 2010-2011	Année 4 2011-2012	<u>Total</u>
MICC	150 000 \$	150 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	450 000 \$
CRÉ					
- FDR	150 000 \$	150 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	450 000 \$
- FRIJ	33 333 \$	33 333 \$	16 667 \$	16 667 \$	100 000 \$
EMPLOI- QUÉBEC	± 25 000 \$	± 25 000 \$	± 25 000 \$	0 \$	75 000 \$
Total	358 333 \$	358 333 \$	191 667 \$	166 667 \$	1 075 000 \$

- 2.9 La clause 15 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est modifiée par le remplacement dans la deuxième ligne, des mots et des chiffres « le 31 mars 2011 » par les mots et les chiffres « le 31 mars 2012 ».

3. ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente entente entre en vigueur à la date d'apposition de la dernière signature mais prend effet le 30 mars 2011.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 8
Section DR

Concernant les centres locaux de développement, indiquer les sommes versées aux MRC par le ministère pour les CLD en 2012-2013. Ventiler les montants par MRC. Prévisions pour 2013-2014.

En 2012-2013, le Secrétariat à la région métropolitaine versera les montants suivants :

- au Conseil d'agglomération de Montréal, pour les CLD de Montréal : 15 580 926 \$
- à la Ville de Laval, pour le CLD de Laval : 2 103 017 \$

En 2013-2014, le Secrétariat prévoit verser :

- au Conseil d'agglomération de Montréal, pour les CLD de Montréal : 15 992 892 \$
- à la Ville de Laval, pour le CLD de Laval : 2 158 621 \$

Note : En 2013-2014 :

- Au Conseil d'agglomération de Montréal, pour les CLD de Montréal : un montant de 15 161 882 \$ sera versé pour permettre aux CLD de réaliser leurs mandats; 414 239 \$ sera versé sous réserve d'un constat favorable par le Secrétariat des résultats obtenus en regard des attentes signifiées aux CLD; 416 771 \$ sera versé sous réserve que le Conseil d'agglomération de Montréal ait démontré au Secrétariat qu'il a augmenté sa quote-part pour le financement des CLD.
- À la Ville de Laval, pour le CLD de Laval : un montant de 2 046 457 \$ sera versé pour permettre au CLD de réaliser ses mandats; 55 911 \$ sera versé sous réserve d'un constat favorable par le Secrétariat des résultats obtenus en regard des attentes signifiées au CLD; 56 253 \$ sera versé sous réserve que la Ville de Laval ait démontré au Secrétariat qu'elle a augmenté sa quote-part pour le financement du CLD.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #12
Section DR

Copie de l'ensemble des ententes spécifiques où le MAMROT est signataire pour 2012-2013, préciser pour chaque entente : a) les montants engagés; b) le nom des partenaires signataires.

Les copies des ententes signées en 2012-2013 sont jointes en annexe.

a) Montants engagés : voir la réponse à la question # 7 de la section Développement régional.

b) Nom des partenaires signataires : voir la réponse à la question # 7 de la section Développement régional.

Informations en date du 30 novembre 2012.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE
SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES
DANS LA RÉGION DE LAVAL 2011-2015**

ENTRE

LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE, madame Christine St-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant par madame Sylvie Barcelo, la sous-ministre,

ci-après désignée le « **MCCCF** »,

ET

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant par monsieur Sylvain Boucher, le sous-ministre,

ci-après désigné le « **MAMROT** »,

ET

LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, Madame Julie Boulet, pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant par monsieur Bernard Matte, le sous-ministre,

ci-après désignée « **EMPLOI-QUÉBEC** »,

ET

LA MINISTRE DE LA FAMILLE ET LA MINISTRE RESPONSABLE DES ÂÎNÉS, madame Yolande James et madame Marguerite Blais, pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant par madame Line Bérubé, la sous-ministre,

ci-après désignée le « **MFA** »,

ET

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION DU LOISIR ET DU SPORT, madame Line Beauchamp, pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant par madame Louise Pagé, la sous-ministre,

ci-après désignée le « **MELS** »,

ET

LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LAVAL, personne morale instituée par la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire* (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 1555 boulevard Chomedey, bureau 220, représentée par madame Jocelyne Guertin, dûment autorisée en vertu d'une résolution du comité exécutif CE/2011.11.21-9.1-10, dont copie est jointe à la présente;

ci-après désignée la « **CRÉ** »,

ET

LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPEMENT (CLD) DE LAVAL, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 1555 boulevard Chomedey, bureau 220, représenté par le président, monsieur Robert Lefebvre, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration 2011.11.29-5.3-6, dont copie est jointe à la présente;

ci-après désigné le « **CLD** »,

ET

LA VILLE DE LAVAL, personne morale de droit public, dont le siège est au 1, Place du Souvenir, représentée par le maire et président du Conseil exécutif, monsieur Gilles Vaillancourt et le greffier, maître Guy Collard, dûment autorisés en vertu d'une résolution du Conseil exécutif CE-2012/404, dont copie est jointe à la présente;

ci-après désignée la « **VILLE** »,

ET

L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LAVAL, personne morale de droit public, dont le siège est au 1, Place du Souvenir, représentée par le directeur général, monsieur Claude Desjardins, dûment autorisés en vertu des règlements généraux de l'institution,

ci-après désignée « **AGENCE** »,

ET

LA TABLE DE CONCERTATION DE LAVAL EN CONDITION FÉMININE, (TCLCF), personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 1450, boul. Pie-X, local 203, représentée par la présidente, madame Véronique Pageau, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration 2011-11-53, dont copie est jointe à la présente;

ci-après désignée la « **TCLCF** »,

ci-après désignés les « **PARTIES** »,

ET

INTERVENANT À LA PRÉSENTE :

LE FORUM JEUNESSE LAVAL, comité consultatif de la CRÉ DE LAVAL, représenté par la présidente, madame Farnel Fleurant, dûment autorisée en vertu d'une résolution du comité exécutif de la CRÉ DE LAVAL CE/2011.11.21-9.1-10 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désigné le « **FORUM** »,

ci-après désigné « **INTERVENANT** »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre la Conférence régionale des élus de Laval et les ministères sectoriels permettent la mise en œuvre de priorités de développement régional;

ATTENDU QUE la Conférence régionale des élus de Laval est, pour le territoire qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement et qu'elle peut conclure avec les ministères et organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et responsabilités, notamment en matière de développement régional, social et culturel;

ATTENDU QUE le **MAMROT**, en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional, a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines;

ATTENDU QUE le **MAMROT** a pour rôle de favoriser l'élaboration et la conclusion d'ententes, notamment entre les conférences régionales des élus et les ministères et organismes du gouvernement;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a adopté le 17 décembre 2006 la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*, dont le deuxième plan d'action 2011-2015 a été lancé le 17 juin 2011;

ATTENDU QUE l'une des mesures prévues dans ce plan d'action vise à « favoriser la réalisation de projets régionaux en matière d'égalité entre les femmes et les hommes par la conclusion d'ententes avec des partenaires locaux et régionaux, notamment les conférences régionales des élus »;

ATTENDU QUE la **CRÉ** a, entre autres mandats, de favoriser la concertation des partenaires de la région et qu'elle a adoptée un plan quinquennal en 2008 pour la région de Laval intitulé « Agir pour une région écocitoyenne 2008-2013 »; plan qui invite les partenaires de la région à miser sur l'écocitoyenneté comme moteur de développement régional et que l'orientation six de ce plan identifie comme objectif d'intervention de développer les initiatives favorisant l'égalité des sexes.

EN CONSÉQUENCE, les **PARTIES** conviennent de ce qui suit :

1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à promouvoir la mise en œuvre régionale du plan d'action gouvernemental en matière d'égalité entre les femmes et les hommes sur le territoire de Laval. Les **PARTIES** conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les objectifs poursuivis par cette entente sont de :

- promouvoir des modèles et des comportements égalitaires;
- favoriser l'égalité économique entre les femmes et les hommes;
- favoriser une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles ou scolaires;
- promouvoir des approches en santé adaptées aux spécificités des femmes;

- agir pour le respect de l'intégrité des femmes et leur sécurité dans tous les milieux de vie;
- favoriser une plus grande participation des femmes aux instances décisionnelles;
- favoriser le déploiement régional de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les **PARTIES** s'engagent à :

- participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- prendre part aux activités du comité de gestion et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;
- déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente et à tout autre comité ad hoc le cas échéant.

4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

Engagements du MCCCCF

4.1 Le MCCCCF s'engage à :

Dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat *Égalité entre les femmes et les hommes* et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 129 000 \$ répartie sur quatre années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la **CRÉ** de la façon suivante :

- un montant de 26 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- un montant de 29 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 37 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- un montant de 37 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MCCCCF** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les trois années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports bilan requis de chacune des années financières.

Engagements de la CRÉ

4.2 La CRÉ s'engage à :

- contribuer à la mise en œuvre de l'entente en y affectant un montant total de 99 000 \$ pour une période de 4 ans provenant du Fonds de développement régional (FDR), conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément aux règles et aux normes applicables à ce fonds.

- prendre connaissance des recommandations du comité de gestion et décider, en conformité avec ses règles de gestion, quels sont les projets qui pourront bénéficier de l'aide financière provenant du FDR;
- administrer les sommes qui lui sont versées par les autres parties en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi;
- assumer la coordination du comité de gestion;
- tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de gestion;
- déposer chaque année aux membres du comité de gestion, un bilan des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- à partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de gestion, produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente;
- s'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus, exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- percevoir des organismes bénéficiaires tous montants utilisés à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

La **CRÉ**, avec la collaboration du **FORUM**, gestionnaire du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), s'engage à :

- contribuer à la mise en œuvre de l'entente en y affectant un montant total de 30 000 \$ pour une période de 4 ans provenant du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément aux règles et aux normes applicables à ce fonds.
- assurer la participation d'un représentant du **FORUM** au comité de gestion de l'Entente.

Engagement de la VILLE

4.3 La VILLE s'engage à :

- verser à la **CRÉ** un montant de 28 000 \$ réparti à raison de 7 000 \$ par année de l'Entente;

Engagements d'EMPLOI QUÉBEC

4.4 EMPLOI QUÉBEC s'engage à :

Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures,

programmes, politiques, normes de gestion et modalités d'application :
Contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 60 000\$ répartie sur trois années financières gouvernementales et ce, de la façon suivante :

- un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Verser sa contribution conditionnellement à la réalisation d'activités ou de projets susceptibles de contribuer aux objectifs et au plan de travail annuel, et ce, dans le cadre des mesures d'« EMPLOI-QUÉBEC » financées par le Fonds de développement du marché du travail (FDMT) et selon les normes de gestion de ce fonds.

Engagements du MFA

4.5 Le MFA s'engage à :

Contribuer à la mise en œuvre de l'entente en y affectant un montant total de 28 000 \$ pour une période de 4 ans conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément à l'orientation visant une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles ou scolaires, somme qui sera versée à la **CRÉ** de la façon suivante :

- un montant de 7 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- un montant de 7 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 7 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- un montant de 7 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MFA** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les trois années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports bilan requis de chacune des années financières.

Engagements du MELS

4.6 Le MELS s'engage à :

4.6.1 Sous réserve des crédits disponibles et de l'approbation, par le Conseil du trésor, des règles budgétaires annuelles pour le financement des commissions scolaires et des cégeps, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en réservant une somme maximale de 30 000 \$, pour la durée de la présente entente, pour le financement de projets présentés par les commissions scolaires et les cégeps. Cette somme sera répartie de la façon suivante :

- un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;

- un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

4.6.2 Verser sa contribution aux établissements scolaires conditionnellement à la réalisation d'activités ou de projets susceptibles de contribuer aux objectifs visés et ce, dans le cadre des mesures financées par le MELS.

Engagement du CLD

4.7 Le CLD s'engage à :

- verser à la **CRÉ** un montant de 28 000 \$ réparti à raison de 7 000 \$ par année de l'Entente.

Engagement de l'AGENCE

4.8 L'AGENCE s'engage à :

- verser à la **CRÉ** un montant de 28 000 \$ réparti à raison de 7 000 \$ par année de l'Entente;

Engagements du MAMROT

4.9 Le MAMROT s'engage à :

- favoriser la collaboration et la concertation des parties pour la mise en œuvre de l'entente;
- assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- être dépositaire de l'entente spécifique.

Engagement de la TCLCF

4.10 La TCLCF s'engage à :

- contribuer à la mise en œuvre de l'Entente en offrant son expertise en matière de condition féminine à Laval;

5. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6.001).

6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

Les parties conviennent du plan de financement suivant :

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total
MCCCF	\$ 26 000	\$ 29 000	\$ 37 000	\$ 37 000	\$ 129 000
CRÉ					
- FDR	\$ 24 750	\$ 24 750	\$ 24 750	\$ 24 750	\$ 99 000
- FRIJ	\$ 7 500	\$ 7 500	\$ 7 500	\$ 7 500	\$ 30 000
CLD	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 28 000
AGENCE	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 28 000
MFA	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 28 000
MELS		\$ 10 000	\$ 10 000	\$ 10 000	\$ 30 000
EMPLOI QUÉBEC		\$ 20 000	\$ 20 000	\$ 20 000	\$ 60 000
VILLE	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 28 000
Total	\$ 86 250	\$ 119 250	\$ 127 250	\$ 127 250	\$ 460 000

7. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire d'application de cette entente est la région administrative de Laval.

8. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2015 ou, à l'exception des sommes d'argent provenant du FDMT, à la date où son objet et les obligations qui y sont prévus auront été réalisés.

À l'expiration de la présente entente la **CRÉ** doit rembourser tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

9. SUIVI ET ÉVALUATION

Pour soutenir la **CRÉ** dans la gestion de l'entente et afin d'assurer une concertation dans la mise en œuvre des objectifs, les parties conviennent de créer un comité de gestion de l'entente. Ce comité qui sera composé de représentants de chaque partie pourra, au besoin, faire appel à d'autres organismes ou ressources jugés utiles à la réalisation des objectifs de cette entente. Il pourra aussi s'adjoindre tout autre comité *ad hoc* qu'il jugera nécessaire à la mise en œuvre et au suivi de l'entente.

9.1 Les responsabilités du comité seront les suivantes :

- administrer l'entente et faire des recommandations à la **CRÉ** pour l'affectation des sommes provenant du FDR et prendre les décisions nécessaires concernant les sommes d'argent provenant des autres parties dont celle de procéder à des réajustements du budget de l'entente;
- approuver, dans les 90 jours suivant la première signature de l'entente, le plan d'action et le cadre d'évaluation de l'atteinte des objectifs de l'entente;
- contribuer à procéder annuellement à l'évaluation des résultats obtenus en fonction des objectifs initiaux prévus à l'entente;
- à la fin de l'entente, faire un bilan global quant à l'atteinte des objectifs.

Les parties conviennent de tenir, à tous les six (6) mois et au besoin, une rencontre afin de mesurer l'état d'avancement des actions et des projets prévus au plan d'action ainsi que pour effectuer le suivi budgétaire et l'évaluation de l'entente.

Le comité de gestion sera constitué dans les 30 jours suivant la ratification des présentes.

Les règles de fonctionnement du comité de gestion feront l'objet d'un accord entre les parties.

10. CONFLITS D'INTÉRÊTS

La **CRÉ** et la **TCLCF** doivent éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt de ses administrateurs et employés ou créant l'apparence d'un tel conflit pour la mise en application de l'entente, notamment lors du choix des projets subventionnés par des fonds provenant de cette entente.

Les membres du comité de gestion de l'entente doivent éviter toute situation mettant en conflit leur intérêt personnel ou créant l'apparence d'un tel conflit dans l'exercice de leurs fonctions.

11. RÉSILIATION

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

12. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (*Loi sur le ministère des Finances*, L.R.Q., c. M-24.01).

13. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente Entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour le **MCCCF**

Gilbert Lepage
Directeur régional
300, rue Sicard, bureau 200
Sainte-Thérèse (Québec) J7E 3X5

Pour le **MAMROT**

Monsieur Hubert de Nicolini
Directeur
Direction du développement régional et métropolitain
800, rue du Square-Victoria, bur. 2.17
Montréal (Québec) H4Z 1B7

Pour **EMPLOI QUÉBEC**

Monsieur Jean-Pierre Arsenault
Directeur régional
1085, boulevard des Laurentides
Laval (Québec) H7G 2W2

Pour le **MFA**

Madame Christine Beaudin
Directrice régionale
1760 A, boul. Le Corbusier
Laval (Québec) H7S 2K1

Pour le **MELS**

Madame Josée Desjardins
Directrice régionale
300, rue Sicard, bureau 200
Sainte-Thérèse (Québec) J7E 3X5

Pour la **CRÉ**

Madame Manon Caron
Directrice générale
1555, boulevard Chomedey, bureau 220
Laval (Québec) H7V 3Z1

Pour le **CLD**

Madame Manon Caron
Directrice générale
1555, boulevard Chomedey, bureau 220
Laval (Québec) H7V 3Z1

Pour la **VILLE**

Monsieur Marc de Blois
Directeur
Service des Communications, de la Culture et de la Vie communautaire
1, Place du Souvenir, case postale 422, succursale Saint-Martin
Laval (Québec) H7V 3Z4

Pour l'**AGENCE**

Madame Nicole Beaudry
Coordonnatrice
Direction des affaires réseau
800, boulevard Chomedey, Tour A
Laval (Québec) H7V 3Y4

Pour le **FORUM**

Madame Marie-Hélène Choinière
Coordonnatrice
1555, boulevard Chomedey, bureau 220
Laval (Québec) H7V 3Z1

Pour la **TCLCF**

Madame Marie-Ève Surprenant
Coordonnatrice
1450, boul. Pie-X, local 203
Laval (Québec) H7V 3C1

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

15. CESSIION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

16. INTERPRÉTATION

La présente entente, y compris les annexes et tout autre document dont il y est fait mention, ainsi que toute modification écrite de ces documents, constituent l'entente complète entre les parties et lient celles-ci. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaudra.

Les parties reconnaissent avoir pris connaissance de ces annexes et documents et les acceptent.

La présente entente constitue la seule entente entre les parties et toute entente verbale non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet.

17. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

17.1 Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus de Laval et avec l'intervenant, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenant;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et de l'intervenant, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et l'intervenant participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et l'intervenant doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

18. SIGNATURES

Les **PARTIES** et l'**Intervenant** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

EN FOI DE QUOI, ils ont signé :

**MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION
FÉMININE**



Agissant par Sylvie Barcelo
Sous-ministre

26 mars 2012, Québec
Date et Lieu

**MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE
L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**



Agissant par Sylvain Boucher
Sous-ministre

Québec, 21 mars 2012
Date et Lieu

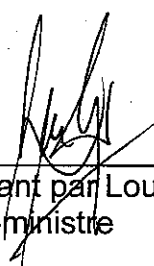
MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE



Agissant par Bernard Matte
Sous-ministre

30/04/2012
Date et Lieu

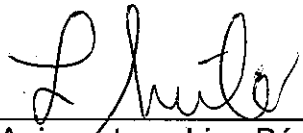
MINISTRE DE L'ÉDUCATION DU LOISIR ET DU SPORT



Agissant par Louise Pagé
Sous-ministre

120502
Date et Lieu

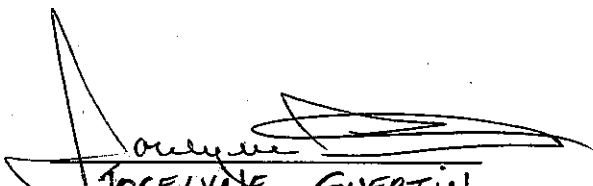
MINISTRE DE LA FAMILLE ET LA MINISTRE RESPONSABLE DES AÎNÉS



Agissant par Line Bérubé
Sous-ministre

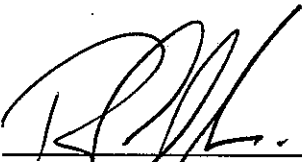
Québec, 23 mars 2012
Date et Lieu

CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LAVAL


JOCELYNE GUERTIN
VICE-Présidente de la Conférence régionale
des élus de Laval

26 MARS 2012
Date et Lieu
A LAVAL

CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT (CLD) DE LAVAL



Robert Lefebvre
Président

26/03/12 LAVAL
Date et Lieu

VILLE DE LAVAL



Gilles Vaillancourt
Maire de la Ville de Laval

27 mars 2012

Date et Lieu

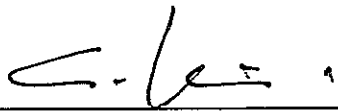


Guy Collard
Greffier de la Ville de Laval

27 mars 2012

Date et Lieu

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LAVAL



Claude Desjardins
Président-directeur général

LAVAL - 12-03-26
Date et Lieu

FORUM JEUNESSE LAVAL


Farnel Fleurant
Présidente

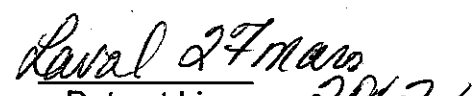
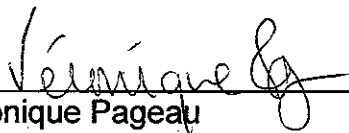

Date et Lieu 2012

TABLE DE CONCERTATION DE LAVAL EN CONDITION FÉMININE


Véronique Pageau
Présidente

23/03/12, Laval
Date et Lieu



**CONFÉRENCE RÉGIONALE
DES ÉLUS DE LAVAL**

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DE L'EXÉCUTIF TENUE LE 21 NOVEMBRE 2011.

RÉSOLUTION

Proposition d'une entente spécifique pour la région de Laval

RÉSOLUTION CE/2011-11-21-9.1-10

Sur proposition dûment appuyée, il est résolu d'entériner le projet d'Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région de Laval 2011-2015, d'y affecter un montant maximal de 99 000 \$, réparti sur quatre ans, puisé à même le Fonds de développement régional (FDR), et un montant de 30 000 \$, réparti sur quatre ans, puisé à même le Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), conditionnellement à l'approbation des autres partenaires concernés, et d'autoriser le Président et/ou le ou la Vice-président(e) de la CRÉ DE LAVAL et la Présidente du Forum jeunesse Laval à signer ladite Entente.

Adoptée à l'unanimité.

CERTIFICAT

JE, soussignée, Lucie Hill Larocque, secrétaire-trésorière de la CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LAVAL, certifie que ce qui précède est une copie conforme et véridique d'une résolution de l'exécutif de la CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LAVAL, datée du 21 novembre 2011:

ET J'AI SIGNÉ À LAVAL

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

LUCIE HILL LAROCQUE
Secrétaire-trésorière



EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION TENUE LE 29
NOVEMBRE 2011

RÉSOLUTION

Entente spécifique sur l'Égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015

RÉSOLUTION CLD/2011.11.29-5.3-6

Sur proposition dûment appuyée, il est résolu d'entériner le projet d'Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes à Laval 2011-2015, d'y injecter un montant de 7 000 \$ par année pendant quatre ans, soit un montant total de 28 000 \$ de 2011 à 2015, et d'autoriser le Président à signer ladite Entente.

Adoptée à l'unanimité.

CERTIFICAT

JE, soussigné, Yves Cusson, Secrétaire-trésorier du Centre local de développement (CLD) de Laval certifie que ce qui précède est une copie conforme et véridique d'un extrait d'une résolution d'une réunion du conseil d'administration du Centre local de développement (CLD) de Laval, datée du 29 novembre 2011.

ET J'AI SIGNÉ À LAVAL,

YVES CUSSON
Secrétaire-trésorier

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE PUBLIQUE DU COMITÉ
EXÉCUTIF TENUE LE MERCREDI 14 MARS 2012 À 9:10 HEURES**

CE-2012/1296

**ENTENTE – ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES
HOMMES**

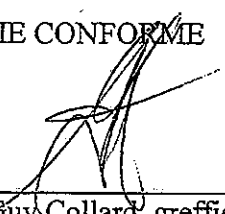
RÉSOLU À L'UNANIMITÉ:

d'approuver l'entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région de Laval, visant à favoriser la réalisation de projets et d'initiatives en lien avec les objets de l'entente, et ce, jusqu'au 31 mars 2015, entre la Ville de Laval et les différents partenaires énumérés au rapport du Service de la vie communautaire, de la culture et des communications daté du 12 mars 2012;

que le Maire et Président du Comité exécutif ou le Vice-président du Comité exécutif et le Greffier ou la Greffière adjointe soient et, par la présente, sont autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Laval tous les documents requis, conformément à l'article 51a. de la Loi sur les cités et villes, comme elle est modifiée pour la Ville de Laval.

(Réf: 8-1)

COPIE CONFORME



Me Guy Collard, greffier ou
Me Chantal Sainte-Marie, greffière adjointe

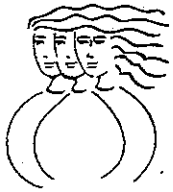


Table de concertation de Laval
en condition féminine

Agir ensemble, prendre sa place !

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION APPUYANT DÉSIGNANT LA
PERSONNE SIGNATAIRE DU PROTOCOLE De L'ENTENTE RÉGIONALE EN
MATIÈRE D'ÉGALITÉ 2011-2015

Extrait d'un procès verbal

Extrait du procès verbal de la réunion du conseil d'administration de la Table de concertation de Laval en condition féminine (TCLCF) tenue au siège social de la corporation le 16 novembre 2011 à Laval.


RÉSOLUTION 2011-11-53

Il a été dûment proposé par Madame Louiselle Laforest, appuyé par Madame Isabelle Renaud

D'accepter la demande de partenariat de la CRÉ de Laval à se joindre à l'entente régionale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 et de désigner et autoriser Madame Véronique Pageau, présidente, à signer le protocole d'une éventuelle entente au nom de la Table de concertation de Laval en condition féminine (TCLCF).

ADOPTÉE

Copie conforme certifiée à Laval, le 16 novembre 2011


Isabelle Renaud
Administratrice

**ENTENTE MODIFIANT L'ENTENTE SPÉCIFIQUE EN IMMIGRATION DU 10 OCTOBRE
2008 POUR LE TERRITOIRE DE LA CRÉ DE LONGUEUIL**

ENTRE

LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES,
madame Kathleen Weil, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelée la « **MICC** »

ET

**LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE
L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du
gouvernement du Québec,

ci-après appelé le « **MAMROT** »

ET

LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, madame Julie Boulet,
pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelée « **Emploi-Québec** »

ET

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT, madame Line
Beauchamp, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelée la « **MELS** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'AGGLOMÉRATION DE
LONGUEUIL**, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires
municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son
siège social au 100, Place Charles-LeMoine, bureau 281, Longueuil (Québec) J4K 2T4,
représentée par madame Monique Brisson, présidente, dûment autorisée en vertu d'une
résolution du comité exécutif (CE 140311-513) et dont copie est jointe à la présente,

ci-après appelée la « **CRÉ** »

ET

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LONGUEUIL, personne morale incorporée en vertu
de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au
204, boulevard de Montarville, bureau 120, Boucherville (Québec), J4B 6S2, représenté
par monsieur Gilles Côté, président-directeur général, dûment autorisé en vertu d'une
résolution du comité exécutif (CE 090909-13) et dont copie est jointe à la présente,

ci-après appelé « **DÉL** »

ci-après désignés « les **PARTIES** ».

Et intervenant à la présente entente :

LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MONTRÉGIE, madame
Nicole Ménard, pour et au nom du gouvernement du Québec,

LE FORUM JEUNESSE LONGUEUIL, représenté par monsieur Jean-François Caisse,
président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du comité exécutif de la CRÉ de
l'agglomération de Longueuil (CE 140311-513) et dont copie est jointe à la présente,

ci-après appelé le « **FJLONGUEUIL** »

LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE LA MONTÉRÉGIE, institué par le gouvernement en vertu de l'article 37 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (L.R.Q., c. M-15.001), représenté aux fins de la présente entente par monsieur Jean-Claude Lecompte, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration du 10 décembre 2009 et dont copie est jointe à la présente entente,

ci-après appelé le « **CRPMT** »

LES ORGANISMES MEMBRES DE LA TABLE D'ÉDUCATION INTERORDRES DE LA MONTÉRÉGIE soit les commissions scolaires des Grandes-Seigneuries, des Hautes-Rivières, de Marie-Victorin, de New Frontiers, des Patriotes, de Riverside, de Saint-Hyacinthe, de Sorel-Tracy, des Trois-Lacs, du Val-des-Cerfs, de la Vallée-des-Tisserands; les collèges Champlain Saint-Lambert, Édouard-Montpetit, Granby-Haute-Yamaska, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean-sur-Richelieu, Sorel-Tracy, Valleyfield; l'Institut de technologie agroalimentaire campus de Saint-Hyacinthe, les universités Concordia, Montréal, Québec à Montréal, Québec à Trois-Rivières, Sherbrooke; la direction régionale de la Montérégie du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, la direction régionale de la Montérégie d'**Emploi-Québec**, la direction régionale de la Montérégie du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, l'Agence de la Santé et des Services sociaux de la Montérégie et les Conférences régionales des élus de l'agglomération de Longueuil, de la Montérégie Est et de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent ici représentés aux fins des présentes par madame Diane Schetagne et monsieur Yvan Gauthier, coprésidents de la **TABLE D'ÉDUCATION INTERORDRES DE LA MONTÉRÉGIE** et dûment autorisés lors de la réunion du 11 novembre 2011 dont copie de l'extrait du compte rendu est jointe à la présente entente;

ci-après appelés « **LES MEMBRES DE LA TABLE** »

L'ensemble des **PARTIES** et des **INTERVENANTS** étant désignés ci-après les « **SIGNATAIRES** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU que les **SIGNATAIRES** ont convenu d'une entente spécifique en date du 10 octobre 2008 quant à l'octroi d'une contribution financière à la **CRÉ** pour permettre à cette dernière de jouer pleinement son rôle d'instance de concertation pour soutenir des actions visant l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes, leur établissement durable et le rapprochement interculturel sur son territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de modifier l'entente spécifique du 10 octobre 2008 pour prolonger la période de réalisation des activités et les modalités de versement prévues à la clause 13 afin de permettre à la **CRÉ** de poursuivre la mise en œuvre de son plan d'action et de respecter ses engagements.

EN CONSÉQUENCE, LES SIGNATAIRES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT, À SAVOIR :

1. OBJET DE LA PRÉSENTE ENTENTE

La présente entente a pour objet de prolonger l'entente spécifique intervenue entre les **SIGNATAIRES** le 10 octobre 2008, d'y apporter les modifications requises afin de tenir compte de la période de réalisation des activités, des modalités de versement prévues à la clause 13 pour permettre à la **CRÉ** de poursuivre la mise en œuvre de son plan d'action et de respecter ses engagements.

2. MODIFICATIONS À L'ENTENTE SPÉCIFIQUE DU 10 OCTOBRE 2008

2.1 La clause 3.2.9 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :

« déposer aux signataires, en fin d'année financière, un rapport annuel pour chacune des trois premières années de la présente entente, portant sur la réalisation des activités prévues au plan de travail annuel et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente; »

2.2 La clause 4.1 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :

« mettre à la disposition de la CRÉ une enveloppe maximale de quatre cent cinquante mille dollars (450 000 \$) sur quatre ans selon les modalités prévues à la clause 13 de la présente entente; »

2.3 La clause 4.2.5 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :

« un versement de 75 000 \$ dans les trente jours suivant l'acceptation par le **MICC** du rapport annuel de la deuxième année et de la mise à jour du plan de travail prévus aux clauses 3.2.9 et 3.2.3 de la présente entente; »

2.4 Insérer, entre les clauses 4.2.5 et 4.2.6 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008, le titre suivant : **Pour la quatrième année de la présente entente :**

2.5 La clause 4.2.6 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :

« un premier versement de 80 % de la contribution annuelle prévue à la quatrième année sera effectué dans les trente jours suivant l'acceptation par le **MICC** du rapport annuel de la troisième année et de la mise à jour du plan de travail prévus aux clauses 3.2.9 et 3.2.3 de la présente entente; »

2.6 La clause 4.2.7 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :

« un deuxième versement de 20 % de la contribution annuelle prévue à la quatrième année sera effectué au plus tard le 30 juin 2012 conditionnellement à l'acceptation par le **MICC** du rapport final prévu à la clause 3.2.10 de la présente entente; »

2.7 La clause 9.1 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est modifiée par le remplacement au premier alinéa des mots « répartis à parts égales sur trois ans » par les mots « répartis sur quatre ans »;

2.8 La clause 13 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :

Partenaires	Année 1 2008-2009	Année 2 2009-2010	Année 3 2010-2011	Année 4 2011-2012	Total
MICC	150 000 \$	150 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	450 000 \$
CRÉ					
- FDR	150 000 \$	150 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	450 000 \$
- FRIJ	33 333 \$	33 333 \$	16 667 \$	16 667 \$	100 000 \$
EMPLOI- QUÉBEC	± 25 000 \$	± 25 000 \$	± 25 000 \$	0 \$	75 000 \$
Total	358 333 \$	358 333 \$	191 667 \$	166 667 \$	1 075 000 \$

2.9 La clause 15 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est modifiée par le remplacement dans la deuxième ligne, des mots et des chiffres « le 31 mars 2011 » par les mots et les chiffres « le 31 mars 2012 ».

3. ENTRÉE EN VIGUEUR

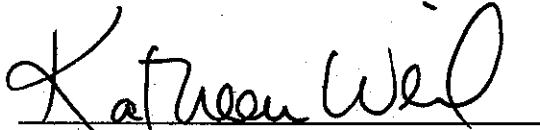
La présente entente entre en vigueur à la date d'apposition de la dernière signature mais prend effet le 30 mars 2011.

4. DISPOSITIONS FINALES

4.1 Le préambule fait partie intégrante de la présente entente;

4.2 La présente entente fait partie intégrante de l'entente spécifique intervenue entre les **SIGNATAIRES** le 10 octobre 2008, y incluant ses annexes, et elle est soumise à toutes ses dispositions.

EN FOI DE QUOI, les **SIGNATAIRES** reconnaissent avoir lu et accepté tous et chacun des articles de la présente entente et y ont apposé leur signature, en deux (2) exemplaires, aux dates et aux endroits indiqués ci-dessous.

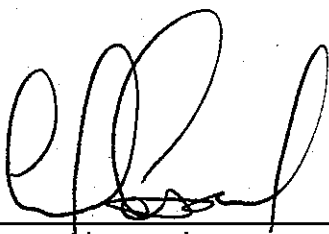


Kathleen Weil

Ministre de l'Immigration et des Communautés
culturelles

23/10/11

Date



Laurent Lessard
Ministre des Affaires municipales, des Régions et
de l'Occupation du territoire

19/10/11

Date

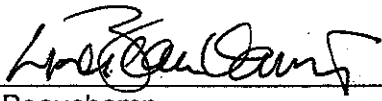
Julie Boulet

Julie Boulet

Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

2012-03-13

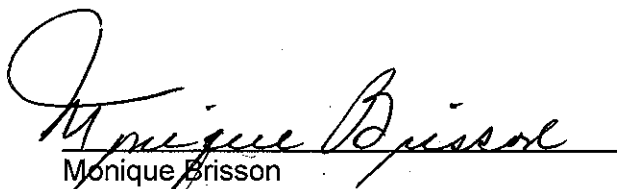
Date



Line Beauchamp
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

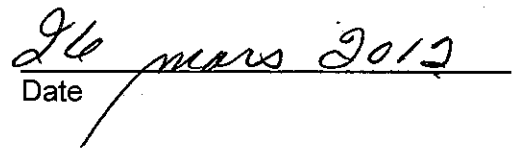
09 DEC. 2011

Date


Monique Brisson

Présidente

Conférence régionale des élus de Longueuil

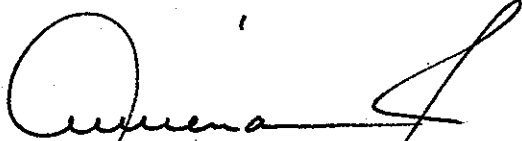

Date



Gilles Côté
Président-directeur général
Développement économique Longueuil

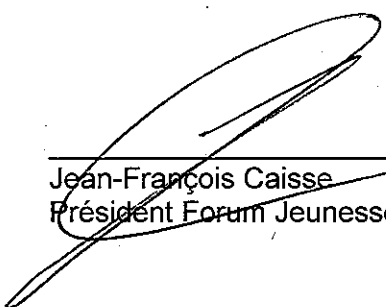
28 mars 2012

Date



Nicole Ménard
Ministre responsable de la région
de la Montérégie


Date




Jean-François Caisse
Président Forum Jeunesse Longueuil

22 Mars 2012


Date


Jean-Claude Lecompte
Président Conseil régional des partenaires
du marché du travail de la Montérégie

27 mars 2012.
Date


Diane Schetagne
Co-présidente Table d'éducation interordres
de la Montérégie

23 mars 2012
Date


Yvan Gauthier
Co-président Table d'éducation interordres
de la Montérégie

23 mars 2012.
Date

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SOIXANTE-DIXIÈME (70^e)
ASSEMBLÉE DU COMITÉ EXÉCUTIF
DE LA
CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS (CRÉ)
DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL
TENUE LE 14 MARS 2011**

RÉSOLUTION CE 140311-513

PROLONGATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE EN IMMIGRATION 2008-2011

CONSIDÉRANT la résolution **CE 221110-472** qui autorisait la présidente de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil d'adresser une demande officielle à la direction régionale du ministère de l'Immigration et des communautés culturelles (MICC) et aux autres partenaires de l'Entente spécifique en immigration 2008-2011 afin de conclure une nouvelle entente pour la période du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012, incluant une contribution maximale de 135 000 \$ (67 500 \$ du Fonds de développement régional et 67 500 \$ du Fonds régional d'investissement jeunesse);

CONSIDÉRANT le contexte de restriction budgétaire et de priorisation du Fonds de développement régional;

CONSIDÉRANT la recommandation du comité de gestion de l'Entente spécifique en immigration 2008-2011 à l'effet de demander au MICC sa prolongation jusqu'au 31 mars 2012;

CONSIDÉRANT la résolution adoptée par le Forum jeunesse Longueuil lors de son conseil des membres du 9 mars 2011 (**Forum # 090311-11**), à l'effet de :

- de désengager la somme du FRIJ (67 500 \$) réservée pour la conclusion d'une Entente spécifique en immigration 2011-2012 ;
- demander au MICC de prolonger l'Entente spécifique en immigration 2008-2011 jusqu'au 31 mars 2012 ;
- reporter la somme résiduelle au 31 mars 2011 des engagements au FRIJ dans l'entente ainsi prolongée.

CONSIDÉRANT le Programme de travail 2011-2012 recommandé par le comité exécutif de la CRÉ à son conseil d'administration, lequel prévoit la prolongation de l'Entente spécifique en immigration jusqu'au 31 mars 2012 ;

IL EST RÉSOLU :

- de désengager les sommes de 67 500 \$ du FDR et de 67 500 \$ du FRIJ réservées pour la conclusion d'une nouvelle Entente spécifique en immigration 2011-2012;
- d'autoriser la présidente de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil d'adresser une demande officielle à la direction régionale du MICC et aux autres partenaires de l'Entente spécifique en immigration 2008-2011 afin de prolonger celle-ci jusqu'au 31 mars 2012. Attendu que le résiduel au 31 mars 2011 des engagements du MICC, de la CRÉ et du Forum jeunesse Longueuil serait reporté pour la période du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012.

La présidente de la CRÉ et le président du Forum jeunesse Longueuil sont par le fait même autorisés à signer l'avenant prolongeant l'entente jusqu'au 31 mars 2012.

Adoptée à l'unanimité.

N.B. : Cet extrait a été adopté lors de la dernière assemblée du CE tenue le 14 mars 2011 et le procès-verbal sera ratifié lors du prochain CE prévu le 21 mars 2011

LE SAVOIR AFFAIRES,
C'EST NOTRE FORCE.

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL de la trente-deuxième assemblée des membres du Comité exécutif de Développement économique Longueuil, tenue le mercredi 9 septembre à 18 h au Restaurant Messina, sis au 329, rue Saint-Charles Ouest à Longueuil.

Sont présents :

Messieurs Jean Neveu, président du Conseil
Serge Blanchette
Robert Charland
Raymond Gagné
André Leroux

Sont absents :

Madame Louise Nadon
Monsieur Jacques Girard

Aussi présents :

Messieurs Gilles Côté, directeur général adjoint du développement, Ville de Longueuil
Jacques Spencer, président-directeur général, DEL
Mario B. Roy, directeur – Services administratifs, DEL

**RÉSOLUTION N° CE 090909-13
CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE**

CONSIDÉRANT que la mission de DEL est d'accroître la richesse collective et de renforcer le rôle ainsi que l'importance économique de l'agglomération de Longueuil au sein de la grande région de Longueuil par le maintien, le développement et l'attraction d'entreprises et par la création d'emploi de qualité;

CONSIDÉRANT que DEL élabore des activités auxquelles se greffe la participation financière de diverses instances gouvernementales;

CONSIDÉRANT que les principaux partenaires financiers sont Développement économique Canada (DEC), le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE), Emploi-Québec et la CRÉ de Longueuil;

CONSIDÉRANT la volonté des partenaires gouvernementaux, soit DEC, MDEIE, Emploi-Québec et la CRÉ de Longueuil, de soutenir financièrement le développement de projets qui favorise la valorisation des petites et moyennes entreprises manufacturières du territoire de l'agglomération de Longueuil;

CONSIDÉRANT la volonté de DEL et des partenaires gouvernementaux, soit DEC, MDEIE, Emploi-Québec et la CRÉ de Longueuil, d'unir leur force aux fins du développement desdits projets;

.../2

IL EST RÉSOLU à l'unanimité,

D'autoriser le président-directeur général à signer, au besoin, des conventions d'aide financière spécifiques concernant chaque projet avec les partenaires gouvernementaux, soit Développement économique Canada (DEC), ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE), Emploi-Québec et la CRÉ de Longueuil.

ADOPTÉ

Vidimé à Boucherville le 8 mars 2011

(s) Serge Blanchette, secrétaire-trésorier
par



Gilles Côté
Président-directeur général

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL de la réunion du Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT) de la Montérégie, tenue le 10 décembre 2009.

Résolution 09-CR-401 *Signature du président du Conseil régional des partenaires du marché du travail*

Il est *proposé* par Mme Marie-Louise Kerneïs-Gentric
appuyé par Mme France Beaudry

De mandater le président du Conseil régional des partenaires du marché du travail, M. Jean-Claude Lecompte, pour signer toutes les ententes spécifiques en Montérégie.

Adopté

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ
10 décembre 2009

Marjolaine Lauzon
Secrétaire d'assemblée pour le Conseil régional
des partenaires du marché du travail de la Montérégie

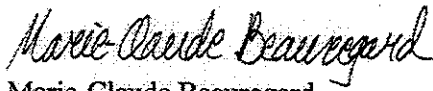
Extrait du compte rendu de la réunion de 5 octobre 2007, de la Table d'éducation interordres de la Montérégie

« La coprésidente et le coprésident de la Table sont mandatés pour signer les ententes spécifiques qui sont conclues avec une ou plusieurs Conférences régionales des élus. »

Extrait du compte rendu de la réunion du 11 novembre 2011, de la Table d'éducation interordres de la Montérégie

« Madame Diane Schetagne et monsieur Yvan Gauthier sont nommés à titre de coprésidents de la Table d'éducation interordres de la Montérégie. »

Longueuil, le 20 janvier 2012



Marie-Claude Beauregard

Secrétaire de la Table d'éducation interordres de la Montérégie

**ENTENTE SPÉCIFIQUE PORTANT SUR LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE ET LA
VALORISATION DE L'ÉDUCATION DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL, 2010-2013**

ENTRE

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT, madame Michelle Courchesne,
pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MELS** »

ET

**LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU
TERRITOIRE**, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MAMROT** »

ET

LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, madame
Kathleen Weil, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MICC** »

ET

LA MINISTRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS, madame Yolande James, pour et au nom du
gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MFA** »

ET

LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, madame Julie Boulet, pour et au
nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée « **Emploi-Québec** »

ET

LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE MONTRÉAL, personne morale instituée par la Loi
sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
(L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 1550, rue Metcalfe, bureau 810, à Montréal, agissant aux
présentes par sa présidente, madame Manon Barbe, dûment autorisée en vertu d'une résolution du
comité exécutif (C.E. 08-501 du 28 août 2008) et dont copie est jointe à l'annexe A de la présente
entente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

ET

LA COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL, personne morale ayant son siège au
3737, rue Sherbrooke Est, à Montréal, agissant aux présentes par sa présidente, madame Diane
De Courcy, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil des commissaires du 11 mai
2011 et dont copie est jointe à l'annexe B de la présente entente,

ci-après désignée la « **CSDM** »

ET

LA COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH MONTREAL, personne morale ayant son siège au
6000, avenue Fielding, à Montréal, agissant aux présentes par sa présidente, madame Angela
Mancini, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil des commissaires du 30 mars 2011
et dont copie est jointe à l'annexe C de la présente entente,

ci-après désignée la « **CSEM** »

ET

LA COMMISSION SCOLAIRE LESTER B. PEARSON, personne morale ayant son siège au 1925, avenue Brookdale, à Dorval, agissant aux présentes par son président, monsieur Marcus Tabachnick, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil des commissaires du 28 mars 2011 et dont copie est jointe à l'annexe D de la présente entente,

ci-après désignée la « **CSLBP** »

ET

LA COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS, personne morale ayant son siège au 1100, boulevard de la Côte-Vertu, à Saint-Laurent, agissant aux présentes par sa présidente, madame Diane Lamarche-Venne, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil des commissaires du 5 avril 2011 et dont copie est jointe à l'annexe E de la présente entente,

ci-après désignée la « **CSMB** »

ET

LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE, personne morale ayant son siège au 550, 53^e Avenue, à Montréal, agissant aux présentes par son président, monsieur Vincent Arciresi, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil des commissaires du 16 mars 2011 et dont copie est jointe à l'annexe F de la présente entente,

ci-après désignée la « **CSPI** »

ET

L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée suivant la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) ayant son siège au 3725, rue Saint-Denis, à Montréal, agissant aux présentes par son président-directeur général, monsieur David Levine, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration du 7 décembre 2010 et dont copie est jointe à l'annexe G de la présente entente,

ci-après désignée « **ASSSM** »

ET

LA VILLE DE MONTREAL, personne morale de droit public, agissant aux présentes par son maire, monsieur Gérald Tremblay, dûment autorisé en vertu d'une résolution du comité exécutif de la Ville de Montréal (en attente) et dont copie est jointe à l'annexe H de la présente entente,

ci-après désignée la « **VILLE** »

ET

PARTENARIAT POUR LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE (Réunir Réussir), organisme à but non lucratif, ayant son siège, au 400, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 1250, à Montréal, agissant aux présentes par son président, monsieur Richard Desjardins, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration le 26 janvier 2011 et dont copie est jointe à l'annexe I de la présente entente,

ci-après désigné « **R²** »

ET

RÉSEAU RÉUSSITE MONTRÉAL, personne morale, ayant son siège au 1050, 5^e Avenue, bureau 309, à Verdun, agissant aux présentes par son président, monsieur Gilles Petitclerc, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration du 7 juillet 2011 et dont copie est jointe à l'annexe J de la présente entente,

ci-après désigné le « **RRM** »

ci-après collectivement désignés les « **PARTIES** »

ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES :

LE FORUM JEUNESSE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL, comité de la CRÉ et gestionnaire du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), ayant son siège social au 1550, rue Metcalfe, bureau 810, à Montréal, agissant aux présentes par son président, monsieur Jean-Sébastien Dufresne, dûment autorisé en vertu d'une résolution du comité exécutif (FJIM 09-1203-6 du 9 décembre 2009), et dont copie est jointe à l'annexe K de la présente entente,

ci-après désigné le « **FJIM** »

ET

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL, monsieur Raymond Bachand, pour et au nom du gouvernement du Québec.

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE l'éducation constitue une clé incontournable d'épanouissement des potentiels individuels, de renforcement de la capacité collective d'innover et de développement à long terme de la compétitivité économique de la région de Montréal;

ATTENDU QUE dans la région de Montréal, près de 35 % des enfants de maternelle arrivent à l'école en présentant une vulnérabilité dans au moins l'un des cinq domaines de maturité scolaire que sont la santé physique et le bien-être, la compétence sociale, la maturité affective, le développement cognitif et langagier et les habiletés de communication et de connaissances générales, et que cette vulnérabilité compromet la capacité des jeunes de compléter avec succès leur parcours scolaire;

ATTENDU QU'en 2007-2008, le taux de décrochage (ou sortie sans diplôme) des jeunes inscrits en formation générale au sein des commissions scolaires de la région de Montréal s'élevait à 25,5 % contre 20,3 % pour l'ensemble du Québec;

ATTENDU QUE plus du tiers de la population de la région de Montréal est née à l'extérieur du Canada et que la concentration de population immigrante est plus élevée dans les quartiers où le niveau de scolarisation est moindre;

ATTENDU QU'il n'existe pas de corrélation directe entre le fait d'être issu de l'immigration et un faible niveau de scolarisation, mais qu'il existe des problématiques particulières chez les personnes d'origine immigrante qui peuvent nuire à la persévérance scolaire telle que la ou les langues parlées à la maison, le fait d'avoir grandi à l'étranger, des difficultés d'adaptation scolaire à la suite de l'arrivée au pays, le faible revenu familial, l'appartenance à une minorité visible, les particularités de la culture d'origine;

ATTENDU QUE le décrochage scolaire est un phénomène grave, complexe, résultant d'une multitude de facteurs propres à chaque milieu et chaque individu qui, pour être prévenu et contré, nécessite l'élaboration et la mise en place de stratégies concertées issues de la mobilisation d'un maximum d'intervenants provenant de secteurs multiples;

ATTENDU QUE la région de Montréal présente des spécificités (en termes de défavorisation, de diversité ethnoculturelle, de monoparentalité, de cohabitation des réseaux d'enseignement francophone et anglophone, de forte mobilité, etc.) qui posent des défis particuliers en matière d'éducation et nécessitent le déploiement de réponses variées et adaptées;

ATTENDU QUE la conjoncture de baisse démographique, de pénuries de main-d'œuvre anticipées dans la région de Montréal et du développement mondial de l'économie du savoir confronte la région de Montréal au défi de voir à l'augmentation constante des niveaux de qualification de sa population;

ATTENDU QUE la région de Montréal peut compter sur une communauté éducative d'enseignement, de soutien à l'apprentissage et de recherche dont la diversité et le dynamisme constituent une richesse qui mérite d'être davantage soutenue et valorisée;

ATTENDU QUE l'engagement des partenaires de tous les milieux (familial, de l'éducation, institutionnel, municipal, communautaire, des affaires, etc.) dans la mise en place des meilleures conditions d'accès, de formation et d'accompagnement des apprenantes et apprenants jusqu'à la réussite, doit être encouragé et intensifié;

ATTENDU QUE l'entente spécifique est une formule qui favorise l'harmonisation des interventions gouvernementales et régionales;

ATTENDU QUE la **CRÉ** peut, pour la réalisation de ses mandats, conclure avec les ministères et les organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice des pouvoirs et des responsabilités qui découlent de l'entente de gestion conclue avec le gouvernement;

ATTENDU QUE le Plan quinquennal de développement 2010-2015 de la **CRÉ**, adopté le 27 octobre 2010, qui s'intitule *Montréal, Métropole du XXI^e siècle* a identifié que « les enjeux de l'éducation et du savoir sont vitaux pour le développement de la région de Montréal » et que « la **CRÉ** entend s'engager à augmenter l'accès à l'éducation et à favoriser la maturité et la réussite scolaire sur le territoire de l'Île »;

ATTENDU QUE le **FJÎM** a pour mission d'informer, de concerter et de représenter les jeunes de manière à ce qu'ils contribuent activement au développement social, culturel et économique de la région;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec, via son programme d'action *Briller parmi les meilleurs*, vise à orienter l'éducation vers la réussite et à accroître le rôle de l'éducation dans le développement économique, culturel et social des régions;

ATTENDU QUE le Plan d'action gouvernemental *La diversité une valeur ajoutée 2008-2013* prévoit une mesure concernant la persévérance scolaire et les difficultés spécifiques des jeunes Québécois des communautés culturelles en milieu scolaire;

ATTENDU QUE la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014 lancée par le Secrétariat à la jeunesse a identifié la lutte contre le décrochage scolaire comme l'un des choix stratégiques du défi pour l'éducation et emploi;

ATTENDU QUE la Stratégie d'action pour améliorer la persévérance *L'École j'y tiens* lancée par le **MELS** propose d'atteindre l'objectif de hausser à 80 % le taux de diplomation ou de qualification chez les élèves de moins de 20 ans d'ici 2020;

ATTENDU QUE le **MELS** a signé au mois d'octobre 2010 une entente de trois ans avec **RRM** qui porte sur le versement d'une subvention totale de 1 500 000 \$ visant à réaliser des projets communautaires qui ciblent les jeunes à risque au secondaire dans les quartiers les plus défavorisés de la région de Montréal;

ATTENDU QUE le **MICC** a comme mission, outre la promotion et la sélection des personnes immigrantes, de favoriser leur intégration au sein d'une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel;

ATTENDU QUE le **MFA** a pour mission de favoriser le développement des enfants et qu'il s'est engagé à soutenir la préparation à l'entrée à l'école des enfants de milieux défavorisés ou en difficulté;

ATTENDU QUE le plan d'action 2010-2015 de l'**ASSSM** portant sur la disponibilité de la main-d'œuvre prévoit le développement de partenariats interministériels et intersectoriels visant à accroître la disponibilité de la main-d'œuvre dans le réseau de la santé et des services sociaux de Montréal, notamment par des actions visant l'intéressement aux métiers et professions de la santé et des services sociaux;

ATTENDU QUE la **VILLE** a pris l'engagement de contribuer activement au développement de la maturité scolaire, à la persévérance et à la réussite scolaire, que les bibliothèques publiques, appuyées par la bonification de leur portail, sont « la pierre angulaire de la ville de savoir » et que ces actions s'inscrivent en continuité avec sa Politique familiale, son plan *Imaginer – Réaliser Montréal 2025* et ses politiques de développement culturel 2005-2015 et familiale;

ATTENDU QUE **R²**, organisme à but non lucratif créé en novembre 2009 par le gouvernement du Québec et la Fondation Lucie et André Chagnon, a comme mission de soutenir les initiatives provenant d'instances régionales mobilisées autour de la persévérance scolaire et la réussite éducative des jeunes Québécois;

ATTENDU QUE **RRM**, créé en 2009 et composé de partenaires rassemblés autour des cinq commissions scolaires de l'Île de Montréal, a comme mandat de faire converger toutes les actions de lutte au décrochage scolaire entreprises depuis 2000 sous une seule et même instance montréalaise;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS

1.1 Décrochage scolaire

Réfère à l'interruption des études avant d'avoir obtenu une certification officielle, habituellement de niveau secondaire. (Observatoire international de la réussite scolaire, <http://www.crires-oirs.ulaval.ca>)

Plus techniquement et pour fins de données statistiques, le **MELS** définit le décrocheur, la décrocheuse, ou sortant sans diplôme ni qualification, l'élève qui est inscrit pour une année donnée et qui répond aux deux critères suivants :

- a) il n'obtient ni diplôme ni qualification durant l'année considérée. Les diplômes considérés sont les suivants : diplôme d'études secondaires (DES), diplôme d'études professionnelles (DEP), attestation d'études professionnelles (AEP) et attestation de spécialisation professionnelle (ASP). Les qualifications retenues sont les suivantes : certificat de formation en entreprise de récupération (CFER) et certificat de formation en insertion sociale et professionnelle des jeunes (ISPJ);
- b) il n'est inscrit, durant l'année suivante, ni en formation générale (jeunes ou adultes), ni en formation professionnelle, ni au collégial, dans un établissement d'enseignement au Québec.

1.2 Persévérance scolaire

Consiste à poursuivre les études entreprises jusqu'à leur terme, soit jusqu'à l'obtention d'un diplôme, à les compléter dans un délai raisonnable et, pour le plus grand nombre de jeunes, à poursuivre les études au-delà du premier diplôme obtenu.

1.3 Réussite éducative

Processus conduisant tant à l'acquisition de compétences et de savoirs fondamentaux qu'au plein développement des ressources personnelles et sociales des étudiantes et étudiants, et ce, à tous les niveaux d'enseignement. Elle se distingue ainsi de la réussite scolaire limitée à l'instruction, la diplomation et au rendement (Bulletin du CRIRES No.3, septembre 1993).

Ainsi définie, la réussite éducative ne peut être que le fruit d'une éducation partagée et d'un soutien à l'apprentissage mis en œuvre par l'ensemble des acteurs de la société.

2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet la mise en commun de ressources financières destinées à la réalisation d'actions concertées visant le développement de projets et activités, dans la région de Montréal, en persévérance scolaire et valorisation de l'éducation dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux **PARTIES** concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les **PARTIES** conviennent, dans le respect de leur mandat respectif et dans l'optique de contribuer à long terme au plein développement social, économique et culturel de la région de Montréal et de ses habitants, de travailler en étroite collaboration à l'atteinte de deux grands objectifs :

- favoriser la persévérance scolaire et la réussite éducative des jeunes Montréalaises et Montréalais;
- promouvoir le développement d'une culture régionale de valorisation de l'éducation.

3.1 Objectifs spécifiques

Les **PARTIES** conviennent de poursuivre, par leur action, les visées suivantes :

- 3.1.1 réduire l'incidence du phénomène de décrochage scolaire qui touche, dans la région de Montréal, plus d'un garçon sur trois et une fille sur quatre;
- 3.1.2 augmenter de manière durable le nombre de jeunes Montréalaises et Montréalais qui obtiennent un premier diplôme ou une première qualification;

- 3.1.3 positionner publiquement l'éducation comme un enjeu majeur du développement de la région de Montréal et de sa population;
- 3.1.4 renforcer la concertation, le partenariat et la solidarité intra et interordres dans une visée de continuum de formation et de réussite éducative globale;
- 3.1.5 renforcer la cohérence et la complémentarité de toutes les interventions menées en faveur de la réussite et la de la persévérance scolaires dans une perspective de gestion par résultats;
- 3.1.6 renforcer la concertation, le partenariat et la solidarité entre les partenaires signataires de la présente entente afin de favoriser l'émergence d'initiatives intersectorielles favorisant la persévérance scolaire des jeunes Montréalais;
- 3.1.7 mettre en valeur la diversité, la qualité et l'innovation dont la région de Montréal fait preuve en matière d'éducation et de soutien à l'apprentissage;
- 3.1.8 dégager les tendances et enjeux éducationnels auxquels la région de Montréal aura à faire face dans l'avenir;
- 3.1.9 renforcer le sentiment de responsabilité collective à l'égard de la réussite éducative de tous et toutes, et ce, à l'ensemble des niveaux et filières de formation.

4. AXES D'INTERVENTION ET PROJETS ASSOCIÉS

Dans le souci de s'inscrire en complémentarité avec les actions respectives et partenariales déjà menées localement et régionalement en réussite éducative par l'ensemble des acteurs scolaires, communautaires et institutionnels dans la région de Montréal et de rechercher l'arrimage des actions qui résulteront de la présente entente, les **PARTIES** conviennent d'articuler leur intervention en deux axes.

- 4.1 Apporter un soutien financier à l'action de **RRM** pour la réalisation de son plan stratégique et de ses plans d'actions annuels, ainsi que des projets suivants :
 - 4.1.1 des projets-pilote de collaboration régionale/locale dans des secteurs géographiques ciblés de la région de Montréal, soit Pierrefonds, LaSalle, Montréal-Nord, Pointe-aux-Trembles, Sud-Ouest et Centre-Sud. Y soutenir la mobilisation des acteurs locaux et le développement d'actions concertées en prévention du décrochage (0-12 ans) et en maintien et retour en formation des jeunes à risque ou ayant décroché (13-20 ans);
 - 4.1.2 des projets régionaux soutenant le développement d'actions concertées visant à renforcer la prévention du décrochage auprès des 0-12 ans et le maintien ou le retour en formation des 13-20 ans;
 - 4.1.3 des occasions de mobiliser l'ensemble des acteurs de la collectivité montréalaise autour de la priorité à accorder à l'éducation, à la persévérance scolaire de nos jeunes et à la réussite éducative du plus grand nombre dans la région de Montréal;
 - 4.1.4 la création d'un mécanisme de documentation et d'évaluation régional capable de rendre compte de l'évolution de la réalité et des enjeux proprement montréalais en matière de persévérance scolaire. Seront ciblées les données, recherches et pratiques ayant un lien avec les enjeux d'immigration, de concentration de la défavorisation, de monoparentalité et de cohabitation des réseaux francophone et anglophone;
 - 4.1.5 la conception et diffusion d'un message qui permette de valoriser l'éducation et de sensibiliser à l'importance de la persévérance scolaire et pouvant se décliner différemment selon les quartiers et clientèles visées;
 - 4.1.6 la réalisation d'une opération de conciliation études-travail à l'échelle de la région de Montréal afin de sensibiliser les jeunes et les employeurs aux défis que posent cet enjeu et aux meilleures stratégies à développer de part et d'autre afin d'y répondre adéquatement.
- 4.2 Expérimenter, développer et consolider des initiatives partenariales complémentaires à celles de **RRM** et porteuses de persévérance scolaire et de réussite éducative sur le plan régional, telles que :
 - 4.2.1 des projets qui favorisent le regroupement et le développement d'une expertise montréalaise émanant des milieux universitaires et collégiaux et portant sur la réussite

et la persévérance scolaires en milieu défavorisés et multiethnique en réponse aux besoins exprimés par les milieux scolaires;

4.2.2 travailler à la mise en place d'une *Cité des métiers* inspirée du modèle français et vouée à la promotion et à l'exploration des métiers et professions ainsi qu'à l'accompagnement des clientèles vers les formations professionnelles et techniques y étant reliées;

4.2.3 initier le développement ou soutenir le développement régional d'autres initiatives susceptibles de s'articuler, notamment, autour des thèmes suivants :

4.2.3.1 la prévention en petite enfance et auprès des familles, et plus particulièrement en milieux défavorisés; en concordance avec les plans d'actions des autres instances de concertation régionales;

4.2.3.2 le travail, de manière ciblée mais différenciée, à la réussite des jeunes garçons, des jeunes dont les parents sont faiblement scolarisés et des jeunes issus de l'immigration (nouveaux arrivants et membres des communautés culturelles);

4.2.3.3 la valorisation et le soutien du rôle clé des parents et des enseignants dans la persévérance et la réussite scolaires des jeunes;

4.2.3.4 le développement des transitions interordres;

4.2.3.5 la reconnaissance de l'engagement et de la réussite des jeunes dans différentes sphères de leur vie.

5. RÉSULTATS ATTENDUS

5.1 L'augmentation des taux d'obtention, avant l'âge de 20 ans, d'un premier diplôme qualifiant, quel qu'il soit, dans la région de Montréal.

5.2 La qualité et la complémentarité des activités, pratiques et outils développés de manière à soutenir la persévérance et à contrer le décrochage scolaire dans la région de Montréal.

5.3 Le développement de projets novateurs favorisant la réussite.

6. ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIES

6.1 Les **PARTIES** s'engagent à mettre en place un comité de gestion de l'entente et à y désigner un représentant, à respecter le rôle et à collaborer aux travaux du comité. La composition et le rôle de ce comité sont détaillés à l'article 10.

6.2 Les **PARTIES** conviennent de désigner la **CRÉ** comme coordonnateur du comité de gestion et lui confier le suivi administratif et financier des sommes qui lui seront versées à ce titre dans le cadre de la présente entente.

6.3 Chacune des **PARTIES** s'engage à contribuer à la mobilisation régionale en lien avec les objectifs de la présente entente.

7. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

7.1 Engagements du **MELS**

7.1.1 S'assurer, dans une perspective d'optimisation des ressources et en concertation avec les autres partenaires signataires de l'entente, de la complémentarité et de la cohérence des actions qui seront financées dans le cadre de la présente entente avec les projets qui seront financés dans le cadre de l'entente de 1 500 000 \$, sur trois ans, signée entre le **MELS** et le **RRM** et portant sur le financement de projets communautaires ciblant les jeunes à risque au secondaire dans les quartiers les plus défavorisés de Montréal.

7.1.2 Poursuivre la mise en œuvre des voies de réussite décrites dans la stratégie d'action ministérielle « *L'école j'y tiens* » et qui visent à atteindre l'objectif de 80 % de taux de diplomation ou de qualification chez les élèves de moins de 20 ans.

7.1.3 Désigner un représentant au comité de gestion de l'entente.

7.2 Engagements du **MAMROT**

- 7.2.1 Assurer la collaboration des partenaires gouvernementaux dans la réalisation de l'entente.
- 7.2.2 Informer la Conférence administrative régionale (CAR) de Montréal des travaux en lien avec la mise en œuvre de l'entente.
- 7.2.3 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.3 Engagements du **MICC**

- 7.3.1 Déployer le programme Valorisation jeunesse.
- 7.3.2 Collaborer avec le **MELS** pour tenir à jour un portrait de la persévérance scolaire chez la population immigrante à Montréal.
- 7.3.3 Acquérir une meilleure connaissance de la particularité de la situation et des difficultés rencontrées par les personnes immigrantes dans la persévérance scolaire à Montréal.
- 7.3.4 Affecter, pour la réalisation de l'article 4.2, un montant annuel de 40 000 \$, pour la deuxième et la troisième année de l'entente, soit 2011-2012 et 2012-2013.
- 7.3.5 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.4 Engagements du **MFA**

- 7.4.1 Contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en mettant à la disposition de la **CRÉ** une somme de 48 000 \$ afin de soutenir la réalisation de projets concertés en prévention du décrochage auprès des enfants 0-5 ans dans les secteurs ciblés du plan d'action de **RRM**. Les projets soutenus devront s'adresser aux familles d'enfants 0-5 ans et les activités devront s'inscrire dans la mission du **MFA**. Les projets devront avoir comme objectif de mieux préparer les enfants à l'entrée à l'école. La Direction régionale de Montréal devra être associée aux choix des projets financés.
- 7.4.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.5 Engagements d'**Emploi-Québec**

- 7.5.1 Verser, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires, de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, par l'intermédiaire du Conseil régional des partenaires du marché du travail de Montréal (CRPMT), afin de soutenir financièrement la mise en œuvre de projets pour un montant total de 100 000 \$ pour l'année 2011-2012, et ce, tel qu'indiqué au tableau des contributions financières et selon les modalités définies à l'article 9. Toutefois, un montant non déterminé pourra être déposé pour l'année 2012-2013 sous réserve de la disponibilité de crédits.
- 7.5.2 Ce support financier est conditionnel à la réalisation d'activités dans le cadre des mesures d'**Emploi-Québec** financées par le Fonds de développement du marché du travail (FDMT), telles et selon les normes de gestion de ce fonds.
- 7.5.3 Participer aux activités de développement par l'entremise de son expertise en matière d'information sur le marché du travail à la mise en place d'une *Cité des métiers* inspirée du modèle français.
- 7.5.4 Faire état du suivi de l'entente auprès du CRPMT.
- 7.5.5 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.6 Engagements de la **CRÉ**

- 7.6.1 Affecter, à même le Fonds de développement régional (FDR), un montant de 70 000 \$ pour la première année de l'entente, soit 2010-2011 : 60 000 \$ versés au **RRM** pour la réalisation de son plan d'action et 10 000 \$ consacrés à la réalisation d'études dans le cadre du projet de *Cité des métiers*.
- 7.6.2 Affecter, sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.
- 7.6.3 Assurer la coordination du comité de gestion, en assumant les tâches décrites à l'article 6.2, ainsi que la mise en œuvre de l'entente.

- 7.6.4 Agir comme fiduciaire de l'entente et voir, par conséquent, à la saine gestion administrative et budgétaire des fonds dévolus par les partenaires financiers de la présente entente ainsi qu'aux projets inhérents.

La **CRÉ**, avec la collaboration du **FJIM**, gestionnaire du Fonds régional d'investissement jeunesse pour la région de Montréal, s'engage à :

- 7.6.5 affecter, à même le Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), un montant de 300 000 \$ pour le financement de projets s'adressant aux jeunes de 12 à 30 ans selon le principe du Par et Pour les jeunes avec une attention particulière au niveau du raccrochage scolaire, de la reconnaissance de l'engagement des jeunes et de la conciliation études, travail, vie;
- 7.6.6 assurer la participation d'un représentant du **FJIM** au comité de gestion de l'entente.

7.7 Engagements de la **CSDM**

- 7.7.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.
- 7.7.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.8 Engagements de la **CSEM**

- 7.8.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.
- 7.8.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.9 Engagements de la **CSLBP**

- 7.9.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.
- 7.9.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.10 Engagements de la **CSMB**

- 7.10.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.
- 7.10.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.11 Engagements de la **CSPI**

- 7.11.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.
- 7.11.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.12 Engagements de l'ASSSM

- 7.12.1 Verser au **RRM** une contribution financière de 10 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 10 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013, afin de soutenir la création d'un mécanisme de documentation et d'évaluation régional capable de rendre compte de l'évolution de la réalité des enjeux proprement montréalais en matière de persévérance scolaire.
- 7.12.2 Contribuer, sous réserve des disponibilités financières, à la mise en œuvre de la présente entente en mettant à la disposition de la **CRÉ** une somme de 50 000 \$ pour l'année 2010-2011, une somme de 100 000 \$ pour l'année 2011-2012 et une somme de 100 000 \$ pour l'année 2012-2013, afin de soutenir la mise en place d'une *Cité des métiers* inspirée du modèle français et vouée à la promotion et à l'exploration des métiers et professions ainsi qu'à l'accompagnement des clientèles vers les formations professionnelles et techniques y étant reliées.
- 7.12.3 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.13 Engagements de la VILLE

- 7.13.1 Sous réserve de la disponibilité des crédits, verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant annuel de 15 000 \$ pour les périodes 2011-2012 et 2012-2013. Un montant de 15 000 \$ pour la période 2010-2011 a déjà été versé.
- 7.13.1 Sous réserve de la disponibilité des crédits, verser au **RRM** pour la réalisation du projet « Espace Ados », un montant annuel de 50 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013. Un montant de 50 000 \$ pour la période 2010-2011 a déjà été versé.
- 7.13.2 Sous réserve de la disponibilité des crédits, investir, en collaboration et en complémentarité des actions menées par le **RRM**, dans la maintenance et la médiation d'un portail web jeunesse des bibliothèques publiques de la **VILLE** qui permettra, entre autres, la promotion de la lecture et de diverses activités culturelles, de soutenir les jeunes dans leurs devoirs ainsi que d'outiller les parents et intervenants à l'éveil à la lecture et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 162 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013. Un montant de 162 000 \$ pour la période 2010-2011 a déjà été investi.
- 7.13.3 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.14 Engagements de R²

- 7.14.1 Contribuer, en respect de l'entente de partenariat entre le gouvernement du Québec et la Fondation Lucie et André Chagnon, à la mise en œuvre d'un plan stratégique régional/local concerté par le **RRM** en mettant à sa disposition une enveloppe annuelle cible de 1 500 000 \$ jusqu'à concurrence d'une contribution maximale, au terme de la présente entente, de 4 500 000 \$. L'enveloppe cible sera attribuée partiellement ou totalement à la suite de l'acceptation par le conseil d'administration de **R²** de demandes annuelles de soutien et sous réserve du respect des critères d'attribution énoncés dans la plateforme de financement de **R²**.
- 7.14.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.15 Engagements de RRM

- 7.15.1 Assurer la réalisation et l'atteinte des objectifs de l'entente.
- 7.15.2 Administrer les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes, et normes applicables.
- 7.15.3 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

8. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6.001).

Emploi-Québec s'engage à verser sa contribution financière aux projets sur la base des services rendus et dans le respect des normes de la mesure retenue, et ce, si la recommandation du comité de gestion de l'entente est positive.

9. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

	2010-2011	2011-2012	2012-2013	TOTAUX
MELS*	500 000 \$	500 000 \$	500 000 \$	1 500 000 \$
MICC	0 \$	40 000 \$	40 000 \$	80 000 \$
MFA	48 000 \$	0 \$	0 \$	48 000 \$
Emploi-Québec	0 \$	100 000 \$	À confirmer \$	100 000 \$
CRÉ				
- FDR	70 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	270 000 \$
- FRIJ	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSDM	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSEM	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSLBP	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSMB	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSPI	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
ASSSM	60 000 \$	110 000 \$	110 000 \$	280 000 \$
VILLE	227 000 \$	227 000 \$	227 000 \$	681 000 \$
R²	1 500 000 \$	1 500 000 \$	1 500 000 \$	4 500 000 \$
TOTAUX	3 005 000 \$	3 177 000 \$	3 077 000 \$	9 259 000 \$

* La somme de 1 500 000 \$ correspond à la somme déjà engagée par le **MELS** dans le cadre d'une entente conclue antérieurement avec **RRM**.

10. SUIVI ET ÉVALUATION

Pour assurer la convergence, la cohérence et l'efficacité des actions découlant de l'entente, les **PARTIES** conviennent de mettre en place un comité de gestion dont le rôle est de voir à l'application de la présente entente, au suivi de ses réalisations ainsi qu'à sa bonne gestion administrative et financière.

Plus spécifiquement, ses mandats sont :

- 10.1 en regard des sommes versées dans le cadre de la présente entente, recommander à la **CRÉ** et au **RRM** les critères de financement et de pertinence des projets devant être développés ou subventionnés;
- 10.2 approuver un plan de communication qui inclut les clauses de visibilité des parties;
- 10.3 approuver, annuellement et 60 jours suivant la signature de l'entente dans le cas de la première année, un plan de travail déposé par la **CRÉ** et par le **RRM** qui inclut un cadre d'évaluation comprenant des cibles précises à atteindre et des indicateurs de résultats;
- 10.4 approuver, 60 jours après la fin de chacune des années de l'entente, un rapport annuel portant sur la réalisation des projets au plan de travail, l'utilisation des sommes engagées et l'évaluation de l'atteinte des résultats, en fonction des cibles fixées et des ressources budgétaires disponibles;
- 10.5 approuver, au besoin, les ajustements et les changements nécessaires à l'atteinte des cibles en tenant compte de l'évolution de la situation régionale;
- 10.6 adopter, 60 jours après la fin de l'entente, le rapport final produit par la **CRÉ** et par le **RRM** et portant sur la réalisation des activités, l'atteinte des résultats et l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- 10.7 régler toute situation problématique pouvant survenir au cours de la réalisation de l'entente.

Le comité de gestion de l'entente est composé d'un représentant de chacune des **PARTIES**. Il agira, dans le cas de la présente entente, en complémentarité avec le conseil d'administration de **RRM**, pour sa part responsable de l'identification, de la gestion, du suivi et de l'évaluation des projets qui se dérouleront sous son égide.

11. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire d'application de la présente entente est la région administrative de Montréal.

12. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2013. Elle restera néanmoins en vigueur jusqu'à la date où les obligations des **PARTIES** seront complétées à l'égard des actions retenues et n'est pas sujette à reconduction tacite.

13. CONFLIT D'INTÉRÊTS

13.1 Le **RRM** doit éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt de ses administrateurs et employés ou créant l'apparence d'un tel conflit pour la mise en application de la présente entente, notamment lors du choix des projets subventionnés par des fonds provenant de la présente entente.

13.2 La **CRÉ** doit éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt de ses administrateurs et employés ou créant l'apparence d'un tel conflit pour la mise en application de la présente entente, notamment lors du choix des projets subventionnés par des fonds provenant de la présente entente.

13.3 Les membres du comité de gestion de l'entente doivent éviter toute situation mettant en conflit leur intérêt personnel ou créant l'apparence d'un tel conflit dans l'exercice de leurs fonctions.

14. RÉSILIATION

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi, l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, toute partie ayant reçu de l'argent en vertu de la présente entente s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation. Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

15. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a tous les pouvoirs prévus par la *Loi sur le ministère des Finances* (L.R.Q., c. M-24.01) et, plus particulièrement, le pouvoir de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification.

16. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

17. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instruction, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télécopieur, courrier ou courrier recommandé, courrier électronique ou transmises en mains propres ou par huissier.

Pour le **MELS** :

Monsieur Francis Culée
Directeur
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Direction régionale de Montréal
600, rue Fullum, 10^e étage
Montréal (Québec) H2K 4L1
Téléphone : 514 873-3315
Télécopieur : 514 873-7281
francis.culee@mels.gouv.qc.ca

Pour le **MAMROT** :

Monsieur Hubert de Nicolini
Directeur
Direction du développement régional et métropolitain
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de
l'Occupation du territoire
800, rue du Square-Victoria, bureau 2.17
C. P 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-6403 poste 6202
Télécopieur : 514 864-7082
hubert.denicolini@mamrot.gouv.qc.ca

Pour le **MICC** :

Madame Charlotte Poirier
Directrice
Direction générale de Montréal
Ministère de l'Immigration et des Communautés
culturelles
2050, rue De Bleury, 4^e étage
Montréal, (Québec) H3A 2J5
Téléphone : 514 864-2345
Télécopieur : 514 864-3597
charlotte.poirier@micc.gouv.qc.ca

Pour le **MFA** :

Monsieur Pierre Gaucher
Directeur
Direction régionale de Montréal
Ministère de la Famille et des Aînés
600, rue Fullum
Montréal (Québec) H2K 4S7
Téléphone : 514 864-2442
Télécopieur : 514 864-8083
pierre.gaucher@mfa.gouv.qc.ca

Pour **Emploi-Québec** :

Madame Johanne Beaulieu
Directrice régionale
Emploi-Québec de Montréal
276, rue St-Jacques
Niveau mezzanine
Montréal (Québec) H2Y 1N3
Téléphone : 514 725-5221, poste 211
Télécopieur : 514 725-2939
johanne.beaulieu@mess.gouv.qc.ca

Pour la **CRÉ** :

Madame Marie-Claire Dumas
Directrice générale
Conférence régionale des élus de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 810
Montréal, (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 842-2400
Télécopieur : 514 842-4599
mcdumas@credemontreal.qc.ca

Pour la **CSDM** :

Monsieur Gilles Petitclerc
Directeur général
Commission scolaire de Montréal
3737, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1X 3B3
Téléphone : 514 596-6000
Télécopieur : 514 596-6300
petitclercg@csgm.qc.ca

Pour la **CSEM** :

Monsieur Robert Stocker
Directeur général
Commission scolaire English Montréal
6000, avenue Fielding
Montréal (Québec) H3X 1T4
Téléphone : 514 483-7200
Télécopieur : 514 483-7324
rstocker@emsb.qc.ca

Pour la **CSLBP** :

Monsieur Robert T. Mills
Directeur général
Commission scolaire Lester B. Pearson
1925, avenue Brookdale
Dorval (Québec) H9P 2Y7
Téléphone : 514 422-3000
Télécopieur : 514 422-3016
llafrance@lbpsb.qc.ca

Pour la **CSMB** :

Monsieur Yves Sylvain
Directeur général
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
1100, boulevard de la Côte-Vertu
Saint-Laurent (Québec) H4L 4V1
Téléphone : 514 855-4500
Télécopieur : 514 855-4749
yves.sylvain@csmb.qc.ca

Pour la **CSPI** :

Monsieur Antonio Bernardelli
Directeur général
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île
550, 53^e Avenue
Montréal (Québec) H1A 2T7
Téléphone : 514 855-4500
Télécopieur : 514 642-1590
antonio-bernardelli@cspi.qc.ca

Pour l'**ASSSM** :

Monsieur Louis Côté
Directeur des ressources humaines, de l'information,
de la planification et des affaires juridiques
Agence de la santé et des services sociaux de
Montréal
3725, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2X 3L9
Téléphone : 514 286-6500, poste 5600
Télécopieur : 514 286-5669
louis_cote@ssss.gouv.qc.ca

Pour la **VILLE** :

Monsieur Gilles Rioux
Directeur
Direction de la diversité sociale
Ville de Montréal
801, rue Brennan, bureau 5151.05
Montréal (Québec) H3C 0G4
Téléphone : 514 872-9655
Télécopieur : 514 872-9848
slepage@ville.montreal.qc.ca

Pour **R²** :

Madame Sophie Harnois
Directrice générale
Partenariat pour la persévérance scolaire (Réunir
Réussir)
400, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 1250
Montréal (Québec) H3A 1L4
Téléphone : 514 564-8100
Télécopieur : 514 564-8103
sharnois@reunirreussir.org

Pour **RRM** :

Madame Andrée Mayer-Périard
Directrice générale par intérim
Réseau réussite Montréal
1050, 5^e Avenue, bureau 309
Verdun (Québec) H4G 2Z6
Téléphone : 514 286-2346, poste 207
Télécopieur : 514 286-2347
amayerperiard@reseautreussitemontreal.ca

Pour le **FJIM** :

Monsieur Jean-Sébastien Dufresne
Président
Forum jeunesse de l'île de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 810
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 842-2400, poste 2105
Télécopieur : 514 842-4599
mhcroteau@credemontreal.qc.ca

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

18. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES**, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

19. ANNEXES

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, la présente entente prévaudra.

20. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ** et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des **PARTIES** et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux bénéficiaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

21. SIGNATURES

Les **PARTIES** et les intervenants reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** et les intervenants ont signé :

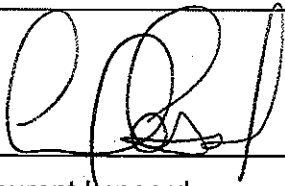


Michelle Courchesne

Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

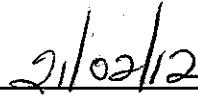
19 juillet 2012

Date

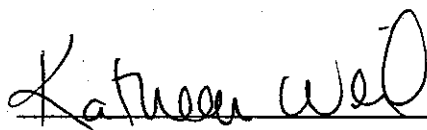


Laurent Lessard

Ministre des Affaires municipales, des Régions et
de l'Occupation du territoire



Date

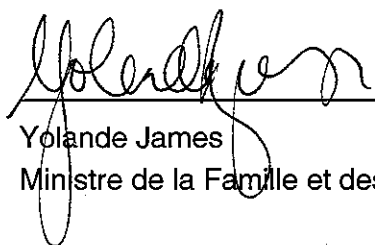


Kathleen Weil

Ministre de l'Immigration et des Communautés
culturelles

30 mars 2012

Date



Yolande James
Ministre de la Famille et des Aînés

1/03/2012

Date

Julie Boulet

Julie Boulet

Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

30 mars 2012

Date

Manon Barbe

Manon Barbe

Présidente de la Conférence régionale des élus
de Montréal

23 juillet 2012

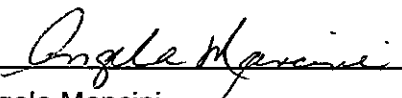
Date

Diane De Courcy, vice-présidente pour 15 août 2012

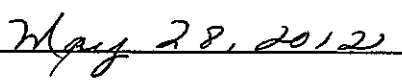
Diane De Courcy

Date

Présidente de la Commission scolaire de Montréal



Angela Mancini
Présidente de la Commission scolaire English
Montréal



Date



Suanne Stein Day
Présidente de la Commission scolaire Lester B.
Pearson

2012-05-28

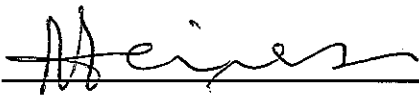
Date



Diane Lamarche-Venne
Présidente de la Commission scolaire Marguerite-
Bourgeoys

2012-05-28

Date



Vincent Arciresi
Président de la Commission scolaire de la
Pointe-de-l'Île

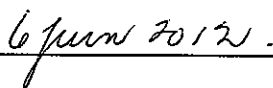
29 mai 2012

Date

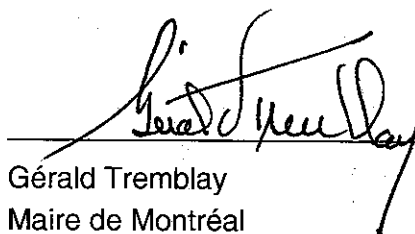


Danielle McCann

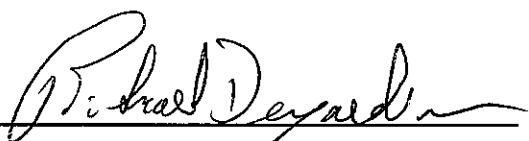
Présidente-directrice générale de l'Agence de la
santé et des services sociaux de Montréal



Date


Gérald Tremblay
Maire de Montréal

6 août 2012
Date

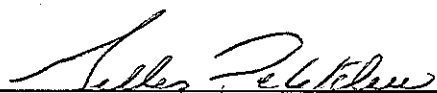


Richard Desjardins

Président de Partenariat pour la persévérance
scolaire (Réunir Réussir)

30-05-2012


Date



Gilles Petitclerc
Président de Réseau Réussite Montréal



Date


Jean-Sébastien Dufresne

Président du Forum jeunesse de l'île de Montréal

15/05/2012.
Date

RB. A

Raymond Bachand
Ministre responsable de la région de Montréal

27 avril 2012

Date

ANNEXE A

**RÉSOLUTION DU CONSEIL EXÉCUTIF DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS
DE MONTRÉAL DU 28 AOÛT 2008**

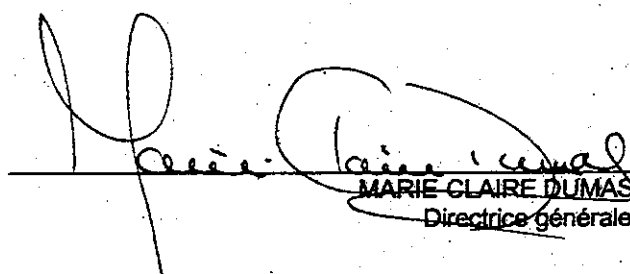


**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU COMITÉ
EXÉCUTIF DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE
MONTRÉAL TENUE À MONTRÉAL LE JEUDI 28 AOÛT 2008**

Il est unanimement

**RÉSOLU
(C.E. 08-501)**

- de rescinder la résolution C.E. 04-14 et d'autoriser madame Manon Barbe, en tant que présidente de la Conférence régionale des élus de Montréal, à signer les effets bancaires, les contrats et ententes, incluant les ententes spécifiques, au nom de la CRÉ de Montréal.


MARIE-CLAIRE DUMAS
Directrice générale

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Le 22 septembre 2008

ANNEXE B

RÉSOLUTION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DE LA COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL DU 11 MAI 2011



**Commission
scolaire
de Montréal**

Secrétariat général
3737, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1X 3B3
Téléphone : (514) 596-6000
poste 6012
Télécopieur : (514) 596-7451

CONSEIL DES COMMISSAIRES

Séance ordinaire du 11 mai 2011

VI

Direction générale – entente de services 2010-2013 entre la Commission scolaire de Montréal et le Réseau Réussite Montréal-financement

Document déposé : Rapport DG-01-231-A en date du 4 mai 2011 de
Mme France Dufour concernant le sujet en référence

CONSIDÉRANT la participation financière des partenaires suivants :

Participation financière	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total
Conférence régionale des élus (CRÉ)	70 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	270 000 \$
Ministère de l'éducation, du loisir et du sport (MELS)	500 000 \$	500 000 \$	500 000 \$	1 500 000 \$
Ministère de l'immigration et des communautés culturelles (MICC)	0 \$	40 000 \$	40 000 \$	80 000 \$
Commission scolaire de Montréal (CSDM)	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
Commission scolaire English-Montréal (CSEM)	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
Commission scolaire Lester-B.-Pearson (CSLBP)	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB)	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPI)	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$

ANNEXE B (suite)

**RÉSOLUTION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DE LA COMMISSION SCOLAIRE
DE MONTRÉAL DU 11 MAI 2011**

Participation financière	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total
Forum jeunesse de l'île de Montréal (FJIM)	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
Ville de Montréal	227 000 \$	227 000 \$	227 000 \$	681 000 \$
Emploi-Québec	0 \$	100 000 \$	A confirmer	100 000 \$
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM)	60 000 \$	110 000 \$	110 000 \$	280 000 \$
Réunir Réussir	1 500 000 \$	1 500 000 \$	1 500 000 \$	4 500 000 \$
TOTAL	2 957 000 \$	3 327 000 \$	3 077 000 \$	9 211 000 \$

CONSIDÉRANT le projet d'entente spécifique portant sur la persévérance scolaire et la valorisation de l'éducation dans la région de Montréal à être signé pour les années 2010-2013;

CONSIDÉRANT la troisième orientation du Plan stratégique de la Commission scolaire de Montréal : *la construction de partenariats fertiles et complémentaires à l'action éducative de l'établissement scolaire*;

CONSIDÉRANT que les principales orientations de *Réseau Réussite Montréal* concordent avec le plan Réussir de la Commission scolaire de Montréal en soutenant les jeunes dans leur persévérance et leur réussite scolaires;

CONSIDÉRANT que le *Réseau Réussite Montréal* a pour raison d'être d'augmenter les effets des actions posées par la Commission scolaire de Montréal pour lutter contre le décrochage scolaire;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction générale;

Il est PROPOSÉ :

- 1° d'AUTORISER, sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013 au *Réseau réussite Montréal* pour le soutien de l'entente spécifique à être signée;
- 2° de PUISER la somme requise au Bureau du directeur général à l'indice 050 000 152100 530 et la transmettre au *Réseau Réussite Montréal*;

ANNEXE B (suite)

**RÉSOLUTION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DE LA COMMISSION SCOLAIRE
DE MONTRÉAL DU 11 MAI 2011**

- 3° de DÉSIGNER M. Gilles Petitclerc, directeur général de la commission scolaire, à titre de représentant au comité de gestion de l'entente;
- 4° d'AUTORISER les signataires désignés à signer ladite entente pour et au nom de la Commission scolaire de Montréal.

La présidente Mme Diane De Courcy propose la modification suivante :

- ajouter une cinquième proposition :
« de DEMANDER au directeur général de rendre compte annuellement au Conseil des commissaires. »

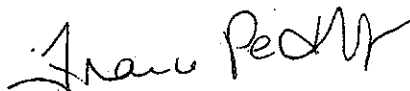
Cette proposition de modification est adoptée à l'unanimité des commissaires présents.

La proposition principale, telle qu'elle a été modifiée, est adoptée à l'unanimité des commissaires présents.

Il est donc **RÉSOLU** :

- 1° d'AUTORISER, sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013 au *Réseau réussite Montréal* pour le soutien de l'entente spécifique à être signée;
- 2° de PUISER la somme requise au Bureau du directeur général à l'indice 050 000 152100 530 et la transmettre au *Réseau Réussite Montréal*;
- 3° de DÉSIGNER M. Gilles Petitclerc, directeur général de la commission scolaire, à titre de représentant au comité de gestion de l'entente;
- 4° d'AUTORISER les signataires désignés à signer ladite entente pour et au nom de la Commission scolaire de Montréal.
- 5° de DEMANDER au directeur général de rendre compte annuellement au Conseil des commissaires.

Je certifie que la présente résolution est une copie véritable de la résolution VI adoptée à la séance ordinaire du Conseil des commissaires du 11 mai 2011 de la Commission scolaire de Montréal.



France Pedneault
Secrétaire générale

FP/ng

ANNEXE C

**RÉSOLUTION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DE LA COMMISSION SCOLAIRE
ENGLISH MONTREAL DU 30 MARS 2011**

TRADUCTION

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL D'UNE SÉANCE DE LA COMMISSION SCOLAIRE
ENGLISH-MONTREAL TENUE EN LA VILLE DE MONTRÉAL LE TRENTE MARS DEUX
MILLE ONZE**

<<Entente – Réseau Réussite de Montréal

ATTENDU QUE la Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal demande à tous les partenaires de la région de Montréal qui croient et contribuent au succès scolaire d'indiquer leur appui;

ATTENDU QUE la CSEM a conclu des ententes avec le Carrefour de Lutte au Décrochage Scolaire en 2004 et en 2007 afin de traiter le taux élevé de décrochage sur l'île de Montréal (résolution E07-06-20-8);

ATTENDU QUE le Carrefour de Lutte au Décrochage Scolaire a été renommé Réseau Réussite de Montréal;

ATTENDU QUE la CSEM est une partenaire active au sein du Réseau Réussite de Montréal;

ATTENDU QUE les objectifs spécifiques de cette entente correspondent avec le Plan stratégique de la CSEM pour 2009-2014;

IL EST PROPOSÉ PAR MADAME GINETTE SAUVÉ-FRANKEL ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ, tel que recommandé par le comité des affaires pédagogiques et des services éducatifs, d'approuver la participation continue de la CSEM au Réseau Réussite de Montréal qui inclut une contribution financière de la Commission au montant de 300 000 \$ sur trois ans, soit 2010-2013.

IL EST DE PLUS RÉSOLU QUE la présidente de la Commission et le directeur général signent l'Entente intitulée « Entente spécifique 2010-2013 portant sur la persévérance scolaire et la valorisation de l'éducation dans la région de Montréal. »

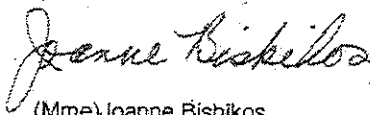
VOTE : 23-0-0

Résolution 11-03-30-6>>

JE CERTIFIE QUE ce qui précède est un extrait véritable et exact du procès-verbal d'une séance de la COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTREAL tenue le 30 mars 2011.

(Signée)
(Mme) Joanne Bisbikos
Secrétaire générale

JE CERTIFIE QUE ce qui précède est une traduction de l'extrait du procès-verbal ci-dessus mentionné.

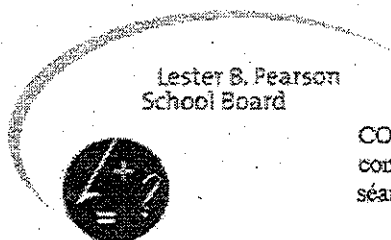

(Mme) Joanne Bisbikos
Secrétaire générale

Le 13 avril 2011

ANNEXE D

**RÉSOLUTION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DE LA COMMISSION SCOLAIRE
LESTER B. PEARSON DU 28 MARS 2011**

traduction



Commission scolaire
Lester-B.-Pearson

COPIE CERTIFIÉE d'une RÉSOLUTION adoptée par le Conseil des commissaires de la Commission scolaire Lester-B.-Pearson lors d'une séance ordinaire tenue à Dorval, Québec, le 28 mars 2011.

CRÉ de Montréal

2011-03-#06

ATTENDU QUE la Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal demande que tous les partenaires de la région de Montréal qui croient et contribuent à la réussite scolaire manifestent leur soutien; et

ATTENDU QUE la Commission scolaire Lester-B.-Pearson est un partenaire actif au sein du Réseau réussite Montréal; et

ATTENDU QUE les objectifs de l'entente spécifiques sont conformes au Plan stratégique 2010-2015 de la Commission scolaire Lester-B.-Pearson; et

ATTENDU QUE le comité exécutif, lors de sa séance du 21 mars 2011, a recommandé que le Conseil des commissaires approuve la poursuite de la participation de la Commission scolaire Lester-B.-Pearson au Réseau réussite Montréal, y compris par une contribution financière de 300 000 \$ sur une période de trois ans, de 2010 à 2013 :

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par madame la commissaire J. Kelley et RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

QUE la Commission scolaire Lester-B.-Pearson poursuive sa participation au Réseau réussite Montréal, y compris par une contribution financière de 300 000 \$ sur une période de trois ans, de 2010 à 2013; et

QUE le président de la Commission scolaire signe l'entente intitulée « Entente spécifique 2010-2013 portant sur la persévérance scolaire et la valorisation de l'éducation dans la région de Montréal ».

Je certifie que le texte ci-dessus est une copie conforme d'une résolution adoptée par le Conseil, sous réserve de ratification par l'approbation du procès-verbal de ladite séance lors de la prochaine séance du Conseil des commissaires qui aura lieu le 26 avril 2011.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
ce 31^e jour de mars 2011


M^{re} France Goyette
Directrice du Secrétariat général

1925 Brookdale Avenue, Dorval (Québec) H9P 2Y7 Tel.: 514-422-3000
Internet: www.lbpsb.qc.ca

ANNEXE E

**RÉSOLUTION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DE LA COMMISSION
SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS DU 5 AVRIL 2011**



**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU
CONSEIL DES COMMISSAIRES DU 5 AVRIL 2011**

Résolution #CC10/11-04-122

**AMENDEMENT À LA RÉSOLUTION CC10/11-03-104 - PROJET
D'ENTENTE SPÉCIFIQUE PORTANT SUR LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE
ET LA VALORISATION DE L'ÉDUCATION DANS LA RÉGION DE
MONTRÉAL**

Documents déposés :

- A) Courriel de Réseau Réussite Montréal, le 17 mars 2011;
- B) Résolution CC10/11-03-104.

ATTENDU que la résolution CC10/11-03-104, autorisait le directeur général à signer le *projet d'Entente spécifique 2010-2013 portant sur la persévérance scolaire et la valorisation de l'éducation dans la région de Montréal*;

ATTENDU que Réseau Réussite Montréal nous informe que ce seront les ministres des différents ministères impliqués qui signeront l'entente, et que, dans ce cas, la procédure exige que les présidences des commissions scolaires soient désignées comme signataires;

SUR PROPOSITION DE madame Suzanne Marceau, il est résolu à l'unanimité :

D'amender la résolution CC10/11-03-104, en remplaçant le 1^{er} résolu par les suivants :

- *d'autoriser la présidente de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB) à signer le projet d'Entente spécifique 2010-2013 portant sur la persévérance scolaire et la valorisation de l'éducation dans la région de Montréal;*
- *De désigner le directeur général à titre de représentant de la CSMB sur le comité de gestion de l'entente;*

PROPOSITION ADOPTÉE.

Le secrétaire général,

Alain Gauthier
Le 6 avril 2011

Je certifie que le texte ci-dessus est une copie conforme d'une résolution adoptée par le Conseil des commissaires; Il est sujet à ratification lors de l'approbation du procès-verbal de la séance ci-haut mentionnée.

ANNEXE F

**RÉSOLUTION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DE LA COMMISSION SCOLAIRE DE
LA POINTE DE L'ÎLE DU 16 MARS 2011**



550, 53^e Avenue
Montréal, Qc
H1A 2T7
(514) 642-9520

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL D'UNE SÉANCE DU
COMITÉ EXÉCUTIF**

TENUE LE : 16 mars 2011

E-11-039

Réseau réussite Montréal – Années 2011-2012 et 2012-2013
Dossier 12.1-10

ATTENDU la participation financière des partenaires suivants :

Participation financière	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total
La Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ Mtl)	70 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	270 000 \$
Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)	500 000 \$	500 000 \$	500 000 \$	1 500 000 \$
La Direction Régionale de Montréal du MELS (DRM)	50 000 \$	À venir	À venir	50 000 \$
Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)	0 \$	40 000 \$	40 000 \$	80 000 \$
La Commission scolaire de Montréal (CSDM)	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
La Commission scolaire English-Montréal (CSEM)	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
La Commission scolaire Lester-B.-Pearson (CSLBP)	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
La Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB)	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
La Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPI)	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
Le Forum Jeunesse de l'Île de Montréal (FIJM)	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
La Ville de Montréal	227 000 \$	227 000 \$	227 000 \$	681 000 \$
Emploi-Québec	0 \$	100 000 \$	À confirmer	100 000 \$
L'Agence de la Santé et des Services sociaux de Montréal (ASSSM)	60 000 \$	110 000 \$	110 000 \$	280 000 \$
Réunir Réussir	1 500 000 \$	1 500 000 \$	1 500 000 \$	4 500 000 \$
TOTAL	3 007 000 \$	3 177 000 \$	3 077 000 \$	9 261 000 \$

ATTENDU le projet d'entente spécifique portant sur la persévérance scolaire et la valorisation de l'éducation dans la région de Montréal à être signé pour les années 2010-2013;

ATTENDU l'autorisation du Comité exécutif de verser au Réseau réussite Montréal la somme de 100 000 \$ pour l'année scolaire 2010-2011;

ATTENDU la recommandation de la Commission pédagogique;

ATTENDU la recommandation de la direction générale;

Il est proposé par le commissaire Vincenzo Padula
et RÉSOLU,

Article 1 - D'autoriser, sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013 au Réseau réussite Montréal au soutien de l'entente spécifique à être signée;

Article 2 - De désigner le directeur général à titre de représentant sur le comité de gestion de l'entente;

Article 3 - QUE le président du Comité exécutif ou en cas d'empêchement, la vice-présidente, ainsi que le directeur général, ou en cas d'empêchement, un membre de la direction générale adjointe, soient et sont, par la présente, autorisés pour et au nom de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île, à signer ladite entente.

« ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ »

Certifié conforme au livre des procès-verbaux,
Montréal, ce dix-septième jour du mois de mars
de l'An deux mille onze (2011)


CHRISTIANE ST-ONGE
Secrétaire générale

Cet extrait du livre des procès-verbaux sera officiel après
l'adoption du procès-verbal par le Comité Exécutif

ANNEXE G

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL DU 7 DÉCEMBRE 2010

Agence de la santé
et des services sociaux
de Montréal

Québec

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA TRENTE-SIXIÈME (36^e)
RÉUNION ORDINAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE
MONTRÉAL, TENUE À LA SALLE 107 DU SIÈGE SOCIAL, LE
7 DÉCEMBRE 2010, À LAQUELLE IL Y AVAIT QUORUM

PROJET D'ENTENTE SPÉCIFIQUE PORTANT SUR LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE ET LA VALORISATION DE L'ÉDUCATION DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL

CONSIDÉRANT que cette entente s'inscrit dans la continuité de la participation de l'Agence de Montréal aux activités du Carrefour de lutte au décrochage scolaire devenu le Réseau Réussite Montréal.

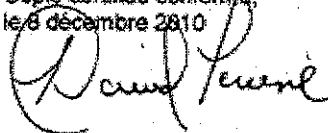
CONSIDÉRANT que cette entente fait partie des objectifs spécifiques de l'Agence de Montréal dans sa planification stratégique 2010-2015 ainsi que dans son plan d'action 2010-2015 sur la disponibilité de la main-d'œuvre à Montréal.

CONSIDÉRANT que les ressources financières requises pour honorer les engagements de l'Agence de Montréal sont déjà prévues d'une part dans les budgets du CMIS (10 000 \$ par année) et d'autre part dans le cadre du plan d'action sur la disponibilité de la main-d'œuvre à Montréal (50 000 \$ en 2010-2011 et 100 000 \$ par année en 2011-2012 et 2012-2013).

Il est **PROPOSÉ**, dûment **APPUYÉ** et unanimement **RÉSOLU** d'accepter la recommandation du comité de planification et d'évaluation de l'Agence, à la suite de sa trente-deuxième (32^e) réunion, et d'autoriser le président-directeur général à signer le projet d'« Entente spécifique 2010-2013 portant sur la persévérance scolaire et la valorisation de l'éducation dans la région de Montréal ».

Il est **PROPOSÉ**, dûment **APPUYÉ** et unanimement **RÉSOLU** d'accepter la recommandation du comité d'allocation des ressources et de suivi des ententes de gestion de l'Agence, à la suite de sa trente-neuvième (39^e) réunion, et d'approuver les engagements financiers de l'Agence de Montréal dans le cadre du projet d'« Entente spécifique 2010-2013 portant sur la persévérance scolaire et la valorisation de l'éducation dans la région de Montréal » tels que décrits dans le sommaire exécutif du projet d'entente.

Copie certifiée conforme,
le 8 décembre 2010



David Levine,
Secrétaire du conseil d'administration

ANNEXE H

RÉSOLUTION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA VILLE DE MONTRÉAL DU 2011



Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 19 décembre 2011
Séance tenue le 19 décembre 2011.

Résolution: CM11 1000

Approuver le projet d'Entente spécifique de partenariat, avec différents organismes, portant sur la persévérance scolaire et la valorisation de l'éducation dans la région de Montréal, 2010-2013

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 décembre 2011 par sa résolution CE11 1996;

Il est proposé par M. Marvin Rotrand

appuyé par Mme Clementina Teti-Tomassi

Et résolu :

- 1- d'approuver le projet d'Entente spécifique de partenariat, avec différents organismes, portant sur la persévérance scolaire et la valorisation de l'éducation dans la région de Montréal, 2010-2013;
- 2- d'autoriser le maire à signer ladite entente pour et au nom de la Ville.

Un débat s'engage.

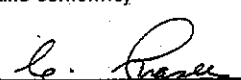
Adopté à l'unanimité.

20.05 1114910003
/cb

Gérald TREMBLAY

Maire

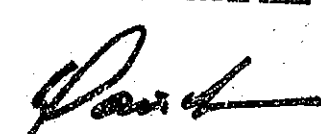
(certifié conforme)


Colette FRASER
Greffière adjointe

Colette FRASER

Greffière adjointe

COPIE CERTIFIÉE


GREFFIER DE LA VILLE

ANNEXE I

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PARTENARIAT POUR LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE (RÉUNIR RÉUSSIR) DU 26 JANVIER 2011

PARTENARIAT POUR LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE Réunir Réussir

(la « Personne morale »)

Page | 1

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL de la quatorzième séance ordinaire du conseil d'administration tenue au Secrétariat à la jeunesse, ministère du Conseil exécutif à Québec, et par conférence téléphonique, le 26^e jour de janvier 2011 à 10h00.

Sont présents : M. Gérald Beaudry
M. Claude Chagnon (par conférence téléphonique)
M^{me} Sylvianne Chaput (par conférence téléphonique à partir de 11h15)
M. Jean-Marc Chouinard
M. Richard Desjardins (à partir de 11h00)
M^{me} Michèle Glémaud
M. Thomas Poirier

Sont excusés : M^{me} Line Bérubé
M^{me} Françoise Bertrand
M. Alain Veilleux

Étant tous les administrateurs en règle de la Personne morale

Participent également à l'assemblée :

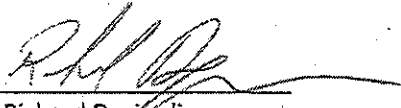
M^{me} Sophie Harnois
M^{me} Mireille Jetté
M^{me} Nathalie Rodrigues

7.8. Montréal

RÉSOLUTION 2011-01-26/-14

IL EST RÉSOLU, à l'unanimité, sur proposition de Gérald Beaudry, secondée par Thomas Poirier, que le Président ait par la présente l'autorisation de signer l'entente spécifique de Montréal sur la persévérance scolaire.

IL EST RÉSOLU, à l'unanimité, que le principe de signature d'entente spécifique par Réunir Réussir soit accepté selon le libellé proposé pour Montréal.


M. Richard Desjardins
Président



**Réunir
Réussir**

400, de Maisonneuve Ouest
bureau 1250, Montréal (Qc)
H3A 1L4

ANNEXE J

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉSEAU RÉUSSITE MONTRÉAL
DU 7 JUILLET 2011



Réseau réussite
Montréal

RÉSEAU RÉUSSITE MONTRÉAL

RÉSOLUTION DES ADMINISTRATEURS

Sur proposition dûment appuyée, il est résolu (à l'unanimité) de désigner le président du conseil d'administration, M. Gilles Petitclerc, ou le trésorier, M. Yves Picard, ainsi que la directrice générale, Mme Andrée Mayer-Périard, comme signataires des protocoles d'entente de Réseau réussite Montréal.

Copie certifiée conforme de la résolution no CA-20110707-8 de la personne morale
RÉSEAU RÉUSSITE MONTRÉAL

adoptée par le vote d'au moins les ⅔ des membres présents à la réunion du conseil d'administration tenué le 2011/07/07.

Le Secrétaire,

Sylvie Lépage

ANNEXE K

RÉSOLUTION DU COMITÉ EXÉCUTIF DU FORUM JEUNESSE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL
DU 3 DÉCEMBRE 2009



EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU FORUM JEUNESSE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL TENUE LE 3 DÉCEMBRE 2009, À 17 H 30 AU 1550 RUE METCALFE À MONTRÉAL, SOUS LA PRÉSIDENCE DE LAURENCE ST-DENIS

RÉSOLU
(FJIM 09-12-03-6)

Julie Beauvilliers, appuyée par Yasmine Charara, propose que le Forum jeunesse signe l'Entente spécifique portant sur la persévérance scolaire et la valorisation de l'éducation dans la région de Montréal 2010-2013 et que sa contribution financière soit de 300 000 \$.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Marie-Hélène Croteau
Agente de développement

Le 31 janvier 2011